

**L'Influence
de la chose jugée au criminel
sur le procès civil
en matière de responsabilité
délictuelle**

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le mercredi 13 novembre 1929, à 2 heures

PAR

Henri NEIGER

Président : M. M. PICARD, *professeur*

Suffragants : { MM. HUGUENEY, *professeur*
DONNEDIEU DE VABRES, *professeur*

PARIS

JOUBE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1929

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

**L'Influence
de la chose jugée au criminel
sur le procès civil
en matière de responsabilité
délictuelle**

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le mercredi 13 novembre 1929, à 2 heures

PAR

Henri NEIGER

Président : M. M. PICARD, *professeur*

Suffragants : { MM. HUGUENEY, *professeur*
DONNEDIEU DE VABRES, *professeur*

PARIS

JOUE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1929

L'influence

de la chose jugée en matière

de procédure civile

en matière de responsabilité

délictuelle

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Henri WEIGER



LOUVE & CO. ÉDITEURS

15, RUE MONTMARTRE

A MA FEMME

Avec la plus profonde affection.

L'Influence de la chose jugée au criminel sur le procès civil en matière de responsabilité délictuelle

INTRODUCTION

Agir ! à ce mot se réduit la raison d'être de l'homme et le secret du progrès de la société.

Mais cette existence et ce progrès seraient illusoires, même impossibles si l'activité de chaque individu n'était circonscrite dans certaines limites, qu'on ne peut saisir et préciser d'une façon concrète.

Dire que l'individu est libre d'actionner comme il lui plaît, c'est l'anarchie. Dire d'autre part, c'est ici où là que la liberté individuelle d'agir s'arrête, c'est un problème sur lequel philosophes et juristes méditent depuis des siècles sans pouvoir le résoudre.

Les préceptes religieux, la coutume, la législation, ont assigné certaines limites à cette activité, limites puisées dans la morale, les mœurs, le besoin de sécurité, mais qui sont tellement relatives, variant de société à société, d'époque à époque, que l'humanité arrivera à sa fin sans avoir su jusqu'à quel point chacun pouvait agir sans s'exposer à violer l'obligation sociale de maintenir son activité dans la juste limite.

Dépasser cette limite, c'est commettre une faute, et comme toute faute suppose une action injuste, celui qui la commet doit réparer le tort qui en résulte pour autrui.

Le droit civil et le droit pénal, deux disciplines confondues à

leur origine, aujourd'hui distinctes, s'occupent chacune dans son domaine de la répression des fautes.

« Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer » ; telle est la formule vague de la loi civile.

Mais si cette règle est suffisante pour garantir la correction des rapports privés d'individu à individu ou de patrimoine à patrimoine, la société ne peut exister qu'avec une garantie efficace de sécurité individuelle.

C'est la loi pénale qui intervient avec ses sanctions, pour imposer des obligations faciles à tenir, mais dont la violation apporte un trouble profond à l'ordre public.

Elle punit par l'isolement du reste de la société, l'individu qui est dangereux ; l'échelle de peines qu'elle applique, est extrêmement variée et souple, permettant au juge de proportionner la sanction d'après la gravité de la faute commise.

Il peut arriver, et il arrive très souvent, que le même acte constitue à la charge de son auteur, en même temps qu'une infraction à la loi pénale, une source d'obligations civiles.

Deux fautes ont été commises par le même acte ; l'une envers la société en troublant l'ordre public, l'autre envers un particulier en lui causant un dommage. Deux actions naissent de cet acte : l'action publique et l'action civile, la première poursuivant la réparation sociale, la deuxième la réparation pécuniaire du dommage causé à un particulier.

Ces deux actions peuvent être portées ensemble devant la juridiction criminelle, ou séparément, chacune devant la juridiction compétente.

Le juge criminel aura à rechercher la culpabilité de l'accusé, le juge civil, l'existence d'une faute nécessaire pour justifier l'attribution de dommages-intérêts à la victime de l'acte criminel.

Cela ne va pas cependant sans certaines difficultés. L'intervention du principe de l'autorité de la chose jugée, pose la question de savoir si le juge civil peut statuer sur la demande en dommages-intérêts, sans tenir compte de la décision du juge

de répression, autrement dit, si après l'acquittement pénal, une condamnation civile est possible, et vice-versa.

Si la faute pénale et la faute civile ont même nature et même essence, l'autorité de la décision criminelle s'impose au juge civil ; sont-elles de nature et d'essences différentes, la solution contraire s'impose.

Passant du domaine des fautes intentionnelles dans celui des fautes non intentionnelles, la difficulté de résoudre ce problème est encore plus grande.

La théorie de l'influence de la chose jugée au criminel sur l'action civile étant une construction de la jurisprudence, c'est à elle que nous aurons recours le plus souvent au cours de notre étude ; elle sera une étude de jurisprudence.

CHAPITRE PREMIER

SECTION I

Le principe et les limites de l'autorité de la chose jugée au criminel sur le civil.

La théorie de l'autorité de la chose jugée au criminel sur le civil, a suscité dès le commencement de l'application du Code Napoléon de vives discussions.

Si nous avons un texte qui régit la question de la chose jugée en matière civile, il n'en est pas de même en la matière qui nous intéresse. C'était à la jurisprudence de combler la lacune du Code. Elle a élaboré une construction, aujourd'hui solidement établie ; c'est à elle que nous nous adresserons le plus souvent dans le courant de notre étude.

Pour bien comprendre notre question, il est très utile de rappeler brièvement la célèbre discussion entre Merlin et Toullier et de rechercher le fondement de l'influence au civil, de la chose jugée au criminel.

Cette étude nous montrera quelle a été l'erreur de ces grands juristes, erreur qui les a fait conclure à deux résultats tout à fait opposés, mais également faux. Nous nous rendrons également compte de l'inutilité de chercher un texte qui règle directement cette question si importante : nulle part dans la loi il n'est dit formellement que la décision criminelle ait, au civil, autorité de chose jugée, mais plusieurs dispositions supposent ce principe admis, ou l'appliquent à des cas déterminés.

Merlin et Toullier ont eu comme point de départ de leur raisonnement l'article 1351 du Code civil, d'après lequel, pour qu'un jugement civil ait autorité au civil, il faut que dans les deux procès, celui où le jugement a été rendu et celui où son

autorité est invoquée, il y ait identité de personnes, de qualités, de cause et d'objet.

Ils ont conclu de là, que, pour savoir si la chose jugée au criminel avait effet sur l'action civile, il fallait rechercher si l'on trouvait dans l'action publique et dans l'action civile, identité de questions et de parties.

Merlin, partant de ce point de vue, a essayé de démontrer qu'on trouve dans les deux actions, les mêmes parties, le même objet et la même cause.

Il prétend voir dans le ministère public le représentant de la partie lésée dans l'action publique. En poursuivant les crimes et délits, le ministère public agit aux risques et périls de tous les intéressés. La victime étant donc représentée dans toute instance répressive, les jugements lui sont opposables, lui profitent, ou lui nuisent.

Merlin va encore plus loin quand il s'attaque à voir l'identité d'objet. Il est vrai, dit-il, que l'action publique et l'action civile diffèrent par leur objet direct qui est, pour l'une, l'application de la peine, pour l'autre la réparation du dommage causé, mais elles ont le même objet fondamental, qui est la constatation du fait délictueux.

Il trouve encore que la cause de ces deux actions est la même, à savoir le même fait délictueux.

La conséquence de ce raisonnement est que l'autorité de la chose jugée au criminel sur l'action civile, s'impose d'une manière absolue ; que le tribunal correctionnel, ayant condamné ou acquitté le prévenu, aucune discussion n'est plus possible dans une instance civile, relativement aux points discutés et tranchés par l'instance correctionnelle.

Toullier a combattu cette théorie, en partant dans son raisonnement du même article 1351 du Code civil.

Il n'y a pas identité de parties, dit-il, parce que le ministère public ne représente pas la partie lésée ; il n'y a pas identité d'objet, parce que le ministère public poursuit par son action l'application d'une peine, tandis que la partie lésée poursuit,

par l'action civile la réparation du dommage causé, une indemnité pécuniaire.

Toullier admet l'identité de cause, et cela lui a valu les critiques d'Ortolan et de Demolombe, car, disent-ils avec raison, si le fait matériel est la source commune de l'une et de l'autre action, ce fait n'est pas considéré sous le même point de vue au criminel et au civil. Dans l'action civile il est poursuivi comme ayant occasionné injustement un préjudice à la partie lésée; dans l'action publique il est poursuivi comme constituant la violation d'une loi pénale.

De plus, la mesure de la culpabilité n'est pas la même dans les deux actions : la moindre faute, la faute la plus légère suffit pour faire naître l'obligation de réparer tout le préjudice qui s'en suit, tandis qu'il faut une faute d'une plus haute gravité, suivant le cas, pour motiver l'application de la peine.

Toullier conclut de ces arguments, que les conditions requises par l'article 1351 n'étant pas réunies, on doit refuser toute influence au civil à la chose jugée au criminel.

Les autres auteurs se sont rattachés soit à l'une, soit à l'autre de ces théories et on se trouva en présence de deux groupes, l'un accordant la plus large influence à la chose jugée au criminel sur le civil, l'autre niant complètement cette influence.

Partis d'un texte qui ne pouvait pas s'appliquer en notre matière, ils ont fatalement abouti à deux conclusions également fausses.

* * *

Il est d'abord évident qu'on ne rencontre pas, comme le prétendait Merlin, l'identité de parties; comment peut-on soutenir que le ministère public représente la victime dans l'instance correctionnelle? Il représente, c'est vrai, la société, la collectivité des individus pour la sauvegarde de leurs intérêts sociaux, mais on ne peut lui attribuer la qualité de représentant d'un individu isolé de cette collectivité, pris en tant que partie lésée, d'autant plus qu'aucun mandat ne lui a été donné et même ne

pourrait lui être donné; ce n'est pas son rôle de s'intéresser aux affaires pécuniaires des victimes.

D'autre part, il n'y a pas non plus identité d'objet. Le ministère public et la victime poursuivent deux choses tout à fait différentes. Le premier poursuit la punition de l'auteur du crime ou du délit, la seconde, la réparation du dommage subi, non pas par l'emprisonnement, mais par une somme d'argent. L'emprisonnement ou le paiement d'une somme, ce n'est pas la même chose.

En ce qui concerne les causes de ces deux actions, elles sont aussi différentes. Le fait générateur est le même, mais il est différemment envisagé par les deux juridictions.

La cause de la poursuite criminelle, c'est la violation d'une règle de droit pénal, tandis que celle de l'action privée est le dommage causé.

« Matériellement et moralement différente, la réparation ne s'écarte pas moins de la peine par son but. Le but de la peine, dit-on, est de « faire une nouvelle blessure », celui de la réparation, de « guérir une première blessure ». La peine vise l'auteur du dommage ; la réparation se préoccupe de la victime (1). »

L'article 1351 du Code civil n'a rien à chercher dans la solution de notre problème ; écrit pour la question de l'autorité du civil au civil, il ne peut qu'égarer l'esprit quand on cherche à l'appliquer à l'influence du criminel sur le civil.

Où donc chercher la solution de notre question ?

Nous l'avons dit, et nous le répétons, qu'aucun texte ne règle directement la question ; il y en a cependant quelques-uns qui supposent ce principe admis ou l'appliquent à des cas déterminés. [art. 3 du Code d'instruction criminelle ; art. 463, 338, 339, 366 du même code ; art. 198, 727, 955 2^e alinéa et 235 du Code civil].

Nous savons, que les tribunaux correctionnels, saisis de l'action publique contre l'auteur d'un crime ou d'un délit, sont

1. Hugueney, *L'idée de peine privée en droit contemporain*, p. 27.

compétents pour statuer aussi sur la demande en dommages-intérêts de la partie lésée, qui s'est constituée partie civile devant cette juridiction. C'est même comme le disait le conseiller Faustin-Hélie dans son rapport de l'affaire Armand c. Maurice Roux : « le vœu de la loi est que les deux actions soient réunies devant la juridiction criminelle qui se trouve en possession de tous les éléments du procès, et qui, statuant en général sur l'une et sur l'autre par un seul et même jugement, ne peut tomber dans aucune contradiction (1). »

Nous approuvons entièrement cette opinion parce que la victime d'un crime ou d'un délit en se constituant partie civile dans le procès pénal, est directement intéressée à la marche de l'instruction et du procès et apporte aux juges répressifs un appui très efficace dans l'établissement de la culpabilité du prévenu.

Mais il ne faut pas exagérer cette attribution exceptionnelle des tribunaux répressifs, de statuer sur les intérêts civils de la partie lésée; elle est, au contraire, très limitée; ces juridictions ne peuvent statuer sur les dommages-intérêts qu'en cas de condamnation du prévenu.

Du moment que celui-ci est renvoyé des fins de la poursuite, du moment que la criminalité du fait imputé est écartée, la juridiction répressive ne peut plus statuer sur la demande civile. Celle-ci n'a été attribuée à cette juridiction qu'accessoirement à l'action publique; le tribunal correctionnel n'a eu qu'une compétence extraordinaire, éventuelle, liée au sort de l'action publique.

Du moment qu'il est dessaisi de cette action, l'accessoire retourne à ses juges naturels, il est devenu à son tour une action principale qui ne peut être jugée que par les juges civils.

Ce principe est cependant écarté dans un cas spécial, quand l'action répressive est portée devant la Cour d'assises.

Les articles 358, 359 et 366 du Code d'instruction criminelle,

prolongent la compétence de cette Cour, même au delà de l'acquittement. Mais dans ce cas, c'est la Cour seule qui statue sur les intérêts civils sans le concours du jury et elle ne statue plus comme juridiction répressive, mais comme instance civile. Elle ne peut statuer que sur les intérêts civils de la partie lésée et la preuve qu'elle statue comme juridiction civile, résulte de l'article 429 du Code d'instruction criminelle, qui, en cas de cassation d'un arrêt rendu dans cette hypothèse, prescrit le renvoi devant un tribunal civil.

Quelle conclusion peut-on tirer des textes indiqués? C'est certainement qu'un acquittement prononcé par une Cour d'assises à la suite d'un verdict de non-culpabilité du jury, ne met pas obstacle à ce que le prévenu soit condamné à raison du même fait à des dommages-intérêts envers la victime. Cette condamnation est cependant soumise à deux conditions : envisager le fait générateur du dommage dépouillé de toute criminalité et ne pas contredire ce qui a été décidé par le jury. Nous discuterons cette question dans la partie consacrée aux Cours d'assises.

Peut-on tirer d'ici la conclusion par un raisonnement *a contrario*, qu'en principe les jugements des tribunaux correctionnels s'imposent toujours au juge civil, et qu'un individu, une fois relaxé par un tribunal criminel, ne peut plus être condamné au civil à raison du même fait? Pourquoi le législateur a-t-il cru nécessaire d'édicter cette disposition, sinon parce qu'il admet le principe de l'influence du criminel sur le civil?

Nous ne le pensons pas. Ces textes visent plutôt une question de compétence.

Si l'influence de la chose jugée se présente sans grandes difficultés en matière de cours d'assises, parce qu'il n'y a pas un jugement motivé, elle n'est pas nécessairement exclue quand il s'agit de jugements motivés, émanant de tribunaux répressifs, parce que le juge civil, en statuant sur l'action en dommages-intérêts, aura sous ses yeux le jugement correctionnel et se gardera de contredire ce qui a été déjà jugé au criminel.

Tant qu'il ne contredit rien de ce qui a été certainement et

nécessairement jugé, le juge civil conserve son plein pouvoir d'appréciation. C'est d'ailleurs la formule qu'on retrouve à peu près dans toute la jurisprudence de notre question.

* * *

Le seul texte qui peut fournir des arguments sérieux en faveur de l'influence des jugements criminels sur l'action civile, c'est l'article 3 du Code d'instruction criminelle.

Ce texte pose le fameux principe *le criminel tient le civil en état* : « L'action civile peut être poursuivie en même temps et devant les mêmes juges que l'action publique. »

« Elle peut aussi l'être séparément : dans ce cas *l'exercice* en est suspendu, tant qu'il n'a pas été prononcé définitivement sur l'action publique, intentée avant ou pendant la poursuite de l'action civile. »

Pourquoi a-t-on établi cette règle, sinon pour affirmer nettement que le juge civil, saisi d'une demande en réparation du dommage causé par l'auteur d'un crime ou d'un délit, doit nécessairement tenir compte de ce qui a été décidé par l'instance criminelle. Accorder des dommages-intérêts, si le dommage existe et si son auteur a été condamné par le juge répressif, refuser toute réparation si le prétendu auteur a été relaxé. Tel est l'argument tiré de l'article 3 du Code d'instruction criminelle par les partisans — heureusement très rares — de l'influence la plus étendue de la chose jugée au criminel sur le civil.

Nous verrons plus loin de quelle manière limitative doit être accordée cette autorité. Contentons-nous pour le moment, d'indiquer que l'article 3 du Code d'instruction criminelle reud l'action criminelle *préjudicielle au jugement* de l'action civile déjà intentée, mais il n'exige pas que le jugement sur l'action publique précède celui sur l'action civile ; tant que la juridiction criminelle n'est pas saisie, le tribunal civil a pleine liberté de statuer sur l'action qui est de sa compétence.

Ce texte défend seulement de statuer sur l'action civile quand

une juridiction de répression est saisie de l'action publique.

Plusieurs raisons ont été à l'origine de cette règle. Le législateur a voulu éviter que la question pénale arrivât, devant le juge correctionnel, chargé du préjugé moral qui pouvait résulter d'une condamnation civile. Il a cherché, d'autre part, à éviter toute contradiction possible entre le jugement criminel et le jugement civil.

Sans cette règle, chaque juridiction pouvant statuer sur la demande qui est de sa compétence, sans tenir compte du jugement de l'autre instance, on aurait pu arriver à des résultats fâcheux, en cas de contradiction des jugements. De telles contradictions apportent une grave atteinte à la présomption de vérité que la loi attache aux déclarations des juges.

C'est dans le sens indiqué que l'article 3 du Code d'instruction criminelle est interprété par la jurisprudence.

Le principe de l'autorité au civil de la chose jugée au criminel, puise sa raison d'être moins dans des arguments d'analogie avec diverses dispositions du Code civil ou du Code pénal, que dans *des raisons particulières d'ordre public*.

Nous trouvons cette idée exprimée d'une façon saisissante par le procureur général Mourre dans ses conclusions relatives à un arrêt du 19 mars 1817 (1):

« Quelle épouvantable théorie que de faire juger au civil une question déjà jugée au criminel ! Ainsi, sous le prétexte que l'action publique et l'intérêt privé ne sont pas la même chose, on ferait dire au civil qu'un homme n'est pas coupable lorsqu'il aurait péri sur l'échafaud, ou que son crime est certain lorsqu'il a été absous au criminel et replacé dans la société par la loi elle-même qui a proclamé son innocence. Si un tribunal civil à raison de la matière ou par une distinction quelconque pouvait recevoir le même fait et juger la même question, quelles contradictions ne pourrait-il en résulter ! Quel trouble, quel scandale dans la société. »

1. Rep. Quest. de droit. V. Faux, § 6, n° 8.

* * *

Le principe que le juge civil ne peut, à l'occasion d'un différend entre particuliers, contredire une décision antérieure émanée d'une juridiction répressive, passée en force de chose jugée, est depuis longtemps admis par les Cours et tribunaux, qui en donnent des formules constantes : « des considérations d'un ordre supérieur ne permettent pas qu'une vérité judiciaire souverainement reconnue et proclamée par les juges criminels dans un intérêt général puisse dans un intérêt purement privé, être déniée, discutée et peut être méconnue devant une autre juridiction (1). »

La construction de la théorie de l'influence de la chose jugée au criminel sur l'action civile, appartient entièrement à la jurisprudence ; c'est pour cela que nous la suivrons dans notre étude, pour bien saisir tous les côtés de la question et les espèces diverses dans lesquelles elle s'est présentée.

Il nous reste encore à préciser ce qu'on doit entendre par chose jugée au criminel et quelle est la mesure, la limite de son influence sur l'action civile.

* * *

Nous nous trouvons en face de deux grands principes également respectables, qu'il faut concilier.

D'une part, c'est le principe de l'*indépendance du juge* : chaque juge a le droit — en principe — de statuer librement sur toutes les questions qui rentrent dans la sphère de sa compétence. Les décisions antérieures d'autres juges, ne doivent pas porter atteinte à sa liberté d'appréciation, et s'il est obligé de renoncer à son indépendance et de s'incliner devant des jugements préexistants, ce n'est que par exception.

Il doit, en outre, avoir le souci de rendre ses jugements de manière à éviter tout empiétement sur le terrain de l'autre juge,

1. Req. 27 janv. 1869. D. P. 69.1.169.

justement pour respecter l'indépendance de celui-là et pour faire respecter son propre jugement.

D'autre part, nous avons le principe de l'influence de la chose jugée au criminel sur l'action civile, qui va à l'encontre du principe de l'indépendance du juge.

Les difficultés de la conciliation de ces deux principes sont grandes lorsqu'il s'agit de juges appartenant à une même catégorie de juridictions ; elles sont plus nombreuses et considérables lorsqu'il s'agit des rapports de juridictions d'ordres différents, comme juridiction répressive et juridiction civile.

Trouver la limite de cette influence, tout en respectant l'indépendance du juge civil, telle a été la tâche difficile de la Cour de cassation.

Elle a tracé la ligne de cette limite par une formule heureuse qu'on retrouve dans la plupart de ses arrêts.

« Le sage principe d'après lequel les décisions des tribunaux correctionnels ont, au civil, l'autorité de la chose jugée à l'égard de tous et même de la personne lésée qui ne serait pas intervenue comme partie civile dans l'instance correctionnelle, doit être entendu en ce sens, qu'il n'est jamais permis au juge civil de méconnaître ce qui a été jugé par le tribunal correctionnel, soit quant à *l'existence du fait* qui forme la base commune de l'action publique et de l'action civile, soit quant à la *qualification légale* de ce fait, soit quant à la *participation* ou la non participation du prévenu à ce même fait » ou encore « il n'est pas permis au juge civil de contredire ce qui a été *certainement et nécessairement* décidé par le juge criminel. »

L'autorité de la chose jugée ne s'attache qu'aux jugements ayant acquis force de chose jugée, émanant d'un tribunal de répression qui a statué sur le fond.

* * *

L'autorité de la chose jugée ne s'attache pas aux ordonnances des juridictions d'instruction. Sur ce point la doctrine et la jurisprudence sont d'accord sans exception.

Les ordonnances de non-lieu ne sont pas des jugements. Elles ne sont que les préliminaires des jugements criminels. Elles ne jugent rien, sinon qu'il y a lieu ou qu'il n'y a pas lieu à renvoyer devant la juridiction du jugement et à rendre le jugement criminel.

Une ordonnance de non-lieu peut être motivée en fait et en droit. En fait, le juge d'instruction ne peut que constater l'absence de charges suffisantes pour motiver une poursuite criminelle. Cette ordonnance est toujours révocable et de nouvelles charges peuvent déterminer le juge d'instruction à ouvrir une nouvelle information dont le résultat pourrait être une inculpation.

Une telle ordonnance ne met jamais obstacle à une action civile en dommages-intérêts.

« Les ordonnances de non-lieu qui peuvent tomber en cas de survenance de nouvelles charges, n'ont qu'un caractère provisoire et ne sauraient exercer aucune influence sur l'action en dommages-intérêts devant le tribunal civil. »

« En conséquence, bien qu'ayant bénéficié d'une ordonnance de non-lieu fondée sur son état de démente, l'auteur d'un homicide peut être condamné à des dommages-intérêts par la juridiction civile, qui déclare que s'il est devenu un aliéné dangereux dont la comparution devant une juridiction répressive était impossible, il avait eu, lorsqu'il avait tué, conscience de la nature et de la gravité de son acte et jouissait d'une façon suffisante de sa raison pour encourir une condamnation à des dommages-intérêts (1). »

Si l'ordonnance est fondée en droit sur ce que le fait reproché ne présente pas les caractères d'un délit, ou que l'acte est effacé par une amnistie, la solution est la même.

Un fait dommageable peut engager la responsabilité civile de son auteur, sans être de nature à entraîner sa responsabilité pénale; si la deuxième est écartée par l'ordonnance de non-lieu, la première subsiste et peut former la base d'une action civile.

1. Req. 21 janv. 1929. *Gaz. Pal.*, 29.656.

L'amnistie n'a pour effet que d'effacer le caractère criminel d'un acte, mais non l'acte lui-même; elle laisse intacts les droits, et l'action civile de la partie lésée. Non seulement elle peut s'adresser à un tribunal civil pour demander la réparation du dommage subi, mais la juridiction répressive saisie de l'action publique et de l'action civile, reste compétente pour connaître de l'action civile, même après l'extinction de l'action publique par l'amnistie(1).

La question est discutable dans le cas où l'ordonnance de non-lieu est motivée sur la prescription de l'action publique. L'article 2 du Code d'instruction criminelle dispose que la même prescription éteint l'action civile et l'action publique nées du même crime ou délit.

Si on admet que le juge civil peut envisager ce fait dépouillé de toute criminalité, considéré comme un simple quasi-délit et en former la base d'une condamnation, dans ce cas seulement l'action civile se prescrit par 30 ans et l'ordonnance de non-lieu est sans effet à son égard.

En principe donc, rien ne s'oppose à ce que la juridiction civile soit appelée à rechercher si les faits reprochés à celui qui a bénéficié d'une ordonnance de non-lieu, constituent une faute ou un quasi-délit, pouvant servir de base à l'action civile en réparation du dommage.

* * *

L'autorité de la chose jugée ne s'attache point à tous les motifs, mais uniquement à la décision elle-même, c'est-à-dire au dispositif et aux propositions qu'il suppose d'une façon nécessaire, bien qu'elles n'y soient pas formulées. Elle ne s'attache aux motifs des décisions que dans la mesure où ils en forment les éléments essentiels.

Voilà quelques applications que la jurisprudence a faites de ce principe :

« ... Attendu que les demandeurs, en outre des faits déli-

1. Cass. crim., 26 févr. 1914. D. P. 18.1.59.

tueux définitivement jugés et suffisants pour engager la responsabilité des administrateurs (de la Société des Cargos Français) ont encore relevé contre ceux-ci un certain nombre d'actes irréguliers commis par eux, soit dans la constitution de la Société, soit dans leur gestion, actes à raison desquels aucune poursuite correctionnelle n'a été exercée, mais qui peuvent néanmoins servir de base à une responsabilité civile : fictivité des souscriptions et constitution de la société dans des conditions troublantes, précisées par le jugement du 4 juin 1923, apport de flotte faisant l'objet de l'exploitation de la société sous la forme d'une vente démontrée irrégulière par l'arrêt du 14 mars 1924.

« Attendu que, si ces irrégularités ont été relevées dans les motifs de l'arrêt de 1924, il n'en résulte pas qu'il y ait chose jugée à cet égard, *l'autorité de la chose jugée ne s'attachant aux motifs des décisions pénales que dans la mesure où ils forment les éléments essentiels* et le dispositif de l'arrêt n'ayant pas sanctionné ces irrégularités, qui n'avaient d'ailleurs aucun lien direct avec les délits de publication de faits faux et de distribution de dividendes fictifs, seuls soumis à la juridiction pénale etc..., il n'y a pas chose jugée à leur égard (1). »

La chose jugée porte exclusivement sur l'objet de la décision pénale, c'est-à-dire sur l'existence ou la non existence du fait incriminé et sur la participation ou la non participation du prévenu à ce fait, ainsi que sur les *circonstances indivisibles* de cette double constatation. Par suite, un jugement correctionnel ne lie les juges civils que par *son dispositif et ceux de ses motifs qui en sont le soutien nécessaire*.

Un charretier au service d'un chef d'entreprise avait été, au passage d'un autobus, renversé sur la route et blessé dans sa chute. Le conducteur de l'autobus poursuivi pour blessures fut acquitté par le tribunal correctionnel, à raison soit de la marche lente de l'automobile, soit de l'imprudence du voiturier qui s'était élancé sur le marchepied d'où il était tombé sous les

1. Trib. civ. Seine, 7 juillet 1925. D. H. 25.525.

roues. Lorsque le charretier introduisit l'action en paiement des indemnités prévues par la loi du 9 avril 1898, le chef d'entreprise lui opposa le second motif du jugement correctionnel et excipa de l'inapplicabilité de cette loi; l'accident s'étant produit à un moment où la victime, ayant abandonné son attelage, avait cessé d'être dans son travail.

La question s'est donc posée de savoir si ce second motif était le soutien indispensable du dispositif. La Cour de cassation ne l'a pas admis : le premier motif tiré de la marche lente de l'autobus suffisait à justifier l'acquittallement du conducteur. Le second motif ne faisant que corroborer le premier sans que sa suppression fût conciliable avec le dispositif : dès lors la constatation qu'il relevait ne s'imposait pas aux juges civils et le charretier était recevable à invoquer le bénéfice de la loi de 1898 sur les accidents de travail (1).

Une automobile était entrée en collision avec un tramway. L'occupant avait été blessé. Le tribunal correctionnel relaxa le chauffeur des fins des poursuites pour blessures par imprudence et déclara dans un motif du jugement « que l'excès de vitesse du tramway paraissait avoir été la cause initiale de l'accident ».

Dans la demande en dommages-intérêts, le loueur de la voiture invoqua le jugement correctionnel pour rejeter la responsabilité sur la compagnie des tramways. Mais le juge civil constate que le conducteur du tramway n'avait pas été impliqué dans la poursuite correctionnelle et décide qu'il n'y a pas chose jugée à son égard parce que le tribunal correctionnel n'avait envisagé sa responsabilité que sous forme d'hypothèse et n'avait pas jugé implicitement contre lui dans des motifs intimement liés au dispositif et par conséquent rejette l'exception opposée par le loueur.

Ce jugement fut confirmé par la Chambre civile de la Cour de cassation, qui décide que le juge civil justifie par ces constatations et appréciations souveraines le rejet de l'exception tirée du jugement correctionnel contre l'action en dommages-intérêts (2).

1. 14 février 1921. S. 23.1.169.

2. Civ., 16 mars 1921, S. 22.1.150.

* * *

D'une manière générale il est nécessaire de restreindre l'autorité de la chose jugée aux seules déclarations des juges qui sont absolument la justification nécessaire de la décision elle-même. Autrement on risque d'attribuer cette autorité à des déclarations superflues (V. Demogue, *Traité des obligations*, t. 4, n° 586 et s.).

La chose jugée réside dans le dispositif du jugement ; les motifs peuvent servir à éclairer le sens et la portée du dispositif, à condition qu'ils soient son support nécessaire et immédiat et que le dispositif ne contienne rien qui leur soit contraire. Les juges peuvent être portés dans un esprit très louable de scrupule et d'objectivité de porter dans les motifs de leurs jugements non seulement les circonstances de fait et de droit qui ont déterminé leur décision, mais des motifs qui ont été discutés et proposés au cours des débats, mais qui n'étaient pas de nature à déterminer la solution de l'affaire.

Tous ces motifs sont surabondants ; c'est de la littérature qui n'a aucun rapport avec le dispositif qui seul jouit de l'autorité au civil, et ceux des motifs qui en sont le support immédiat et nécessaire.

Un exemple frappant de motif surabondant est souvent fourni par le jury. Ces citoyens, improvisés en juges, après avoir répondu négativement à la question principale, répondent dans le même sens aux questions suivantes, croyant ainsi donner plus d'autorité et d'effet à leur verdict.

Du moment que la première réponse est négative, il devient inutile de se prononcer sur les questions secondaires, parce qu'elles sont devenues sans objet. Ces réponses surabondantes doivent donc être considérées comme sans effet, à tous points de vue, et ne peuvent être opposées avec autorité de chose jugée à une demande civile en dommages-intérêts.

En résumé, ne jouissent de l'autorité au civil, que les déclarations relatives à un fait matériel lorsqu'elles ont constitué la

raison déterminante de la solution donnée : elles sont, dans ce cas, son soutien nécessaire.

Il en est de même de la qualification légale dont le juge criminel a revêtu ce fait ; cette qualification lui reste acquise et s'impose à tous ; elle ne peut plus être discutée par le juge civil.

La déclaration de culpabilité ou de non culpabilité du juge criminel échappe également à l'appréciation des juges civils et cette déclaration comprend la participation du prévenu à l'acte reconnue illicite, et sa responsabilité pénale.

En principe, nous l'avons vu, la chose jugée au criminel a une certaine influence sur l'action civile en dommages-intérêts. Nous avons exclu les ordonnances de non-lieu et les motifs qui ne sont pas la cause nécessaire et immédiate de la décision du juge de répression.

Il ne résulte pas de là que tout jugement correctionnel régulièrement rendu, jouit d'une autorité absolue au civil. Maintes fois la Cour de cassation a eu l'occasion de tracer la limite raisonnable de cette influence.

« Le principe d'après lequel les décisions de la juridiction répressive ont au civil l'autorité de la chose jugée à l'égard de tous, doit être entendu en ce sens qu'il n'est pas permis au juge civil de méconnaître ce qui a été nécessairement et certainement décidé par le juge criminel. »

Et ce qui a été certainement et nécessairement jugé par le juge de répression, c'est l'existence du fait qui forme la base commune de l'action publique et de l'action civile, la qualification de ce fait, la participation ou la non participation du prévenu au même fait et sa criminalité.

La seule condition imposée au juge civil est de ne pas contredire ces affirmations du juge criminel.

Il convient d'ajouter que l'autorité au civil de la chose jugée au criminel n'est pas d'ordre public et qu'elle doit être invoquée par la partie qui peut s'en prévaloir ; le juge ne peut l'invoquer d'office et suppléer au silence de l'intéressé.

SECTION II

**Jugements de condamnation
et jugements d'acquiescement**

§ 1. — JUGEMENTS DE CONdamnATION.

Une action criminelle peut prendre fin soit par la condamnation du prévenu, soit par son acquiescement.

De ces deux solutions, la plus intéressante au point de vue pratique et juridique est l'acquiescement auquel nous consacrerons un développement spécial, mais nous croyons néanmoins utile de donner quelques indications et solutions pratiques sur la condamnation.

Une telle sentence qui frappe un individu poursuivi pénalement, tranche en statuant sur l'action publique plusieurs questions qui intéressent l'action civile.

Une condamnation criminelle constate que le fait qui engage la responsabilité pénale de son auteur a été commis, que le prévenu en est l'auteur et si ce fait a causé un préjudice, qu'il est injuste.

Implicitement l'auteur est déclaré civilement responsable des suites dommageables de son fait délictueux ; sa faute pénale étant déclarée, il est à plus forte raison coupable civilement, parce qu'en matière civile, la faute la plus légère suffit pour engager la responsabilité de son auteur.

Il est généralement admis en doctrine et en jurisprudence, que « tout jugement de condamnation rendu au criminel, a même au civil l'autorité de la chose jugée, quant à l'existence du délit sur lequel il est intervenu, et quant à la culpabilité de l'individu condamné ; de telle sorte que si la partie lésée forme plus tard, sur le fondement des faits qui ont été l'objet de la poursuite criminelle, une action en dommages-intérêts, en nullité de convention, en révocation de donation pour cause d'ingratitude, en divorce ou en séparation de corps, etc., elle se

trouve dispensée de prouver ces faits et que le juge civil est obligé de les tenir pour constants (1) ».

Dans ce cas, le juge civil n'a plus qu'à examiner la seule question de préjudice.

La déclaration de culpabilité d'un prévenu constitue un obstacle absolu à ce que le condamné conteste devant la juridiction civile le fait qui a engagé sa responsabilité au point de vue pénal, et sa culpabilité. Ces constatations et qualifications émanant d'une juridiction de répression qui prononce une condamnation, ne peuvent pas être remises en question devant une juridiction civile.

Nous donnons quelques exemples tirés de la jurisprudence :

Si sur une accusation pour coups et blessures ayant occasionné la mort, le jury avait retenu uniquement les coups et blessures et écarté la circonstance que la mort en était résultée, les héritiers de la victime ne pourront pas soutenir que la mort a été occasionnée par ces coups et blessures (2).

Le propriétaire d'une usine de teinturerie fut condamné par un tribunal de police correctionnelle par application de l'article 25 de la loi du 15 avril 1829 pour avoir déversé dans une rivière des résidus nocifs, ayant occasionné la mort des poissons.

Assigné par le propriétaire d'un domaine situé sur le même cours d'eau, en aval de l'usine, pour se voir interdire tout versement dans la rivière d'eaux résiduaires et s'entendre condamner à des dommages-intérêts pour réparation du préjudice causé, le tribunal avait commis trois experts à l'effet de rechercher si les eaux résiduaires de l'usine étaient, au moment où s'étaient passés les faits qui avaient motivé la condamnation correctionnelle, nocives au point d'avoir détruit les poissons de la rivière. Ce jugement fut infirmé par la Cour d'appel qui s'est fondée pour accueillir la demande, sur l'autorité de la chose jugée par la juridiction criminelle.

Sur pourvoi, la Chambre des requêtes approuva le point de

1. Aubry et Rau, 5^e édition par Bartin, t. 12, § 769 bis, p. 464.

2. Paris, 13 avril 1872. D. P. 73.2 150.

vue de la Cour d'appel. « Le tribunal correctionnel ayant décidé qu'il résultait de l'information et des débats la preuve contre l'usurier, d'avoir déversé dans la rivière des résidus nocifs ayant occasionné la mort des poissons, cette décision devenue définitive, imposait à l'instance civile de tenir pour constant que les déversements provenant de l'usine avaient déterminé la mort des poissons (1). »

* * *

Il a été jugé que le jugement de condamnation fait autorité au civil aussi pour la détermination de la personne lésée.

« L'arrêt d'une Cour d'assises qui condamna le caissier d'une caisse d'épargne pour détournement, avec cette circonstance aggravante qu'il a agi en qualité de commis salarié de ladite caisse, fait autorité au civil pour la détermination de la personne lésée. En conséquence, la caisse d'épargne est non recevable à soutenir devant la juridiction civile que certains détournements ont été commis directement au préjudice des déposants, alors que la question principale soumise au jury et résolue affirmativement par lui, porte que les détournements ont eu lieu au préjudice de la caisse (2). »

Il a été cependant jugé que la condamnation pénale prononcée par les juges criminels pour homicide par imprudence, ne fait pas obstacle à ce que, sur l'action en dommages-intérêts formée par les représentants de la victime d'un accident, les juges civils, se basant sur l'existence d'une faute de la victime, réduisent le montant des dommages-intérêts mis à la charge de la personne, civilement responsable de l'accident (3).

La Cour de cassation a basé sa décision sur le fait que les juges correctionnels n'étant pas tenus à se prononcer sur la part de responsabilité incombant à la victime de l'accident, si celle-ci n'est en cause ni par elle ni par ses représentants, les

1. Req., 17 juin 1926 Pand. 27.1.300.

2. Civ., 21 déc. 1898. D. P. 1900.1.69.

3. Civ., 22 oct. 1923. Pand. 24.1.220.

faits par eux constatés à l'appui de la décision par laquelle ils reconnaissent la responsabilité pénale de l'auteur de l'accident, n'excluent pas la possibilité d'une faute commise par la victime.

*
* *
*

Le juge de l'action civile lié par la sentence de condamnation quant à l'existence du préjudice, le sera aussi quant à son étendue, décide la Cour de cassation, appuyée par quelques auteurs.

« L'action civile est pour le Code d'instruction criminelle un accessoire de l'action publique : du lien étroit qui existe entre les deux actions, on doit conclure que le juge de l'action civile ne peut contredire non seulement la décision par laquelle le juge de l'action publique, prononçant une condamnation, affirme la culpabilité, mais encore en principe, la décision par laquelle il détermine l'importance de l'infraction. Une contradiction sur ce dernier point serait également fâcheuse à l'ordre public, car le tribunal de répression ne statue pas sur l'existence d'un vol ou d'un détournement considéré *in abstracto*, mais sur l'existence du vol ou d'un détournement de tel ou tel objet déterminé, de telle ou telle somme (1). »

Nous nous permettons de critiquer ces solutions jurisprudentielles et la doctrine qui les appuie.

La considération de la personne de la victime et l'importance du préjudice causé, ne doivent avoir, en principe, aucune influence sur le juge criminel. Ce qu'il doit juger, c'est l'existence du crime ou du délit et la participation du prévenu à ces faits. La loi n'exige l'évaluation de l'importance du dommage que dans des cas exceptionnels, quand cette évaluation constitue un des éléments du délit. Tel est, par exemple, le cas prévu par les articles 309 et 311 du Code pénal, qui proportionnent la peine à la durée de l'incapacité de travail, qui est résultée du délit. Incontestablement, dans ce cas, l'évaluation du juge cri-

1. Fuzier-Hermann, t. XI, n° 1087; *Idem*, Larombière, Demolombe; *Contra* : Audinet.

minel s'impose au civil. Il en est de même de l'évaluation qui se rapporte à un nombre de choses détournées ou à un nombre de personnes tuées ou blessées, car dans ce cas, les délits sont en quelque sorte multipliés par l'énumération que contient le jugement criminel.

L'application de la peine est moins encore en fonction de la personnalité de la victime. C'est le fait délictueux, indépendamment de ces circonstances, qui détermine le juge à appliquer la sanction.

On peut répondre que si l'importance du dommage ne détermine pas l'application ou la non application des sanctions, il a du moins cette influence sur le juge de le faire graduer la sévérité de la peine entre le maximum et le minimum légal. C'est incontestable, mais la gradation de la peine ne nous intéresse pas.

Ce qui s'impose au juge civil, c'est la condamnation et non pas l'importance de la peine. Une amende de quelques francs ou une condamnation à mort ont la même autorité au civil ; et ce qui a motivé la condamnation, ce n'est ni la considération de la victime, ni l'importance du préjudice causé ; ni l'une ni l'autre ne sont la cause et le soutien de la décision du juge correctionnel.

Le juge criminel a besoin de ces éléments non pas pour baser sur eux son jugement, mais pour l'exposé des faits, pour ne pas rendre un jugement *in abstracto*.

Si la victime s'est constituée partie civile dans le procès pénal, elle a pu faire toutes ses preuves ; le jugement a certainement autorité à son égard. Mais si elle ignore cette instance engagée, doit-on lui faire subir les conséquences d'une évaluation arbitraire du juge, faute de preuves suffisantes pour l'éclaircir sur l'importance du dommage ?

Nous ne le pensons pas. Ce n'est pas parce qu'un voleur a volé telle somme à telle personne que le juge le condamne, mais parce qu'il a violé un texte de la loi pénale, parce qu'il a volé tout simplement.

Lorsque le juge criminel estime la valeur du dommage causé ou de la chose détournée, en dehors des cas cités plus haut, il

ne rend pas une décision nécessaire pour justifier la condamnation qu'il prononce ; en conséquence cette décision est sans autorité au civil.

« Les affirmations qu'une condamnation implique ne peuvent être invoquées au civil, qu'autant qu'elles sont la cause immédiate et nécessaire de la condamnation. Il s'ensuit qu'à l'exception du fait délictueux lui-même, toutes les autres affirmations du juge criminel ne doivent pas être appliquées au civil dans leur généralité. » (1)

§ 2. — JUGEMENTS D'ACQUITTEMENT

La partie la plus intéressante de notre sujet est l'influence d'un acquittement pénal sur l'action civile.

Plusieurs problèmes d'une grande importance se posent à ce sujet.

Mettons d'abord le principe : Il n'est pas permis au juge civil de contredire le jugement pénal, quant à la matérialité du fait, à la participation du prévenu à ce fait et quant à sa criminalité. Cette contradiction constituerait un excès de pouvoir de la part du juge civil.

On doit donc bien étudier un jugement criminel et voir ce qui a été certainement et nécessairement jugé. On doit rechercher si ce qui a été jugé par le juge répressif était de sa compétence, s'il ne l'a pas dépassée pour impiéter sur le domaine du juge civil.

Nous ne devons jamais perdre de vue que nous sommes en face de deux principes : l'indépendance des juges et l'influence réciproque de leurs jugements.

Le plus grand souci de sagesse doit guider le juriste dans la recherche et l'établissement d'une limite raisonnable de l'influence de la chose jugée au criminel, sur l'action civile en dommages-intérêts, afin de permettre cette influence, sans cependant gêner le juge civil dans ses attributions.

1. Griolet, *L'autorité de la chose jugée*, p. 352.

Faire du juge civil un simple automate qui accorde ou n'accorde pas la réparation à la partie lésée, suivant que l'auteur du crime ou du délit a été condamné ou relaxé, c'est complètement méconnaître le rôle de ces deux juridictions et leur pouvoir respectif.

On doit d'abord faire la distinction entre les jugements émanant des tribunaux correctionnels ou de simple police qui motivent leurs décisions, et les décisions non motivées des Cours d'assises, Conseils de guerre et tribunaux maritimes commerciaux.

Si la question est plus difficile pour les premiers, elle l'est moins pour les seconds.

* * *

Quelle sera au civil, l'influence d'un acquittement prononcé par une Cour d'assises en vertu d'un verdict négatif du jury ? — Le trait caractéristique de ces décisions, est qu'elles ne sont pas motivées.

Contrairement à ce qui se passe aux tribunaux correctionnels ordinaires, les articles 338, 359 et 366 du Code d'instruction criminelle prolongent la compétence de la Cour même au delà de l'acquittement : elle peut connaître l'action civile de la partie lésée, même si son rôle de juridiction répressive est terminé.

La Cour statue dans ce cas, sans le concours du jury, comme instance civile. La preuve en est fournie par l'article 429 du Code d'instruction criminelle qui en cas de cassation d'un arrêt rendu sur les intérêts civils dans cette hypothèse, prescrit le renvoi devant le tribunal civil.

Cette solution donnée par les textes mentionnés ne s'applique qu'au cas où la victime s'est constituée partie civile devant la Cour d'assises ; doit-on permettre à la victime, qui ne s'est pas constituée partie civile dans l'action pénale, de s'adresser après l'acquittement du prévenu à un tribunal civil pour réclamer la réparation du dommage éprouvé ?

La réponse positive résulte de l'unanimité de la jurisprudence et de la doctrine. Un seul cas est excepté : c'est celui où la

matérialité du fait reproché et la criminalité sont indivisibles. Dans toutes les autres hypothèses, l'acquittalment prononcé par une Cour d'assises ne met pas obstacle à une action civile en dommages-intérêts.

D'après l'article 337 du Code d'instruction criminelle le jury ne peut prononcer un acquittalment que dans la forme d'une *déclaration de non culpabilité*. Cette déclaration n'est pas motivée, il est impossible de connaître légalement quel a été le motif qui a déterminé le jury à déclarer l'accusé non coupable ; on ne peut pas savoir ce que le jury a nié par son verdict. Est-ce l'existence du fait matériel, la participation du prévenu au fait délictueux, ou l'absence de dol ou de faute criminelle de l'auteur du fait ?

Le simple « non » par lequel le jury répond à la question de culpabilité, n'écarte, pensons-nous avec toute la doctrine, que la criminalité de l'acte imputé à l'accusé, son intention dolosive, l'élément moral de l'acte reproché qui lui donne le caractère de criminalité. La déclaration du jury n'ôte généralement au fait de l'accusation que son caractère de crime ou de délit, mais elle lui laisse celui de fait dommageable.

Elle n'écarte ni la matérialité du fait, ni la participation du prévenu. Il est, par conséquent, toujours permis au juge de l'action civile, d'examiner si l'acte dommageable existe, si l'accusé en est l'auteur, s'il a commis une faute en accomplissant ce fait et s'il en est résulté un dommage pour autrui.

Le jury ne peut même pas nier avec autorité de chose jugée l'existence du fait incriminé, prétend Griotet, parce que pour que la négation ait cette autorité au civil, il faut qu'elle soit légale, qu'elle soit la cause immédiate et nécessaire de l'acquittalment, qu'elle soit certaine.

« La négation du fait incriminé est sans effet comme n'étant pas légale, lorsqu'elle émane d'une juridiction qui ne pouvait pas statuer dans cette forme. Ainsi aux termes de l'article 377 G. instr. crim. la question résultant de l'acte d'accusation doit être posée en ces termes : « l'accusé est-il coupable d'avoir... etc. »

« La réponse négative à cette question n'emporte pas en général la négation du fait lui-même. »

Même si le jury déclare dans une réponse explicite que l'accusé n'est pas l'auteur du fait poursuivi, ou que la Cour pose par erreur une question dans ce sens, à laquelle le jury répond négativement, Griolet. refuse autorité au civil à une telle déclaration. « Cette réponse illégale ne peut pas avoir des effets qui n'auraient pas appartenu à un verdict régulier. Elle ne vaut donc que comme déclaration de non culpabilité (1). »

Un individu peut avoir commis un crime ou un délit, sans avoir eu l'intention de le commettre ou étant forcé de le commettre. Les faits ne sont pas empreints d'une criminalité nécessaire. La criminalité réside dans l'intention de l'accusé et non dans l'acte matériel. Le jury écarte par son verdict de non culpabilité cette intention criminelle, mais c'est tout ce qu'il peut faire avec autorité de chose jugée.

Le juge de l'action civile peut donc, sans contredire la sentence d'acquiescement, déclarer que l'individu acquitté a commis le fait pour lequel il a été poursuivi.

Les pouvoirs de la Cour d'assises, comme ceux du juge civil, sont cependant limités par trois règles :

1^o Chercher la base des dommages-intérêts dans les faits qui ont été l'objet de l'accusation.

2^o Ne remettre en question aucun des faits affirmés ou déniés par la déclaration du jury.

3^o Constater que les faits matériels relevés sont imputables comme faute à l'accusé.

Voir : Griolet : l'autorité de la chose jugée p. 355 ; Demolombe T. 30 n^o 417 s ; Mangin, Traité de l'action publique T. 2 n^o 431 ; Garraud, Précis n^o 523 ; Sourdat, Traité général de la responsabilité T. 1 n^o 365 ; Vidal, Cours de dr. crim. p. 839 s. ; Fuzier-Hermann, v. chose jugée n^o 189 s.

L'action civile peut être soumise avec l'action publique à la Cour d'assises, ou intentée séparément devant une juridiction

1. *L'autorité de la chose jugée*, p. 355.

civile. Ces juridictions doivent seulement se garder de contredire ce qui a été jugé, par le jury, « parceque des considérations d'ordre public ne permettent pas qu'une vérité judiciaire souverainement reconnue et proclamée par les juges criminels dans un intérêt général, puisse dans un intérêt purement privé, être déniée, discutée et peut-être méconnue devant une autre juridiction » (1).

Quelques espèces vont nous permettre d'apercevoir l'application en pratique des principes que nous venons d'exposer.

Accusé de meurtre contre la personne du sieur Salmon, le prince Pierre Bonaparte fut déclaré non coupable par le jury ; la Cour saisie par la demande de la partie civile, le condamna à payer des dommages-intérêts. Sur le pourvoi du prince, la haute Cour de justice décida que s'il résulte de la déclaration du jury que le prince Pierre Bonaparte n'est pas coupable des crimes de meurtre et de tentative de meurtre qui lui étaient imputés, cette déclaration n'implique pas la négation du fait matériel, qui au contraire, a été constamment reconnu par l'accusé.

« Attendu que les circonstances dans lesquelles le fait s'est produit, notamment l'attitude du prince et les paroles qu'il a prononcées au début de la scène, assignent à ce fait, quoique dépouillé de toute criminalité, le caractère d'une faute rentrant dans les termes de l'article 1382... que par cette faute le prince Pierre Napoléon Bonaparte a causé un préjudice aux parties civiles dont il est dû réparation etc. » Rejette (2).

L'acquiescement du jury, s'il a écarté la criminalité du fait, a laissé subsister sa matérialité. S'il constitue une faute civile rentrant dans le cadre de l'article 1382 C. civ., rien ne s'oppose à ce que son auteur soit condamné à réparer le dommage causé ; la chose jugée n'est pas contredite.

En matière de faux, le juge civil qui se borne à constater la fausseté de la signature apposée sur une pièce produite par une personne, ne se met pas en contradiction avec un arrêt de

1. Rapport du conseiller Faustin-Hélie. D. 64.1.313.

2. D. P. 71.2.79.

la Cour d'assises, qui a acquitté cette personne du chef de faux et d'usage de pièces fausses ; une telle déclaration ne relevant à la charge de l'individu acquitté aucune imputabilité directe au sujet de la falsification de la signature, ne contredit pas la chose jugée (1).

Le sieur Lakermance et la dame Lacaussade, grand'mère de la victime, acquittés le premier pour viol et la seconde pour complicité, se sont vus condamner par la Cour de la Réunion à des dommages-intérêts.

Sur leur pourvoi, la Chambre des requêtes confirma par un arrêt du 18 août 1879 (2), celui de la Cour de la Réunion ainsi conçu : « Attendu que la Cour d'assises en déclarant Lakermance et la dame Lacaussade non coupables du crime de viol à eux imputé, n'a point décidé ainsi qu'il n'avait existé entre Lakermance et la demoiselle d'Hauterive aucun commerce illicite ; que la demoiselle d'Hauterive peut donc, sans porter atteinte à l'autorité de la chose jugée au criminel prétendre devant la juridiction civile que ce fait de commerce illicite a existé, dépouillé de la criminalité sur laquelle seule a statué la Cour d'assises et qu'il constitue un délit civil imputable à Lakermance et à la dame Lacaussade ; la décision qu'elle sollicite ainsi ne pouvant contredire en rien celle de la Cour d'assises. » Au fond elle constate la séduction et fait droit à la demande de la victime.

De même un individu acquitté par une Cour d'assises pour détournement de mineure « par fraude et violence », peut être condamné à des dommages-intérêts à raison du même fait accompli par des « manœuvres réprouvées par la morale » cette expression ne contredit pas la déclaration du jury parce qu'elle n'implique pas nécessairement la fraude et la violence (3).

La Cour de cassation décide encore que ne donne pas une base légale à sa décision, la Cour d'assises qui, pour repousser les conclusions de la partie civile, le fait par cet unique motif,

1. Req. 15 mars 1909. D. P. 9. 1. 318 ; Req. 15 déc. 1919. D. P. 20. 1. 25.

2. D. P. 80. 1. 179.

3. Crim., 12 fév. 63. D. P. 64. 1. 46.

que dans l'espèce soumise à la Cour, en égard aux circonstances, la déclaration négative du jury ayant pu porter à la fois sur la culpabilité de l'accusé et la certitude des faits, ou même sur le principe de la légitime défense, la Cour pouvait se mettre en contradiction avec le verdict du jury, si elle accueillait les conclusions de la partie civile (1).

C'est la consécration du principe, que le jury ne peut écarter légalement par sa déclaration, que la culpabilité du prévenu. Dans l'espèce, la Cour avait refusé d'accorder les dommages-intérêts demandés par la victime, parce que les circonstances des débats, lui avaient donné la certitude, que ce que le jury avait l'intention de nier par son verdict, c'était l'existence même du fait imputé.

En cassant l'arrêt, la Cour de cassation semble décider que l'existence du fait ne peut pas être niée par la déclaration du jury, qui est appelé à se prononcer seulement sur la *culpabilité* du prévenu.

Mais du moment que le juge civil fonde la condamnation sur les mêmes faits, considérés comme constitutifs du crime écarté par le verdict de non culpabilité, il contredit la déclaration du jury et viole le principe de l'autorité de la chose jugée.

C'est ce que la Cour de cassation a décidé dans une espèce d'incendie.

Le sieur Lafond, marchand tailleur à Cézac, habitant une maison à lui louée par la veuve Lajoie, avait fait assurer, par la Compagnie d'assurances générales contre l'incendie, son mobilier, ses marchandises, ainsi que le risque locatif. Un incendie ayant détruit une partie de l'immeuble occupé par Lafond, celui-ci a été traduit devant la Cour d'assises de la Gironde sous l'accusation d'incendie volontaire, et fut déclaré non coupable par le jury. A la suite du sinistre, la veuve Lajoie se prévalant de l'assurance conclue par son locataire relativement au risque locatif, a, en vertu des dispositions des articles 2 et 3 de la loi du 19 février 1889, introduit contre la Compagnie

1. Crim., 13 janv. 1927. *Gaz. Pal.* 29 som. 43.

d'assurances générales, une action à l'effet d'obtenir le paiement d'une indemnité pour le dommage causé à son immeuble par l'incendie. En réponse à cette demande, la Compagnie invoqua les dispositions de l'article 24 de la police, opposable à la veuve Lajoie exerçant les droits de Lafond, aux termes duquel, l'assuré ayant volontairement causé le sinistre, ou en ayant facilité les progrès, était déchu de tout droit à indemnité. La Cour de Bordeaux écarta l'application de cette clause par une exception tirée de la chose jugée au criminel en faveur de Lafond.

Sur le pourvoi de la Société d'assurances, la Cour de cassation adopta la décision de la Cour d'appel par les termes suivants :

« Attendu que pour faire prononcer la déchéance dont elle excipait, la Compagnie se fondait sur ce que Lafond, en vue de se procurer de l'argent pour éviter une faillite imminente, avait formé le projet d'incendier sa maison avec les meubles et les marchandises qu'elle contenait ; que dans ce but il avait disposé dans son grenier un foyer composé d'une boîte d'allumettes, d'un bidon de pétrole et de bottes de paille ; que ce foyer était relié au rez-de-chaussée par une mèche à laquelle il avait mis le feu ; attendu que les faits ainsi spécifiés, qualifiés de « faute lourde » par la Compagnie d'assurances, étaient en réalité constitutifs du crime d'incendie volontaire, au sujet duquel Lafond avait été déclaré non coupable ; qu'il était dès lors interdit au juge civil, sous peine de se mettre en contradiction avec la décision criminelle, de les retenir à la charge de Lafond et d'en faire la base d'une déchéance par lui encourue ; que c'est donc à bon droit qu'en cet état de la procédure l'arrêt attaqué, lequel est légalement motivé, a refusé de faire application de la clause litigieuse. D'où il suit qu'en statuant comme il l'a fait, ledit arrêt n'a violé aucun des textes invoqués par le pourvoi. Rejette (1) ».

Cet arrêt a provoqué une vive réaction en doctrine, étant en

contradiction avec la jurisprudence antérieure de la Cour de cassation en matière d'incendie.

Il nous donne un exemple frappant d'iniquité. Le prévenu fut acquitté, quoiqu'il avait avoué avoir volontairement mis le feu, lui-même.

Un verdict contraire à la vérité et un principe de droit qui ne tient pas compte de la réalité, suffisent à la Cour de cassation pour débouter une demande juste et faire jouir de la plus large immunité un criminel qui a avoué son forfait.

De telles constatations suffisent pour condamner le système de la jurisprudence.

* * *

Une condamnation civile sera également exclue dans des circonstances exceptionnelles, où la matérialité du fait et l'intention de l'agent sont indivisibles. Dans ce cas, décide la Cour de cassation, le verdict négatif du jury sur la question de culpabilité, ne laisse plus subsister le fait matériel comme base possible d'une action civile en dommages-intérêts (Voir Req., 11 déc. 1866. D. P. 67 1.171. Armand c. Maurice Roux).

Sans insister davantage sur les arrêts de la Cour de cassation, dont la directive a été suivie par les cours et tribunaux, nous pouvons dire qu'en cas d'acquiescement par le jury, une condamnation civile est en principe toujours possible, à condition de ne pas contredire ce qui a été souverainement déclaré par le jury, c'est-à-dire d'envisager le fait générateur du dommage dépouillé de toute criminalité.

Un verdict négatif du jury est toujours, par sa nature, obscur, car la question de culpabilité est une question complexe qui embrasse à la fois la matérialité du fait et l'intention criminelle de son auteur.

La réponse du jury à la question posée est un simple « non » sans aucune autre précision qui puisse indiquer ce qu'il a voulu nier ; on ignore l'étendue de la négation.

La seule obligation qui s'impose en conséquence au juge civil lorsqu'il examine les mêmes faits, c'est de ne pas contredire

directement la réponse du jury. Or cette réponse étant interprétée comme ayant nié seulement la question d'intention criminelle, mais non la matérialité du fait imputé, le juge civil sera libre de condamner le prévenu à des dommages-intérêts, à la seule condition de ne pas remettre en discussion sa culpabilité.

Nous ne saurons assez condamner l'indulgence exagérée des jurys ; pourquoi attacher à leurs déclarations des conséquences exagérées ?

Restreindre au minimum leur autorité au civil est la seule solution satisfaisante.

Pourquoi permettre à un criminel qui a sauvé sa tête ou sa liberté, de sauver aussi sa bourse ?

Le sentiment de l'équité se révolte. C'est le rôle de la justice de le satisfaire ; elle ne doit pas passer outre.

* * *

Un *jugement de relaxe* à la suite d'un crime ou d'un délit, peut être fondé sur plusieurs raisons : a) inexistence du fait matériel ; b) non participation de l'inculpé au fait délictueux ; c) absence de dol ou de fait criminel chez l'inculpé.

Le juge civil saisi d'une demande en dommages-intérêts à la suite d'un acquittement basé sur l'une de ces raisons, ne pourra évidemment affirmer la matérialité du fait, parce que son existence a été nécessairement et irrévocablement écartée par le juge criminel ; il en sera de même quant à la participation du relaxé au fait délictueux.

La question délicate est celle de savoir si un acquittement, basé sur l'absence de criminalité du fait, s'oppose à ce que le juge civil envisage le même fait dépouillé de toute criminalité, pour condamner l'auteur à des dommages-intérêts, en vertu des articles 1382-1383 du Code civil.

Y a-t-il responsabilité civile malgré l'absence de dol et de faute criminelle ? Le juge criminel, en écartant la faute pénale, a-t-il laissé subsister la faute civile ? Peut-il prononcer un

acquittement en se servant d'une formule générale qui écarte toute faute quelconque inclusivement la faute civile ? Ce procédé ne constitue-t-il pas un excès de pouvoir et un empiètement sur le domaine du juge civil ?

Il y a une faute pénale et une faute civile. De la portée qu'on attache aux déclarations du juge de répression dépend le sort de l'action basée sur la deuxième de ces fautes.

A la base de la plupart des crimes et délits, on trouve le *dol*, l'*intention frauduleuse* ; ce qui constitue généralement une violation aux lois pénales, c'est une faute intentionnelle.

Il ne suffit pas pour motiver une condamnation pénale à raison de ces faits, de démontrer que le prévenu en est l'auteur, mais encore que c'est intentionnellement qu'il les a commis ; qu'il a eu l'intention bien arrêtée d'accomplir cet acte qu'il savait illícite, mais dont il entendait supporter les conséquences.

Tout autre est le fondement de la faute civile délictuelle. Ici ce n'est pas l'intention d'accomplir un acte déterminé, nuisible, réprimé par la loi pénale, mais simplement l'intention de causer un mal à autrui ; cette intention méchante n'est même pas nécessaire dans les quasi-délits pour entraîner la responsabilité de l'auteur.

C'est donc l'élément « *intention* » qui fait la différence entre la faute civile et la faute pénale, en compliquant la dernière.

Quelle va donc être la situation de la victime après un acquittement prononcé à la suite d'une prévention pour un crime ou un délit *intentionnel*, dont a bénéficié l'auteur du fait dommageable ; le juge civil sera-t-il lié par l'acquittement prononcé par le juge criminel ?

Nous ne le pensons pas.

Le juge criminel est appelé à statuer sur des faits considérés comme des infractions aux lois pénales ; il peut-être appelé en cas d'intervention de la partie lésée à statuer sur les conséquences civiles des mêmes faits. Dans ce cas, sa décision aura certainement acquis autorité de chose jugée sur tous les points qu'elle a tranchés, inclusivement sur les conséquences civiles de l'acte incriminé.

Mais que dire si la partie lésée ne s'est pas constituée partie civile ?

Le juge criminel a-t-il prononcé l'acquittement parce qu'il a écarté la participation du prévenu à un fait criminel ou l'existence même de ce fait, cette constatation est souveraine, absolue, personne ne peut plus la contredire.

Mais dans la plupart des poursuites pour crimes et délits, l'acquittement est basé sur ce que l'inculpé est non coupable ou non convaincu d'avoir commis le fait.

Par un tel jugement, ce qui est écarté par le juge criminel, c'est simplement la culpabilité du prévenu, son intention criminelle d'accomplir l'acte ; l'acte reproché ne tombe pas sous le coup de la loi pénale, il n'a pas le caractère que cette loi exige pour le réprimer.

Un tel acquittement, croyons-nous, ne met jamais obstacle à une poursuite civile en dommages-intérêts ; il laisse entière la question de la faute civile.

Une faute civile peut exister, bien que le fait ne soit pas réprimé pénalement.

Une seule obligation s'impose au juge civil ; c'est de ne pas contredire le jugement criminel en affirmant dans sa décision, explicitement ou implicitement, l'existence d'une culpabilité pénale.

Il ne saurait y avoir jamais identité entre les rapports de droit criminel soumis au juge criminel, et les rapports de droit civil soumis au juge civil, écrit Griolet, et, qu'en conséquence, la chose jugée au criminel est sans effet sur les rapports de droit civil, puisqu'elle n'est relative qu'à un rapport de droit criminel.

« Après l'acquittement, l'action civile du délit n'est jamais recevable. L'action en réparation d'un fait, autre que le délit, d'une simple faute, est recevable et est absolument dégagée de toute influence résultant du jugement criminel (1). »

Voir : Faustin-Hélie, t. 4, p. 117 ; Garraud, *Traité de dr. pén.*,

1. *L'autorité de la chose jugée*, p. 342 s.

t. 5, n° 417 ; Demolombe, t. 30, n° 410 s. ; Sourdat, *Traité général de la responsabilité*, t. 1, n° 359 ; Vidal, *Cours de Dr. crim.*, p. 839 ; Garsonnet et C. Bru, *Traité théorique et pratique de procédure civ. et com.*, 4^e édition, t. 3, n° 717 ; Saleilles, *Les accidents de travail et la responsabilité civile* ; Tarde, *Revue pénitentiaire*, 1896, p. 1243 Voir cependant : Prins, *Science pénale et droit positif* ; Enrico Ferri, *Sociologie*, p. 399 s.

La jurisprudence nous fournit un grand nombre d'exemples où le juge civil en présence d'un acquittement intervenu à l'occasion d'un crime ou d'un délit intentionnel, admet la possibilité d'une faute civile, l'existence d'un quasi délit, et le droit pour la partie lésée à une réparation pécuniaire.

Il a été jugé que le jugement du tribunal correctionnel, qui, sans dénier l'existence du fait servant de base à une poursuite pour escroquerie, acquitte l'un des deux individus poursuivis, tandis qu'il condamne l'autre pour le motif que l'intention frauduleuse du premier n'était pas suffisamment établie, ne fait point obstacle à ce que la juridiction civile oblige l'individu acquitté et celui qui a été condamné, à payer solidairement, à raison de leur faute commune, des dommages-intérêts à la victime du délit, s'il est constaté que l'individu acquitté a commis la faute de prêter son concours à l'auteur de l'escroquerie dans les actes qui ont déterminé la victime à lui remettre des fonds (1).

De même, la relaxe d'abus de confiance prononcée au profit d'un prévenu par un tribunal criminel, n'empêche pas le plaignant de poursuivre le prévenu devant le tribunal civil en règlement de comptes ou en dommages intérêts pour inexécution de mandat ou pour fautes contractuelles ; « alors, d'ailleurs que le préjudice dont la réparation est ainsi demandée, prend sa source non pas dans un fait délictueux écarté souverainement par le juge criminel, mais dans une série de faits quasi-délictuels de gestion commerciale reprochés à la partie bénéficiaire de l'acquittement (2) ».

1. Req., 28 avril 1902. D. P. 903.1.575

2. Req., 25 oct. 1892. D. P. 92.1.613.

La même solution est donnée en matière de vol. Lorsqu'une personne qui possède un titre au porteur provenant d'une succession a été poursuivie sous l'inculpation de vol, le jugement correctionnel qui l'a acquitté pour le motif que « les circonstances ne permettaient pas de conclure à l'impossibilité du don manuel » ne fait pas obstacle à l'action en revendication dirigée contre elle par les héritiers du défunt, si la possession du titre par son détenteur actuel a une origine équivoque et précaire et s'il ne rapporte pas la preuve du don manuel allégué par lui (1).

Dans tous ces cas, le juge criminel a acquitté, parce qu'il estimait que le prévenu n'a pas agi avec intention méchante. Il n'en reste pas moins vrai qu'un préjudice existe et la personne lésée peut en demander réparation si un quasi-délit, indépendant de toute idée dolosive, peut être retenu à sa charge.

Mais la Chambre civile de la Cour de Cassation est allée encore plus loin, en décidant par un arrêt du 17 décembre 1919 que les arrêts du jugement d'acquiescement fondés sur ce que le fait reproché à l'accusé ou au prévenu ne constitue ni crime ni délit, ne peuvent être invoqués devant les tribunaux civils comme ayant autorité de la chose jugée, quant à l'existence de ce fait, alors même qu'ils l'auraient formellement constaté (2).

Du moment qu'en principe, le fait reproché ne tombait pas sous le coup de la loi pénale, le juge criminel était incompétent d'en connaître et par conséquent il n'avait pas à rechercher si le fait existe ou non, et s'il l'a fait, il a excédé ses attributions. La seule sanction efficace, est de refuser à de telles constatations toute autorité au civil ; c'est ce que la Cour de Cassation a décidé avec raison.

Si les solutions que nous venons d'étudier se présentaient sans grandes difficultés quand on se trouvait en présence d'un acquiescement à la suite d'un crime ou d'un délit intentionnel, la situation devient plus difficile et la solution apparaît moins nette lorsqu'on

1. Req., 18 mars 1907. D. P. 907.1.201, note Planiol.

2. D. P. 920.1.25.

se trouve en présence de crimes et délits non intentionnels, qu'on désigne ordinairement sous la dénomination de délits ou crimes d'imprudence.

C'est ici que la question de la dualité des fautes se présente plus complexe et se pose d'une façon particulièrement difficile.

L'élément qui avait servi à différencier la faute pénale intentionnelle de la faute civile, *l'intention criminelle*, n'existe plus. C'est lui qui nous avait permis de conclure que le juge criminel, ne statuant sur la faute qu'en tant que revêtant ce caractère « d'intention criminelle », laissait au juge civil entière liberté en cas d'acquittement de rechercher si ce même fait ne constitue pas au moins un quasi-délit civil, susceptible d'engager la responsabilité de son auteur.

Dans les délits non intentionnels cet élément de différenciation n'existe pas : du côté pénal, comme du côté civil, aucune intention n'est exigée pour entraîner des sanctions.

Alors se pose la question : si néanmoins après un acquittement il reste encore au juge civil la possibilité de statuer sur la demande en réparation du dommage ; si le juge correctionnel n'a pas écarté par son acquittement toute faute quelconque, soit pénale soit civile.

C'est à cette question que nous consacrerons le reste de notre étude.

CHAPITRE II

La jurisprudence et les délits non intentionnels.

La question de l'autorité de la chose jugée au criminel sur le civil, se pose, avons-nous dit, sous un aspect tout à fait différent quand il s'agit d'un acquittement à la suite d'un crime ou délit non intentionnel.

Du moment que l'élément « intention » qui faisait la différence entre les crimes et délits pénaux et les délits et quasi-délits civils n'existe plus, peut-on encore parler de deux fautes, l'une criminelle et l'autre civile, dont seulement la première a pu être écartée par le juge criminel avec autorité de chose jugée ?

La solution de notre problème dépendra de la façon dont on entend résoudre la question des deux fautes.

Voyons d'abord les textes dont nous aurons à nous occuper. D'une part nous avons les articles 319 et 320 du Code pénal :

319 : « Quiconque par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements aura commis involontairement un homicide ou en aura été involontairement la cause, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, et d'une amende de 50 à 600 francs.

320 : S'il n'est résulté du défaut d'adresse ou de précaution que des blessures ou coups, le coupable sera puni de six jours à deux mois d'emprisonnement et d'une amende de 16 à 100 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

D'autre part, les articles 1382 et 1383 du Code civil décident : le premier que « tout fait *quelconque* de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer » et le deuxième : « chacun est responsable du dom-

mage qu'il a causé, non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence ».

Si l'on dit que l'énumération des faits non intentionnels qui engendrent la responsabilité pénale de leur auteur est la même que celle des faits non intentionnels qui engendrent la responsabilité civile ; que la nature et la gravité de la faute nécessaire est la même dans les deux législations, le juge civil sera lié par l'acquittallement prononcé par le juge correctionnel, parce que la faute qui est à la base des deux poursuites a été définitivement écartée par l'acquittallement.

Si l'on dit, au contraire, que les deux fautes non intentionnelles diffèrent, soit par leur nature, soit par leur degré de gravité, l'autorité de la chose jugée au criminel ne mettra pas obstacle à une poursuite civile en dommages-intérêts, parce que le juge criminel n'a écarté que la faute pénale, seule sur laquelle il pouvait statuer avec autorité ; la faute civile subsiste et peut être envisagée par le juge civil au point de vue des conséquences qu'elle engendre à la charge de son auteur.

* * *

Un jugement de relaxe peut être motivé sur l'admission d'une fin de non recevoir, par exemple la prescription du délit. Nous savons que l'action civile et l'action criminelle qui naissent du même fait délictueux, se prescrivent par le même laps de temps. Mais si on admet que les deux fautes diffèrent, qu'il y a une faute pénale d'imprudence, distincte de la faute civile, on pourrait soutenir au civil que le fait ne constitue ni crime ni délit, mais simplement un quasi-délit civil prescriptible par 30 ans.

Le juge criminel en motivant l'acquittallement sur la prescription, n'a pu statuer comme il l'a fait, qu'en supposant le fait criminel. Il restera par conséquent au juge civil la possibilité de statuer sur la demande en dommages-intérêts, pendant le délai nécessaire pour la prescription civile, soit 30 ans.

Nous verrons plus loin que dans les différentes doctrines que

la Cour de cassation a professées à l'égard des fautes pénales et civiles — unité ou dualité — elle en a tiré les mêmes conséquences au point de vue de la prescription, et de la chose jugée.

* * *

Ne mettra jamais obstacle à une condamnation civile, l'acquiescement pénal basé sur ce que le fait poursuivi n'est pas puni par la loi pénale.

Il y a des fautes qui sont civiles sans être pénales, comme il y en a des pénales qui n'engagent pas la responsabilité civile de leur auteur. Un individu qui tire un coup de revolver sur un autre sans l'atteindre, commet une faute pénale, mais sa responsabilité civile n'est pas engagée, parce qu'il n'a causé aucun dommage ; il a simplement troublé la paix sociale, il a contrevenu aux lois pénales qui la défendent ; c'est seulement de cette violation qu'il doit répondre.

* * *

L'acquiescement basé sur la négation d'un des *éléments matériels* de la culpabilité, l'existence du fait ou la participation du prévenu à ce fait a certainement autorité absolue au civil. Il ne pourra jamais être contredit par le juge civil.

* * *

Que dire de l'acquiescement ayant pour cause la négation d'un des éléments moraux de la culpabilité : manque de volonté, de discernement, de criminalité ?

Supposons un individu acquitté en correctionnelle parce qu'il était ivre au moment où il a commis le délit, ou qu'il l'a commis étant en état de démence, ou sous l'empire d'une contrainte. Est-ce que ce jugement s'impose au juge civil ?

Il ne nous semble pas. Si la contrainte, l'état d'ivresse, ou l'état de démence sont des excuses au point de vue pénal, elles ne le sont pas toujours au point de vue civil.

Si l'individu a été incapable de discernement au moment où

il a commis l'acte dommageable, il a néanmoins commis une faute en s'enivrant, ou en s'exposant volontairement à la contrainte, ou en s'intoxiquant avec des stupéfiants qui lui ont provoqué un état voisin de la folie. Ces fautes sont suffisantes pour l'obliger à réparer les dommages qu'il a causés.

Nous ne pouvons pas être abandonnés aux fantaisies des gens vicieux. Ils se livrent volontairement à toutes sortes d'excès ; qu'ils supportent aussi les conséquences dommageables des actes qu'ils commettent dans cet état.

Pour les mineurs, la question se pose autrement. Si un mineur n'est pas considéré par la loi pénale comme ayant un discernement suffisant avant l'âge de 18 ans, la loi civile ne parle que de l'irresponsabilité des « enfants » ; aucune limite d'âge n'est imposée ; c'est au juge de rechercher si le mineur était ou non capable de discernement au moment où il a commis l'acte dommageable.

Il y a des degrés dans le discernement. Un mineur peut avoir trop peu de discernement pour sentir qu'il commet un crime et cependant assez d'intelligence pour s'apercevoir qu'il commet un acte dommageable. Ce que le juge criminel doit envisager, c'est le discernement nécessaire au point de vue pénal.

* * *

Même en cas de légitime défense, prétendent les auteurs (Griolet, note D. P. 69.1.169 ; Faustin-Hélie, Instr. crim., 2^e éd., t. 2, n^o 1105 ; et Ortolan, *Eléments de dr. pén.*, n^o 403) les deux éléments qui constituent la légitime défense, la nécessité de se défendre et la nécessité de se défendre par les moyens qu'on a employés, doivent être diversement appréciés, suivant qu'on les considère au point de vue civil ou au point de vue pénal. L'homme qui a tué, dit Griolet, en se défendant, peut ne pas être coupable, bien que l'agression ne fut pas assez grave ou assez dangereuse pour qu'il ait eu le droit de donner la mort sans commettre une faute qui engage sa responsabilité. Ici encore la décision criminelle, quels que soient ses motifs,

ne s'oppose jamais à ce que le juge civil se livre à cette appréciation, parce que le juge criminel n'a pas pu le faire sans excéder ses pouvoirs.

Avec la jurisprudence, nous sommes contre cette théorie. La nécessité de se défendre constitue la force majeure qui exonère de toute responsabilité. Il y a cependant un cas où cette théorie est admissible. C'est celui où l'individu qui a tué en se défendant, est l'auteur initial de l'agression qui a motivé sa défense ; prévoyant l'agression, au lieu de l'éviter il l'a provoquée par ses gestes, ses paroles, ou son attitude. Il a commis une faute qui a été à l'origine du drame, et s'il n'est pas pénalement responsable à raison du fait que sa défense était légitime, il l'est néanmoins civilement, parce que c'est sa faute qui a contribué au déclenchement de l'agression qui l'a obligé à se défendre par les moyens dont il a usés.

* * *

Mais que décider, si le juge criminel prononce un acquittement sur une poursuite pour crime ou délit non intentionnel, en déclarant que l'agent poursuivi n'a commis aucune faute, qu'il n'a commis aucune imprudence ou aucune négligence qui lui soit imputable ?

Cette déclaration écarte-t-elle seulement l'élément moral, la criminalité de l'agent, ou aussi la matérialité du fait ? Laisse-t-elle ou ne laisse-t-elle pas au juge civil la possibilité d'envisager le même fait comme simple quasi-délict et en tirer les conséquences au point de vue civil ?

La solution donnée à ce problème, varie en jurisprudence, suivant la doctrine de la Cour de cassation sur l'unité ou sur la dualité des fautes non intentionnelles.

La conception des rapports des articles 319 et 320 du Code pénal, d'une part, et des articles 1383 et 1382 du Code civil d'autre part, a varié en jurisprudence et s'est présentée jusqu'à nos jours sous trois formes correspondant à trois périodes distinctes.

1^o La conception la plus favorable aux intérêts de la victime, a guidé la jurisprudence jusqu'en 1912. Pendant cette période elle distingue soigneusement deux fautes : la faute pénale et la faute civile, la dernière ayant un champ plus étendu que la première.

Si la faute pénale est écartée par un acquittement, la faute civile reste intacte et elle peut être reprise, envisagée comme un quasi-délit et utilisée devant une juridiction civile.

Seulement un jugement de relaxe basé sur l'inexistence du fait ou sur la non participation du prévenu, s'impose d'une manière absolue au juge civil.

Une deuxième conséquence de la dualité des fautes est, qu'envisagé comme quasi-délit, le fait ne se prescrit que par 30 ans.

2^o C'est un arrêt du 18 décembre 1912 qui marque un revirement de la jurisprudence. La Cour de cassation adopte la doctrine exactement opposée, celle de l'unité des fautes. Il n'y a qu'une seule faute d'imprudence ; ce qui distingue l'imprudence criminelle de l'imprudence civile, ce sont seulement les conséquences qui en sont les suites. Les articles 319 et 320 du Code pénal visent la répression sociale et les articles 1382 et 1383 du Code civil les réparations pécuniaires des dommages causés par une même faute.

C'est le même problème qui se pose aux deux juges : une faute non intentionnelle existe-t-elle à la charge de l'auteur du dommage ?

Cette faute une fois écartée par le juge criminel par l'acquittement qu'il prononce, son jugement aura force de chose jugée à l'égard du juge civil.

Il ne reste plus à celui-ci pour dédommager la victime que de rechercher une cause distincte, ou des circonstances différentes de celles envisagées par le juge criminel ; la condamnation aux dommages-intérêts ne peut plus être basée sur la faute non intentionnelle écartée définitivement par le juge de répression.

3^o Une troisième orientation de la jurisprudence est inaugu-

rée en 1924, mais celle-ci n'est plus aussi clairement caractérisée que les deux précédentes.

La Cour de cassation hésita longtemps à se prononcer nettement soit en faveur de l'unité, soit en faveur de la dualité des fautes. Sa pensée ne nous apparaît pas sous une forme précise, claire ; il faut essayer de la découvrir.

La Cour de cassation a recours à d'autres moyens pour refuser dans certains cas autorité au civil, à la chose jugée au criminel. Elle refuse cette influence aux décisions des juridictions spéciales, comme les conseils de guerre et les tribunaux maritimes commerciaux. D'autre part, une limitation à l'influence de la chose jugée est apportée par le fait que la Cour de cassation porte le problème de la responsabilité civile, en dehors de la sphère des articles 1382 et 1383 du Code civil ; elle fait appel à l'article 1384, quand un accident est produit par une chose mobilière inanimée, et l'utilisation de ce texte facilite considérablement la situation de la victime, en lui permettant d'obtenir le dédommagement même après l'acquittement de l'auteur du sinistre. Il n'est plus question, dans ce cas, de justifier la solution par la conception de la dualité des fautes.

A cause de son caractère spécial, des particularités qu'elle présente, nous étudierons cette dernière question dans un chapitre distinct.

Le seul moyen que nous avons pour étudier notre question, est de suivre la jurisprudence, de voir les espèces, de saisir au vif sa pensée, parce que c'est elle qui a créé de toutes pièces la théorie de la chose jugée.

Nous nous adresserons le plus souvent aux arrêts de la Cour de cassation parce qu'elle s'est réservé le droit ; jusqu'à ces dernières années, de contrôler la qualification légale que les juges du fond donnent aux faits.

La Cour de cassation se reconnaît depuis 1873 le droit de reprendre en considération les circonstances de fait appréciées par les juges du fond et de décider si parmi les circonstances relevées il n'y a pas de celle qui constituent une négligence, imprudence ou maladresse.

Nous nous adresserons également, au besoin, aux décisions des Cours et tribunaux.

SECTION I

La jurisprudence favorable à la dualité des fautes.

§ 1. — LES DÉLITS DE BLESSURES ET HOMICIDE PAR IMPRUDENCE.

Dans cette première période, la Cour de cassation, inspirée probablement aussi par la doctrine qui, presque unanimement, proclamait la dualité des fautes non intentionnelles, s'était engagée catégoriquement dans cette voie, donnant en conséquence une grande indépendance aux juges civils, qui se trouvaient en présence d'une décision antérieure émanant d'une juridiction répressive.

Ce fut aussi l'époque la plus favorable aux intérêts des victimes, qui pouvaient toujours, après un acquittement de l'auteur qui leur a causé un dommage, s'adresser au juge civil pour obtenir une réparation.

La Cour de cassation distinguait l'imprudence criminelle des articles 319 et 320 du Code pénal, de l'imprudence civile de l'article 1383 du Code civil. Il y avait pour elle, comme le disait Griotet, en quelque sorte, une imprudence criminelle et une imprudence civile (1).

Le juge criminel avait uniquement mission de rechercher le fait générateur du délit, c'est-à-dire une imprudence assez grave pour motiver l'application de la loi pénale. Il appartenait au juge civil de rechercher s'il n'a pas été commis une imprudence trop légère pour qu'il eut lieu d'appliquer une peine, mais assez grave pour que la responsabilité civile de son auteur soit engagée.

Le juge criminel, par son acquittement, ne pouvait nier avec autorité de chose jugée que l'imprudence criminelle, mais cette négation n'excluait pas l'imprudence civile qui pouvait être

1. Note sous Req., 27 janvier 1869. D. P. 69.1.169.

invoquée et former la base d'une condamnation civile à des dommages-intérêts.

C'est ce principe que nous retrouverons constamment affirmé par la Cour de cassation ; l'étude de quelques arrêts et espèces nous le montrera.

* * *

Le 28 septembre 1871, le sieur Parent, avant d'entrer dans une auberge de village, avait attaché sa vache dans un endroit que la coutume locale consacrait à cet usage, et la mit en outre sous la garde d'un enfant.

Pour une cause restée inconnue, cette vache renversa un sieur Bailly qui eut une jambe cassée.

Poursuivi correctionnellement sous la prévention de blessures involontaires devant le tribunal de Montbéliard, Parent fut renvoyé des poursuites par un jugement du 7 novembre 1871, motivé sur ce qu'il « s'est conformé à l'usage établi d'attacher les bêtes à cet endroit, surtout les jours de foire » et « qu'au surplus, le prévenu avait placé un petit garçon pour garder sa vache en son absence ».

Bailly ne s'était pas porté partie civile contre Parent, mais postérieurement au jugement correctionnel, il se pourvut au civil et demanda contre Parent des dommages-intérêts.

A cette demande, Parent opposa une fin de non recevoir, résultant de l'autorité de la chose jugée, et Bailly fut débouté de sa demande, tant en première instance, qu'en appel. Ces deux instances admettaient la théorie de l'unité des fautes, parce que la « distinction est impossible, puisque l'article 319 et l'article 320 du Code pénal, n'obligent pas les tribunaux correctionnels à rechercher l'intention malveillante de l'auteur du fait, mais seulement sa faute, et que la faute n'a pas été justifiée à la charge du défendeur, etc. ».

Nous ne discuterons pas ces motifs ; il suffit de révéler que le tribunal fait intervenir « l'intention » dans le domaine des fautes non intentionnelles. Ce qui nous intéresse c'est que les deux instances admettent l'unité des fautes.

Pourvoi du sieur Bailly. La Cour de cassation Chambre civile, casse le 17 mars 1874 (1), l'arrêt de la Cour de Besançon.

« Attendu, dit l'arrêt, qu'en déclarant que l'imprudence ou l'inobservation des règlements imputée à Parent ne paraissait pas suffisamment établie aux yeux du tribunal, qui, croyant devoir l'acquitter de la prévention portée contre lui, le tribunal de Montbéliard, s'est exprimé de manière à n'écarter que *la partie délictueuse* du fait incriminé : qu'une telle déclaration où il n'est point dit que Parent soit resté absolument étranger aux blessures reçues par Bailly et qu'il eût pris les précautions propres à les prévenir, *n'exclut point forcément le simple quasi-délit* prévu par les articles 1382-1385 et autres, donnant lieu à une action en dommages-intérêts. »

Voici donc catégoriquement affirmée la doctrine de la Cour de cassation qui distinguait entre la faute non intentionnelle criminelle et civile, et voici la conséquence au point de vue de la chose jugée que la Cour de cassation en tire : « la proposition formulée dans le jugement correctionnel et l'action civile ultérieurement intentée par Bailly n'étaient donc pas de tous points inconciliables, et que la seconde pouvait réussir autrement que par le renversement de la première... en décidant le contraire, et en déclarant non recevable l'action exercée par Bailly l'arrêt attaqué a faussement appliqué et par suite violé l'article 3 du Code d'instruction criminelle et le principe de la chose jugée ».

De cet arrêt, on le voit, il ressort qu'aux yeux de la Cour de Cassation, la culpabilité en matière de blessures involontaires, consiste dans un certain degré d'imprudence qu'il appartient au juge d'apprécier ; qu'il suffit, au contraire, d'une imprudence moindre pour constituer le quasi-délit qui oblige à réparer le dommage aux termes des articles 1382-1383 du Code civil.

Le jugement qui a nié non pas l'existence du fait même qualifié d'imprudence, mais seulement la culpabilité du prévenu, n'a écarté que l'imprudence assez grave pour motiver l'application d'une peine ; elle n'a nié que le degré criminel de cette

imprudence. Cette décision n'exclut pas forcément l'imprudence moindre qui constitue le quasi-délit.

L'espèce est d'autant plus intéressante que le prévenu avait pris toutes les précautions d'usage dans de telles circonstances, en attachant sa vache en un endroit habituellement destiné à cet usage et en la plaçant sous la surveillance d'un garçon. C'étaient justement ces mesures de précaution qui ont motivé l'acquittement de Parent. La Cour de cassation estima cependant, que si elles étaient suffisantes pour dégager sa responsabilité pénale, le tribunal s'est exprimé de manière à n'écarter que la partie délictueuse du fait incriminé et n'exclut point le quasi-délit prévu par les articles 1382-1383 du Code civil, et donnant lieu à une action en dommages-intérêts.

* * *

La Chambre des requêtes est allée encore plus loin dans l'espèce Barthélémy et la Compagnie des chemins de fer du Midi contre Larmet (1).

A la suite d'une erreur de signalisation, un accident de chemin de fer s'était produit à la station Nissan de la Compagnie des chemins de fer du Midi et des dommages avaient été causés à des voyageurs. La cause de l'accident avait été trouvée dans le fait qu'un disque destiné à indiquer si la voie était libre, avait été ouvert, alors qu'il aurait dû être fermé, et l'auteur de ce fait fut trouvé dans la personne d'un facteur des postes, Paulo, qui avait manié le disque, sans avoir aucune qualité pour le faire et sans avoir reçu aucun ordre de la part du chef de la station, le sieur Barthélémy.

Les sieurs Barthélémy et Paulo furent poursuivis pour délit d'imprudence, devant le tribunal correctionnel de Béziers.

Le facteur Paulo, reconnu coupable, fut condamné, tandis que le chef de la station fut relaxé « le débat n'ayant relevé à sa charge aucun fait d'imprudence de nature à engager sa responsabilité au point de vue légal ».

1. Req., 13 juillet 1874. D. P. 75.1.224.

Après ce jugement, une des victimes, le sieur Larmet, intenta au civil une action en dommages-intérêts contre Barthélémy et la Compagnie des chemins de fer du Midi. Et maintenant se posait la question si elle était recevable, parce que d'abord, Barthélémy fut acquitté et puis, ce qui est plus intéressant, le véritable auteur de l'accident a été condamné; c'était le facteur Paulo, étranger à Barthélémy et à la Compagnie. La Cour de Montpellier fit droit à la demande de la victime, et condamna par un arrêt du 23 juillet 1873 le chef de gare et la Compagnie comme civilement responsables à des dommages-intérêts.

La Cour de cassation fut saisie d'un pourvoi de leur part, dont les motifs étaient : la violation des articles 1350-1351 du Code civil et fausse application des articles 1382 et 1383 du Code civil. Le pourvoi fut rejeté et l'arrêt de la Cour de Montpellier confirmé.

« Attendu en fait que le tribunal correctionnel de Béziers loin de contester que le disque destiné à indiquer que la voie était libre se trouvait ouvert, alors qu'il aurait dû être fermé, a au contraire formellement reconnu le fait et l'a pris pour base d'une condamnation contre le sieur Paulo. »

« Attendu à l'égard du chef de gare Barthélémy que si le tribunal correctionnel l'a renvoyé de la prévention, c'est parce que le débat *n'avait relevé à sa charge aucun fait d'imprudence de nature à engager sa responsabilité au point de vue légal.* »

« Qu'une telle déclaration qui avait pour but d'écarter la portée du fait *au point de vue de la loi pénale* et en tant qu'il pourrait constituer un délit, n'impliquait pas la pensée que le sieur Barthélémy y fut resté complètement étranger et ne faisait pas obstacle à ce que ce même fait pût être considéré par la juridiction civile comme constituant le simple quasi-délit prévu par les articles 1382 et suivants du Code civil. »

« Attendu à l'égard de la Compagnie, qu'elle n'avait pas été partie dans l'instance correctionnelle. Que du moment où le tribunal correctionnel n'avait pas nié l'existence matérielle du fait de l'ouverture du disque, la juridiction civile avait toute liberté pour examiner si ce fait qui servait de base à l'action

dont elle était saisie, était de nature à engager la responsabilité de cette Compagnie. »

« D'où il suit que l'arrêt attaqué, en déclarant le sieur Barthélémy et la Compagnie des chemins de fer du Midi responsables du préjudice souffert par Larinet, par suite de l'accident qui s'est produit... n'a porté aucune atteinte au principe de l'autorité de la chose jugée et n'a fait qu'une saine application des divers textes invoqués. Par ces motifs rejette. »

D'après cet arrêt le même fait peut revêtir deux qualifications : l'une « au point de vue de la loi pénale et en tant qu'il pourrait constituer un délit », et l'autre « au point de vue de la loi civile, comme constituant le simple quasi-délit ».

Si la première est écartée par le juge de répression, l'autre subsiste encore et peut servir de base à une condamnation civile à des dommages-intérêts, sans contredire la chose jugée. Cette interprétation des deux fautes, civile et pénale, avec ses conséquences, constitue « une saine application des divers textes invoqués ».

Mais l'arrêt devient plus intéressant par ce fait, que non seulement le chef de gare fut déclaré non coupable, mais le vrai auteur du fait fut condamné ; n'est-ce pas lui qui doit supporter les suites dommageables de son acte ?

Tel n'était pas cependant l'avis de la Cour de cassation. Si la responsabilité pénale de Barthélémy a été écartée parce que ce fut Paulo qui a commis l'acte et que le chef de gare n'a eu aucun rôle dans ce fait, sa responsabilité civile subsiste encore. Il a commis une faute en ne surveillant pas assez sa station ; il n'a pas pris toutes les mesures pour empêcher toute personne étrangère d'opérer la manœuvre qui avait causé l'accident. Il a commis une faute non intentionnelle, qui, si elle n'était pas assez grave pour motiver une peine, l'était suffisamment pour engendrer sa responsabilité civile.

Pourquoi une telle sévérité dans l'appréciation d'une faute civile ? Le véritable auteur est connu et condamné ; ce fait ne suffit-il pas pour exonérer le chef de gare et la Compagnie ; n'est-ce pas « la faute d'un tiers » qui doit suffire pour les exo-

nérer? La Cour de cassation s'approche avec son arrêt de la théorie du risque pourrait-on soutenir, mais nous croyons trouver la justification de sa pensée dans une idée, pas toujours juridique, mais très humaine et juste: *l'équité*.

Entre une victime malheureuse et peut-être pauvre, et une organisation riche et puissante comme une Compagnie de chemins de fer, la haute Cour a trouvé que ce sont les intérêts de la première qui méritent plus d'attention.

La responsabilité d'une Compagnie de transports et de ses employés doit être d'autant plus sévèrement appréciée, que la vie de milliers d'individus leur est confiée; un léger manque de diligence suffit à les faire perdre. Un accident de chemin de fer est autrement envisagé par le public qu'un accident isolé. Il n'est même pas appelé accident, mais « catastrophe » quand il cause plusieurs victimes.

L'insécurité pèse sur ceux qui ont besoin de se déplacer; on doit leur rendre la confiance nécessaire. Même si aucun préposé de la Compagnie n'est coupable pénalement de cet accident, la Compagnie en est responsable civilement, parce que son préposé a commis une négligence qui, aussi minime qu'elle soit, suffit cependant pour constituer un quasi-délit civil. Telle, croyons-nous, était la pensée de la Cour de cassation.

* * *

En continuant de rechercher les décisions de la Cour de cassation, nous voyons qu'elle décide, que le propriétaire dont le bœuf échappé a blessé un tiers, peut être condamné à des dommages-intérêts envers ce dernier, bien que précédemment poursuivi en police correctionnelle pour blessures involontaires à raison du même fait, le propriétaire ait été l'objet d'un acquittement. reposant sur le motif « qu'il ne résulte pas suffisamment des débats, la preuve que le prévenu ait, par imprudence, négligence ou inobservation des règlements, causé les blessures dont il s'agit ». (1)

1. Req., 16 mai 1887. D. P. 87.1.265.

C'est donc le même principe de la dualité des fautes. Les juges civils peuvent, sans porter atteinte au principe de la chose jugée, décider que la même partie est civilement responsable de l'homicide ou des blessures, envisagées comme étant le résultat d'une faute de sa part, faute constitutive d'un quasi-délit.

L'action résultant d'un délit de blessures par imprudence, fondée sur les articles 319 et 320 du Code pénal, et l'action en réparation du dommage, fondée sur les articles 1382 et 1383 du Code civil, étant distinctes, il appartient au juge du fait de décider d'après les circonstances de la cause et *la gravité de l'imprudence* alléguée, si cette imprudence constitue un délit punissable d'une peine correctionnelle ou une simple faute ne donnant ouverture qu'à une action civile en dommages-intérêts (1).

* * *

Il y a cependant des cas où une constatation du juge criminel s'oppose à ce que le prévenu relaxé soit poursuivi civilement à raison des mêmes faits. C'est ainsi qu'il a été décidé, que si le propriétaire et le conducteur d'une voiture qui avait causé un accident ont été acquittés par un tribunal correctionnel, pour le motif que « la vitesse exagérée de la voiture et l'insuffisance des freins n'ont pu, en aucune façon, déterminer l'accident, lequel n'eut pas été évité dans les circonstances où il s'est produit, alors même que la voiture aurait marché à la vitesse la plus réduite et aurait été pourvue du frein le plus puissant » il est définitivement jugé, qu'aucune relation de cause à effet n'existe entre l'accident survenu et les infractions aux règlements touchant la vitesse et la marche de la voiture. Le juge civil ne peut plus recevoir l'action en dommages-intérêts intentée par la victime contre le propriétaire de la voiture (2).

Dans tous les cas où le juge criminel nie, soit la participation

1. Civ., 15 avril 1889. D. P. 90.1.136.

2. Req., 2 mai, 1897. D. P. 97.1.608.

du prévenu au fait reproché, soit l'existence matérielle du fait, le prévenu ne saurait être actionné en dommages-intérêts devant la juridiction civile (1).

C'est dans le même sens que s'est prononcé la Chambre de requêtes.

* * *

Une charpente en fer s'écroula et causa la mort d'un homme. Une poursuite pénale pour homicide par imprudence engagée contre les sieurs Gloriaut, Durot, Saint frères et Choquet qui avaient construits cette charpente, se termina par leur relaxe motivée sur ce que « la multiplicité probable des forces mises en œuvre par le vent lors de l'écroulement, ne permet pas de dégager la cause réelle et directe de la catastrophe ».

La veuve de la victime intenta une action en dommages-intérêts, mais elle fut déclarée irrecevable par la Cour de Paris, pour le motif que le juge répressif avait exclu le fait de l'homme dans l'accident.

Le pourvoi en Cassation de la veuve fut rejeté et la Cour de cassation déclare que « lorsqu'un jugement correctionnel acquittant des personnes poursuivies à raison d'un accident dont il a constaté souverainement les causes, ce jugement s'oppose avec l'autorité de la chose jugée à la recevabilité de l'action civile en dommages-intérêts, fondée sur les actes d'imprudence et de négligence reprochés à ces personnes (2).

Cet arrêt présente une particularité intéressante. Quoique l'autorité de la chose jugée fut écartée dans l'espèce, la Cour de cassation se croit néanmoins obligée de poser le principe et d'affirmer, là où il n'avait aucune raison d'être, le principe de la dualité des fautes. La Cour de cassation était, on pourrait le dire, imbibée de ce principe.

Elle proclame que « l'action en réparation des dommages fondée sur les articles 1382 et 1383 Code cv. ne se confond pas avec l'action résultant du délit de blessures par imprudence ;

1. Civ. 28 avril 1903 D.P. 903. 1.414.

2. Req. 31 octobre 1906 D.P. 1910. 1.510.

qu'il appartient au juge d'examiner d'après les circonstances de fait si cette imprudence constitue un délit punissable d'une peine correctionnelle, ou une simple faute ne donnant lieu qu'à une action en dommages-intérêts ».

Tel n'est pas cependant l'avis de la Cour de Paris dans un autre arrêt antérieur. Elle décide que même lorsque la relaxe d'un prévenu est fondée sur un *cas fortuit* il appartient au juge civil de rechercher si les faits que le juge correctionnel a ainsi qualifiés ont été examinés par lui dans toutes leurs modalités et si même ce cas n'a pas été précédé de circonstances pouvant engendrer une responsabilité.

Elle déclare civilement responsable envers ses voisins le locataire d'une maison, renvoyé des fins d'une poursuite pour homicide par imprudence, causé par des émanations délétères provenant d'un appareil de chauffage parce qu'il a commis l'imprudence d'établir cet engin à combustion lente, en communication avec une cheminée de construction ancienne, destinée à un foyer à combustion vive, et ceci au moyen d'un tuyau ayant un tirage insuffisant (1).

Nous trouvons une application intéressante de la gradation de la faute d'imprudence dans un arrêt de la Cour d'Orléans du 19 juillet 1912, que nous étudierons à l'occasion de l'arrêt de la Cour de cassation qui l'a cassé (espèce Dulac contre Frédéric).

* * *

Il est bien entendu que si l'autorité de la chose jugée ne s'oppose pas à ce qu'un fait écarté comme délit pénal soit considéré par le juge civil comme un simple quasi-délict, à plus forte raison rien ne peut empêcher le juge civil de rechercher la source d'une responsabilité dans les faits et circonstances sur lesquels la juridiction correctionnelle n'a pas statué.

A la suite d'un accident de chemin de fer funiculaire, le ministère public avait exercé des poursuites correctionnelles

1. Paris, 7 décembre 1893 D. P. 95. 2. 279.

pour blessures par imprudence, contre le conducteur du train, auquel il reprochait d'avoir manqué de sang-froid dans la manœuvre du frein ; le conducteur fut acquitté. Néanmoins une des victimes de l'accident exerça une action en dommages-intérêts contre la Compagnie, en se basant sur une autre faute : le mauvais fonctionnement de l'appareil appelé réducteur, des mécomptes duquel la Société elle-même se plaignait vis-à-vis de l'industriel qui l'avait fourni.

La Cour de Lyon condamna la Société au paiement des dommages-intérêts demandés par un arrêt du 27 novembre 1907 (1).

De même le jugement de relaxé d'un mécanicien d'un tramway, poursuivi pour avoir contrevenu aux dispositions du règlement, enjoignant de faire usage de la trompe d'avertissement, ne peut pas être invoqué avec autorité de chose jugée par la Société des tramways, contre la demande en dommages-intérêts de la victime, fondée sur l'excès de vitesse. C'est une cause d'accident distincte de celle qui avait été relevée dans la poursuite correctionnelle (2).

Le jugement correctionnel qui a acquitté l'inventeur d'une machine ayant fait explosion, en déclarant que le système n'était pas dangereux par lui-même, que l'inventeur n'était pas responsable de l'exécution défectueuse de ses plans ou d'un défaut de surveillance de cette exécution, ne fait pas obstacle à ce que cet inventeur soit condamné au civil à des dommages-intérêts pour n'avoir pas prévenu la Compagnie, à laquelle il livrait ces machines, qu'elles étaient insuffisantes pour les services auxquels il les savait destinées et qu'elles devraient être l'objet d'une surveillance spéciale et constante (3).

* * *

Dans les dernières années du siècle passé, et dans le commencement de notre siècle, des arrêts isolés de quelques Cours et

1. D. P. 909.2.284.

2. Cass. civ. 6 mai 1901 D. P. 1905.1.475.

3. Lyon 25 févr. 1893 D. P. 96.1.401.

tribunaux ont pris une attitude contraire à la doctrine de la dualité des fautes, professée par la Cour de cassation.

C'est ainsi que la Cour de Paris décida qu'en acquittant un prévenu poursuivi pour blessures par imprudence, en déclarant que l'accident n'était pas du à sa faute, le tribunal correctionnel a dit nécessairement et avec certitude que le prévenu n'avait commis ni maladresse, ni imprudence, ni inattention ni observation des règlements. Le juge civil ne peut pas, en présence du jugement d'acquittalment accueillir l'action en dommages-intérêts fondée sur le même accident et motivée par une faute telle, que si elle avait été démontrée, elle aurait constitué une des infractions à la loi pénale qui viennent d'être énumérées : une telle action doit être déclarée irrecevable comme contraire à l'autorité de la chose jugée (1).

Dans le même sens, Paris 7 mai 1896, si le tribunal correctionnel a déclaré « que le dit individu avait pris toutes les précautions pour éviter l'accident et n'avait commis aucune faute, négligence, imprudence etc. »

Le tribunal civil de Lyon tient à affirmer ce principe d'une manière catégorique, dans une espèce où il n'était pas nécessaire pour rejeter la demande en dommages-intérêts de la victime, parce que le tribunal correctionnel avait repoussé toute relation de cause à effet entre le fait du prévenu, un chauffeur d'automobile, et l'accident, qu'il avait attribué exclusivement à la faute de la victime.

Le tribunal décide que le délit d'homicide par imprudence, qui existe en dehors de toute intention criminelle, est caractérisé non seulement par les mêmes faits qui servent de base à l'action civile et à l'action publique, mais encore par ces faits jugés au même point de vue ; donc autorité absolue au civil, d'un acquittalment correctionnel.

Ces arrêts isolés émanant de juridictions inférieures, ont devancé l'orientation dans laquelle s'engagera la Cour de Cassation à partir de 1912.

1. Paris 11 nov. 910 D. P. 11.5.2.

*
* * *

De ces quelques arrêts et décisions que nous avons cru devoir rapporter, il résulte clairement quelle a été la doctrine de la Cour de Cassation et des autres juridictions pendant cette période.

L'acquittement d'un individu poursuivi pour un crime ou un délit involontaire, ne met pas obstacle à une poursuite civile en dommages-intérêts basée sur le même fait. Pourquoi ? Parce que la Cour de Cassation estime, qu'il y a deux fautes d'imprudence, l'une pénale et l'autre civile. Une faute non intentionnelle peut être assez grave pour engendrer la responsabilité civile de son auteur, mais sans aller jusqu'au degré qui est nécessaire pour motiver une peine.

Si le juge correctionnel prononce un acquittement, c'est qu'il n'a pas trouvé dans le fait non intentionnel reproché au prévenu, le degré de gravité qu'il avait pour mission de rechercher.

S'il ne nie pas le fait même, il peut sans aucun inconvénient être repris par le juge civil, qui l'envisagera dépouillé de toute criminalité, comme simple quasi-délit et en formera la base d'une condamnation à des dommages-intérêts. L'autorité de la chose jugée n'est pas violée par un tel procédé.

On pourrait se demander avec raison, pourquoi dans les espèces où il était possible et normal, la Cour de Cassation n'a pas eu recours aux articles 1384 1^{er} alinéa, pour la responsabilité du fait des choses inanimées qu'on a sous sa garde, et 1385, pour la responsabilité du fait des animaux.

C'est bien simple : ce recours n'était pas nécessaire sous le règne de la dualité des fautes ; le résultat auquel on aboutit, soit par la voie des articles 1382-1383, soit par les articles 1384-1385 était le même.

La Cour de Cassation n'a jamais opéré la discrimination entre l'article 1385 et les articles 1382-1383 du Code civil ; dans tous ses arrêts où elle pouvait le faire, elle vise d'une manière générale tout « quasi-délit prévu par les articles 1382, 1385 et autres du Code civil ».

Au point de vue de la chose jugée il était absolument indifférent que l'on employait l'un ou l'autre de ces deux textes ; le seul avantage que pouvait fournir l'utilisation de l'article 1385, était au point de vue de l'administration des preuves.

§ 2. — LE DÉLIT D'ABORDAGE.

Nous sommes obligés, dans l'intérêt de notre étude, de nous occuper d'un délit non intentionnel, d'une nature un peu spéciale, qui fait partie du droit maritime : le délit d'abordage.

Ce n'est pas son caractère de délit non intentionnel qui nous oblige à nous en occuper, car si ce n'était que ceci, nous nous serions contentés de ce qui a été dit pour l'homicide et les blessures involontaires.

Mais dans le procès de l'évolution de la jurisprudence, nous arriverons à un point, où pour nous rendre compte de la position prise par la Cour de cassation, nous devons nous adresser à ce délit.

Le capitaine d'un navire est pénalement responsable lorsqu'un abordage survient entre son bâtiment et un autre. C'est certainement un délit non intentionnel ; il est néanmoins puni par la loi du 10 mars 1891.

Cette loi frappe de pénalités assez graves, pouvant aller jusqu'à deux ans d'emprisonnement et 3.000 francs d'amende, le capitaine qui s'est rendu coupable soit d'une infraction aux règlements préexistants, soit « de toute autre infraction aux règles sur la route à suivre, sur les manœuvres à exécuter au cas de rencontre d'un bâtiment ». Est puni également tout homme d'équipage coupable d'un « défaut de vigilance » ou « d'une faute de service » ayant entraîné un abordage.

Ce texte [art. 2] est complété par un règlement du 21 février 1897, qui précise d'une manière détaillée les mesures à observer par les bâtiments pour éviter les abordages.

L'article 2 de la loi de 1891 a beaucoup d'analogie avec les articles 319 et 320 du Code pénal, parce qu'il punit le fait, abstraction faite de toute intention criminelle ; la bonne foi de

l'auteur ne l'exonère pas des responsabilités de l'article 2 de la loi de 1891.

Les sanctions édictées par la loi pénale et la loi maritime ne se confondent cependant pas. Un abordage qui a causé la mort ou des blessures aux passagers, ou même à un membre de l'équipage, donne lieu à une poursuite correctionnelle devant les tribunaux ordinaires de répression, contre le capitaine, sans préjudice de la poursuite pour délit d'abordage, dont aura à connaître le tribunal maritime commercial compétent.

Le fonctionnement de ces tribunaux, composé de cinq membres, est prévu par la loi de 1891. Ils ont succédé à la Commission supérieure des naufrages qui prononçait des sanctions administratives contre les capitaines accusés d'incapacité ou de faute de commandement. Les tribunaux maritimes commerciaux sont des juridictions répressives qui prononcent de véritables peines. Seulement, leur procédure diffère de celle des tribunaux correctionnels ordinaires et se rapproche de celle des Cours d'assises. Les juges répondent par un vote à des questions qui leur sont posées relativement à la *culpabilité* de l'accusé, mais après avoir donné cette réponse, ils doivent motiver leur décision ; ce procédé ressemble beaucoup plus à une justification qu'à un exposé des motifs déterminants de leur vote.

La question qui nous intéresse est celle de l'influence d'un acquittement prononcé par les tribunaux maritimes commerciaux, sur l'action civile en dommages-intérêts de la victime d'un abordage.

Le même problème se pose qu'en matière d'homicide et blessures involontaires. Y a-t-il unité ou dualité des fautes ? La réponse négative ou positive décidera du sort de l'action civile.

Il ressort de la jurisprudence, qu'elle a résolu le problème de la même manière, ici comme en matière de crimes et délits non intentionnels des articles 319 et 320 du Code pénal. Jusqu'en 1912 il y a dualité des fautes.

Acquitté par un tribunal maritime commercial pour le délit d'abordage, le capitaine peut être condamné au civil à des dom-

mages-intérêts à raison de la même faute, envisagée en tant que faute civile.

* * *

A la suite d'un abordage entre le voilier *Adèle* et le vapeur *Les Andes*, le voilier endommagé coula. La Société qui en était propriétaire assigna en dommages-intérêts le capitaine du vapeur et la Société qui était sa commettante. Cette demande fut accueillie par le tribunal de commerce de Marseille pour le motif que l'abordage était dû à une fausse manœuvre imputable à l'officier de quart du vapeur *Les Andes*, le capitaine Derbez.

Appel de la part de la Société commettante de Derbez. Le capitaine poursuivi, en vertu de l'article 2 de la loi du 10 mars 1891, fut acquitté par le tribunal maritime commercial comme non coupable de la faute reprochée. Cet acquittement fut utilisé en appel comme fin de non recevoir.

La Cour d'Aix confirma cependant le jugement du tribunal en reconnaissant à la juridiction civile le droit de reprendre les mêmes faits ayant servi à une poursuite criminelle tranchée par un acquittement, mais en les « étudiant et envisageant à un autre point de vue que celui sous lequel le tribunal maritime a eu à les apprécier, sans qu'il survienne aucune contradiction entre la sentence qu'il a rendue et celle que la Cour est appelée à émettre ». Or, dit la Cour, la demande en dommages-intérêts est fondée « non sur le délit qui a, en effet, disparu, mais bien sur une faute tout à fait différente dans son essence et dans sa portée juridique, même de celle que le législateur avait proclamée punissable, quoiqu'elle ne fût pas intentionnelle et que le jugement d'acquittement n'a pu avoir pour effet d'anéantir ».

Sur pourvoi de la Société commettante de Derbez, la Cour de cassation, Chambre civile, décide que le principe de l'autorité de la chose jugée n'est pas violé, que la déclaration écartant les délits prévus et punis par l'article 2 de la loi du 10 mars 1891 « n'implique pas nécessairement l'inexistence de ces faits et n'exclue pas forcément le simple quasi-délit prévu par les

articles 1382-1383 du Code civil. Qu'en conséquence, la décision du tribunal maritime commercial de Marseille et l'action en dommages-intérêts intentée par la Société du Crédit Foncier Colonial contre la Société générale de transports maritimes à vapeur, comme civilement responsable de l'abordage du voilier *Adèle* par le vapeur *Les Andes*, n'étaient donc pas inconciliables.

« Dès lors, en accueillant cette action pour le motif que, sans avoir un caractère punissable, les actes du capitaine Derbez pouvaient constituer un quasi-délit, l'arrêt attaqué n'a pas porté atteinte au principe de l'autorité due à la chose jugée (1). »

Les autres arrêts en cette matière sont tous dans le même sens : l'affirmation catégorique de la dualité des fautes, et la même conséquence au point de vue de la chose jugée qu'en matière d'homicide et blessures involontaires.

Nous n'avons rien à ajouter à ce que nous avons dit antérieurement sur cette question ; aussi croyons-nous superflu d'insister davantage sur la jurisprudence en matière d'abordage.

SECTION II

La jurisprudence favorable à l'assimilation des fautes.

§ 1. — HOMICIDE ET BLESSURES PAR IMPRUDENCE.

Un revirement s'est produit dans la jurisprudence de la Cour de cassation, marqué par l'arrêt de la Chambre civile du 18 décembre 1912 (2).

D'où, jusqu'à ce jour, la Cour de cassation a affirmé maintes fois qu'un individu acquitté à raison d'un crime ou d'un délit commis par imprudence, peut néanmoins être condamné par le juge civil à réparer le dommage causé, parce qu'une faute d'im-

1. Cass. civ., 30 nov. 1898. D. P. 99.1.79.

2. D. P. 1915.1.17 note L. S. ; S. 1914.1.249 note Morel.

prudence peut être assez grave pour engendrer la responsabilité civile, sans cependant être d'une gravité assez prononcée pour motiver l'application des dispositions de la loi pénale, elle revient sur sa jurisprudence antérieure et assimile les deux fautes d'imprudence. Il n'y a plus pour la Cour de cassation une imprudence civile et une imprudence criminelle qui diffèrent entre elles soit par leur nature, soit par leur degré de gravité. Les termes des articles 319 et 320 du Code pénal sont si compréhensifs, qu'ils ont la même sphère que ceux des articles 1382-1383 du Code civil.

On ne peut pas concevoir qu'il existe d'autres fautes que celles d'imprudence, maladresse, inattention, négligence ou inobservation des règlements à la base d'un crime ou d'un délit par imprudence. Ces faits étant écartés par l'acquiescement, aucun autre ne peut être invoqué pour motiver une condamnation civile en dommages-intérêts. En dehors de ces cinq fautes il n'y a que l'accident purement casuel et celui-là n'engendre aucune responsabilité pénale ou civile.

Telle est la nouvelle doctrine qui a été adoptée en 1912 par la Cour de cassation, après avoir été affirmée par quelques arrêts isolés de Cours et tribunaux.

Ce qui nous intéresse, c'est la conséquence que la jurisprudence a tirée de ce principe, relativement à la question de la chose jugée. C'est facile à deviner. Du moment qu'il y a identité entre la faute pénale et la faute civile, le juge correctionnel, qui par un jugement de relaxe écarte la première, a par là, nécessairement nié la deuxième. Le juge civil est lié par ce jugement de relaxe. L'autorité de la chose jugée s'oppose à ce que le même fait soit invoqué devant le juge civil comme base d'une action en dommages-intérêts.

Nous avons remarqué antérieurement, qu'une autre conséquence de l'unité ou de la dualité des fautes, se réfère à la prescription des deux actions. D'après les articles 3 et 368 du Code d'instruction criminelle, lorsqu'une action civile est exercée en vue d'obtenir réparation du dommage causé par un crime ou délit, cette action se trouve soumise à la même prescription que

l'action pénale, 10, 3 ou 1 an, suivant qu'il s'agit d'un crime, d'un délit ou d'une contravention.

Sous le système de la dualité des fautes, chacune de ces deux actions ayant à sa base une faute distincte de l'autre, la prescription de l'action civile ne suivait pas celle de l'action publique, mais se prescrivait par la prescription civile de 30 ans.

Mais sous le règne de l'unité des fautes, les dispositions des articles 3 et 368 du Code d'instruction criminelle sont scrupuleusement respectées, parce que la même faute est la base commune des deux actions.

L'arrêt de revirement par lequel la Cour de cassation adopte la doctrine de l'unité des fautes est intervenu dans une espèce de prescription.

* * *

Le 13 décembre 1902 le sieur Sibel, ouvrier maçon, tomba d'un monte-charge où il avait pris place pour exécuter un travail relatif à la construction d'une maison, dont ses patrons, les sieurs Laforge et Lacour avaient l'entreprise. Par jugement du tribunal civil de Saint Etienne, en date du 18 janvier 1904, ceux-ci furent condamnés à payer, en vertu de la loi du 9 avril 1898, une rente viagère. Le monte-charge avait été construit et établi par Brochet et Perchet, constructeur-mécaniciens à Saint-Etienne. La veille de l'accident, le monte-charge avait été calé avec des madriers, de manière à en interdire l'usage, et défense avait été faite au personnel de s'en servir. Cependant Claustre, ouvrier mécanicien à leur service, s'introduisit le 13 décembre dans le monte-charge avec l'ouvrier maçon Sibel, et dirigea la manœuvre. Laforge et Lacour, considérant Brochet et Perchet comme tiers responsables aux termes de l'article 7 de la loi du 9 avril 1898, de l'accident survenu à leur ouvrier Sibel, les assignèrent le 22 février 1906 en remboursement des condamnations contre eux prononcées par le jugement du 18 janvier 1904.

L'assignation étant postérieure de plus de 3 ans à l'accident, Brochet et Perchet prétendirent que la faute imputée à leur ouvrier Claustre constituait la faute spéciale prévue par les

articles 319 et 320 du Code pénal et que dès lors la prescription était acquise (art. 3 Code instr. crim.). Cette exception admise par un jugement du tribunal de Saint-Etienne en date du 24 décembre 1906 fut rejetée par arrêt de défaut de la Cour d'appel de Lyon, en date du 26 octobre 1907.

Sur l'opposition, cet arrêt fut maintenu exactement dans les mêmes termes par arrêt rendu le 10 février 1910.

Pourvoi en cassation par les sieurs Brochet et Deschamps (devenu légataire universel de Perchet) pour violation des articles 638 du Code d'instruction criminelle, 319, 320 du Code pénal, 1382-1383 du Code civil en ce que l'arrêt attaqué a déclaré les sieurs Brochet et Perchet civilement responsables des conséquences de la faute commise par leur employé Claustre, alors que, dans tous les cas, cette faute, cause de l'accident grave survenu au maçon Sibel, constituait le délit prévu par l'article 320 du Code pénal et alors que la prescription de 3 ans était acquise lorsque l'action en responsabilité a été introduite.

Voici l'arrêt rendu par la Chambre civile de la Cour de cassation, le 18 décembre 1912 :

« Attendu, d'une part, que les prescriptions établies par les lois criminelles, s'appliquent aux actions civiles en responsabilité d'un dommage toutes les fois que ces actions ont réellement et exclusivement pour cause un crime, un délit ou une contravention. Attendu, d'autre part, que les articles 319 et 320 du Code pénal punissent de peines correctionnelles quiconque, par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements a commis involontairement un homicide ou causé des blessures *sans que la légèreté de la faute commise puisse avoir d'autre effet que celui d'atténuer la peine encourue.*

« Attendu que l'arrêt attaqué déclare que l'accident dont Sibel, ouvrier de Laforge et Lacour, a été victime le 13 décembre 1902 est dû à la faute incontestable de Claustre, ouvrier de Brochet et Perchet, qui s'est introduit avec Sibel dans un ascenseur dont les guides n'étaient pas fixées et dont l'accès lui avait été interdit ; qu'il ajoute, il est vrai, que si la veille l'ascenseur avait été calé avec des madriers pour en empêcher l'usage, des inconnus les

avaient enlevés et que Claustre a pu croire que la défense de s'en servir était levée ; que l'arrêt en conclut que la faute de Claustre ne saurait être considérée comme constituant un délit, mais qu'elle n'en présente pas moins le caractère reprehensible qui constitue le quasi-délit défini par l'article 1382 du Code civil ; qu'il rejette en conséquence l'exception de prescription opposée par Brochet et Perchet, les patrons de Claustre, à la demande dirigée contre eux par Laforge et Lacour, les patrons de Sibel, en remboursement des indemnités qu'ils ont dû payer à leur ouvrier à la suite de l'accident.

« Mais, attendu que, si atténuée que fût la faute retenue à la charge de Claustre, elle n'en constituait pas moins, telle qu'elle était précisée par l'arrêt, une imprudence passible des peines édictées par l'article 320 du Code pénal et que l'arrêt ne relève, en dehors de cette imprudence même, aucune autre circonstance de laquelle puisse découler la responsabilité de Brochet et Perchet. D'où il suit qu'en statuant comme il l'a fait, l'arrêt attaqué a violé l'article sus-visé (638 C. d'instr. crim.). »

« Par ces motifs et sans qu'il soit besoin de statuer sur les deux premiers moyens du pourvoi, casse... et renvoi devant la Cour de Grenoble. »

La Cour de cassation affirme donc nettement dans cet arrêt que « si atténuée que fût la faute retenue à la charge de Claustre, elle n'en constituerait pas moins, telle qu'elle était précisée par l'arrêt, une imprudence passible des peines édictées par l'article 320 du Code pénal... » ; c'est la théorie de l'assimilation des fautes.

Par cet arrêt elle a tracé la nouvelle voie dans laquelle devait, par la suite, s'engager la question de l'autorité de la chose jugée au criminel sur l'action civile en dommages-intérêts.

Désormais, quand la faute pénale des articles 319 et 320 du Code pénal a été écartée, la faute civile l'a été aussi par cela même : l'homicide, les blessures, les coups involontaires dépouillés du caractère pénal n'ont pas subsidiairement le caractère de quasi-délit ; ils ne peuvent l'avoir que si la faute alléguée a une cause juridique distincte, indépendante de celle qui

avait été relevée comme prévue par les termes des articles 319 et 320 du Code pénal.

* * *

En matière de prescription, comme en matière d'acquiescement, la possibilité de demander à la juridiction civile des dommages-intérêts, dépend de la portée que l'on attribue aux articles 319 et 320. Admettant que les faits énumérés par ces textes comprennent toute faute non intentionnelle, les juges civils ne pourront relever à la charge du défendeur une faute engageant sa responsabilité civile, en vertu des articles 1381-1383 du Code civil. Cette décision violerait la chose jugée parce qu'elle aura à sa base le fait même qui constitue de délit d'homicide ou de blessures involontaires prescrit ou écarté par le juge criminel.

Dans l'espèce, l'action publique était prescrite. En admettant le principe de l'unité des fautes, c'est le principe de l'unité de prescription de l'action publique et de l'action civile admis par les articles 2, 638 et 640 du Code d'instruction criminelle qui s'oppose à ce que, passé le délai de la prescription du délit pénal, une poursuite civile puisse être engagée contre l'auteur du fait dommageable.

* * *

Etudions quelques espèces.

Le chauffeur Lévêque, préposé de la Compagnie générale des services automobiles Météor, a été poursuivi devant le tribunal correctionnel de la Seine pour blessures par imprudence, causées à la demoiselle Merlier, en conduisant sa voiture à une vitesse exagérée. Par le jugement du 10 décembre 1909, passé en force de chose jugée, Lévêque a été acquitté par le motif que la prévention n'était pas suffisamment établie. Appelée à se prononcer sur la demande en dommages-intérêts formée devant la juridiction civile par la demoiselle Merlier contre la compa-

gnie Météor, la Cour de Paris constate que Lévêque a conduit sa voiture à une vitesse qui, sans être exagérée, ne lui permettait pas d'être maître de sa direction, en présence d'un obstacle subit, toujours à prévoir ; elle en conclut que la faute de Lévêque, si elle ne présente pas le caractère d'un délit, doit être considérée, tout au moins, comme un quasi-délit visé par l'article 1382 du Code civil. En conséquence, la Cour d'appel de Paris rejette l'exception de chose jugée opposée par la Compagnie Météor à la demande de la demoiselle Merlier, et la condamne à lui payer des dommages-intérêts pour le préjudice causé.

Pourvoi de la Société Météor contre cet arrêt, et à l'occasion de son jugement, la Chambre civile de la Cour de cassation pose le principe de sa nouvelle doctrine :

Vu l'article 1351 :

« Attendu, d'une part, que les décisions de la justice criminelle ont, au civil, l'autorité de la chose jugée à l'égard de tous ; attendu, d'autre part, que les articles 319-320 du Code pénal punissent de peines correctionnelles quiconque, par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements a causé involontairement des blessures *sans distinguer suivant la gravité de la faute commise* ; d'où il suit que, lorsque la juridiction correctionnelle a acquitté un prévenu des blessures involontaires, le juge civil ne peut, sans contredire la chose jugée, le condamner à des dommages-intérêts envers la partie qui se prétend lésée, si celle-ci ne relève contre lui, en dehors de l'imprudence et de l'inobservation des règlements, aucune autre circonstance de nature à engager sa responsabilité. »

« Attendu que, si atténuée que soit la faute retenue à la charge de Lévêque, elle n'en constitue pas moins telle qu'elle est précisée, une imprudence et une contravention à l'article 14 du décret du 10 mars 1899, qui prescrit aux conducteurs d'automobiles de rester constamment maîtres de leur vitesse ; que l'arrêt ne relève, en dehors de cette imprudence et de cette contravention, qui sont passibles des peines édictées par l'arti-

de 320 du Code pénal, aucune autre circonstance de laquelle puisse découler la responsabilité de Lévêque; d'où il suit, qu'en statuant, comme elle l'a fait, la Cour de Paris a violé l'article ci-dessus visé... Casse (1). »

Toute la jurisprudence admet l'unité des fautes et par conséquent, tout acquittement prononcé en correctionnelle met obstacle à ce qu'une action civile en dommages-intérêts puisse être intentée postérieurement.

Il en est ainsi en cas d'accident de chemin de fer et de tramway. L'article 19 de la loi du 15 juillet 1845 « punissant de peines correctionnelles quiconque par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements aura involontairement causé, sur un chemin de fer ou dans les gares et stations, un accident qui aura occasionné des blessures *sans distinguer suivant la gravité de la faute commise* », lorsque la juridiction correctionnelle a renvoyé des fins de la poursuite un mécanicien de tramway prévenu du délit de blessures involontaires et la compagnie de tramways citée comme civilement responsable, l'action en dommages-intérêts formée devant le juge civil contre cette compagnie et fondée sur les faits mêmes qui ont été appréciés par la juridiction correctionnelle, est à bon droit rejetée par les juges civils, s'il n'est relevé en dehors de l'imprudence ou de l'inobservation des règlements et lois, aucune autre circonstance de nature à engager la responsabilité du prévenu acquitté et de la compagnie de tramways (2).

* * *

Le sieur Dulac et son invité Frédéric, chassaient ensemble sur les terres du château de Puisseaux; ils se trouvaient postés à l'affût à 64 mètres environ l'un de l'autre, sur le côté droit du chemin, pendant que les rabatteurs, parvenus à une distance de 200 mètres, traquaient le gibier dans leur direction. Un perdreau s'est levé, les rabatteurs avertirent les chasseurs

1. Cass. civ., 12 juin 1914. D. P. 915.1.19

2. Req., 12 juillet et 13 nov. 1917. S. 18-19.1.212.

par leurs cris et Dullac, d'un coup de feu abattit le gibier, qui vint tomber à 34 mètres de lui et à 30 mètres de Frédéric, tout proche de la ligne des deux chasseurs. Tenant compte de la vitesse et de la hauteur acquises au cours du vol déjà prolongé, on doit conclure que le perdreau avait été touché en avant de cette ligne. Soit par ricochet soit par une autre cause que la Cour n'a pu établir, un grain de plomb est venu frapper à l'œil droit Frédéric, qu'on vit défaillir et dont la blessure grave donnait lieu à craindre qu'il n'ait par les suites de cet accident, définitivement perdu l'usage de l'œil blessé.

Le parquet de Montargis s'est abstenu d'intenter contre Dulac des poursuites correctionnelles. Passés trois ans, Frédéric, intentant une action civile en dommages-intérêts, se voit opposer par Dulac l'exception de prescription. Nous savons que l'action pénale et l'action civile nées du même crime ou délit, se prescrivent par le même laps de temps.

La Cour d'Orléans fit droit à la demande en dommages-intérêts de Frédéric en rejetant l'exception de prescription pour les motifs suivants :

« Attendu que Dulac, plus maître de lui-même, eût tiré un peu plus tôt ou un peu plus tard, et que dans de pareilles conditions son léger manque de sang-froid suffit pour engager sa responsabilité civile vis-à-vis de Frédéric à raison du dommage par lui souffert. »

« Mais attendu qu'il est impossible de trouver dans les circonstances du litige, justement appréciées, les éléments constitutifs d'une imprudence qualifiée et nécessaire pour caractériser le délit de blessures par imprudence, etc. etc.

« En conséquence, l'action civile en réparation du préjudice causé à la personne blessée, est soumise à la prescription trentenaire du Code civil et non pas à la prescription triennale du Code d'instruction criminelle. »

Autrement dit, une faute quelconque ne suffit pas pour engager la responsabilité pénale de son auteur; il faut une faute suffisamment grave, qui dénote chez son auteur une imprévoyance et une légèreté impardonnables. Autrement,

il ne peut y avoir place que pour la responsabilité civile.

Recours en Cassation et la Chambre civile n'admit pas le raisonnement de la Cour d'Orléans.

« Attendu — dit la Cour de cassation — que les articles 319 et 320 du Code pénal punissent de peines correctionnelles qui-conque par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements a commis involontairement un homicide ou causé des blessures *sans que la légèreté de la faute commise puisse avoir d'autre effet que celui d'atténuer la peine encourue.* »

« Que si atténuée que fut la faute retenue à la charge de Dulac, elle n'en constituait pas moins, telle qu'elle était précisée par l'arrêt, une imprudence passible des peines édictées par l'article 320 du Code pénal et que l'arrêt ne relève, en dehors de cette imprudence même, aucune autre circonstance de laquelle puisse découler la responsabilité de Dulac. »

« D'où il suit qu'en statuant comme il l'a fait, l'arrêt attaqué a violé l'article 638 du Code d'instruction criminelle. »

* * *

Dans une autre espèce, il fut décidé que lorsque le propriétaire d'une salle louée à une société coopérative a été, à raison de l'effondrement du plancher survenu au cours d'une réunion publique tenue dans la salle, poursuivi pour blessures par imprudence occasionnées à certains auditeurs, a été relaxé par le motif qu'aucune clause du bail passé avec la coopérative n'obligeait le propriétaire « à construire le plancher en prévision de l'affectation de la salle à des réunions publiques ; que ce plancher avait été établi dans des conditions normales et que, s'il s'est écroulé, la cause en est due au poids excessif dont il a été chargé, sans que le propriétaire en ait été avisé et sans qu'il ait été pris aucune mesure de précaution », la juridiction civile ne peut déclarer recevable et fondée l'action civile en responsabilité exercée contre le propriétaire, en se fondant d'abord sur ce que la décision correctionnelle n'a pas absolument tranché

dans le sens de la négative la question de la responsabilité civile, en déclarant ensuite que dans le silence du bail, la société coopérative avait le droit de réunir dans la salle un nombre de personnes en rapport avec ses dimensions, et que l'accident avait pour cause « l'insuffisance des sommiers sur lesquels reposaient les solives » et en concluant de là qu'il y a eu vice de construction.

« En relaxant le propriétaire de la prévention basée sur les articles 319 et 320 du Code pénal, l'arrêt correctionnel avait par là-même exclu la responsabilité civile invoquée par la même cause et à raison des mêmes faits », et « que la faute retenue par l'arrêt attaqué, repose identiquement sur les moyens qui avaient été examinés et définitivement appréciés par les juges correctionnels ; qu'en contredisant, comme il l'a fait, leurs constatations tant sur l'interprétation du bail que sur l'existence du vice de construction, ledit arrêt a violé l'article 1351. [Dupuy c. Soc. coop. La Revanche du Prolétariat] (1).

* * *

Nous attirons l'attention sur les arrêts de la Cour de cassation en matière d'accidents d'automobile, parce qu'ils seront nécessaires pour nous rendre compte du revirement particulièrement intéressant qui s'est produit en cette matière en 1924.

La Chambre des requêtes par plusieurs arrêts et la Chambre civile, appliquent au cas de blessures involontaires causées à la suite d'un accident d'automobile, la même règle qu'aux autres accidents (2).

Nous verrons que le revirement est basé sur ce que la jurisprudence tire de l'article 1384 1^{er} alinéa une présomption de faute contre le gardien d'une chose inanimée.

La présomption de faute existe déjà dans la jurisprudence antérieure à 1924 ; c'est ainsi que la Chambre civile déclare,

1. Cass. civ., 23 mai 1916. D. P. 20.1.26.

2. Req., 17 janv. et 13 nov. 1917 ; Civ., 10 juin 1918. D. P. 22.1.52 ; Civ., 28 mars 1916, D. P. 920.1.25.

par un arrêt du 21 janvier 1919 [D. P. 22.1.25] une compagnie de chemins de fer responsable du dommage occasionné par l'explosion due à une cause demeurée inconnue, de l'une de ses locomotives. La Chambre des requêtes, par un arrêt du 28 juin 1920 [D. P. 22.1.25], décide que la même responsabilité incombe à un industriel en cas d'explosion résultant d'une cause inconnue, des grenades renfermées dans l'usine et placées sous sa garde. Et la Chambre civile, par un arrêt du 15 mars 1921, établit cette présomption de faute contre une compagnie de chemins de fer et la déclare responsable du dommage occasionné à la propriété d'un tiers, par l'incendie dû à une cause restée inconnue, qui s'est déclaré dans des fûts de résine entreposés dans une gare et dont la compagnie avait la garde en qualité de transporteur.

Mais la Cour de cassation ne tire aucune conséquence de cette présomption de faute, au point de vue de la chose jugée. Cette conséquence sera, après 1924, la suivante : la présomption de faute ne pouvant être écartée que par la preuve d'un cas fortuit d'une force majeure ou faute imputable à une cause étrangère, l'acquittalment pénal ne met pas obstacle à une poursuite civile, parce que le juge criminel déclarant qu'aucune faute n'est imputable au prévenu, celui-ci reste néanmoins civilement responsable, tant qu'il n'a pas fait la preuve de l'un de ces trois faits qui seuls l'exonèrent de la responsabilité civile.

L'article 1384 fut cependant invoqué dans l'espèce Cagnes c. Soler.

L'ouvrier Cagnes était occupé à des travaux de ravalement pour le compte du tâcheron Torres, lorsque l'échafaudage sur lequel il se trouvait s'étant rompu, il fit une chute et se tua. L'entrepreneur Soler, propriétaire de l'échafaudage, fut poursuivi pour homicide par imprudence et acquitté. Le tribunal civil et la Cour d'Alger rejetèrent la demande en dommages-intérêts formée par la veuve de Cagnes, par le motif qu'elle n'offrait pas de prouver à la charge de Soler l'existence d'une faute distincte des faits ayant motivé la procédure pénale et écartés par le juge criminel, qui avait déclaré que dans la confection de l'échafaudage Soler n'avait commis ni maladresse,

ni imprudence, ni inattention ou inobservation des règlements.

Pourvoi en cassation de la part de la veuve Cagnes. L'accident étant causé par le fait d'une chose inanimée, la présomption de faute de l'article 1384, 1^{er} alinéa fut invoquée.

La Cour de cassation évita cependant de prendre position sur ce terrain. Elle se contenta simplement d'écarter ce motif, pour le motif que l'échafaudage n'était pas, au moment de l'accident, sous la garde de Soler, mais de Torres, patron de Cagnes.

* * *

La Cour de Lyon, par un arrêt du 3 juin 1920, va encore plus loin et déclare que les décisions des Conseils de guerre acquièrent l'autorité de la chose jugée au même titre et dans les mêmes conditions que les décisions des autres juridictions répressives. Et en conséquence, lorsqu'un conseil de guerre a acquitté un prévenu d'homicide par imprudence, le juge civil ne peut, sans contredire la chose jugée, le condamner à des dommages-intérêts envers la partie lésée (1).

C'est très curieux. Les décisions des Conseils de guerre ne sont pas motivées, elles ont les mêmes caractères que les acquittements prononcés par les Cours d'assises à la suite d'un verdict négatif du jury. On ne sait pas ce que le jury ou le conseil de guerre a écarté par sa réponse négative. La seule chose certaine, est qu'il nie la criminalité ; mais que dire de la matérialité du fait ou de la participation du prévenu à ce fait ?

Nous renvoyons aux explications données au chapitre consacré aux Cours d'assises.

D'ailleurs la jurisprudence a eu la même attitude à l'égard des jugements émanant d'une autre instance exceptionnelle, le tribunal maritime commercial, compétent en matière d'abordage de navires.

En somme, le résultat auquel avait abouti la doctrine de l'unité des fautes peut être résumé en quelques mots : Le

1. Lyon, 3 juin 1920. D. P. 21.2.5.

hasard ayant fait d'un homme une victime malheureuse, laissons le hasard lui donner satisfaction. Pitoyable sort pour les pauvres victimes : inéquitable et inhumain résultat d'un principe juridique.

* * *

Il convient d'ajouter que même pendant cette période, rien ne s'oppose à ce que la demande civile soit admise, si elle est basée sur une autre cause que la poursuite du ministère public.

Dans ce cas, le juge civil ne méconnaît rien de ce qui a été certainement et nécessairement jugé par le juge de répression ; il ne décide rien d'inconciliable avec ce qui a été jugé au criminel.

Ainsi l'acquittement dont a bénéficié le mécanicien d'un train pour le motif que l'accident n'était dû qu'à la propre faute de la victime, qui n'avait pas ralenti la vitesse de bicyclette à la traversée d'un passage à niveau, ne s'oppose pas à ce que la Compagnie de chemins de fer soit condamnée à des dommages-intérêts, à raison de la faute qu'elle avait commise de ne point signaler aux passants l'existence du passage à niveau et de la voie ferrée, en plaçant un poteau indicateur, ou tout au moins une plaque indicatrice.

Il en est de même dans tous les cas où le juge criminel a eu à statuer sur un fait déterminé considéré comme cause de l'accident. Par son acquittement, écartant ce seul fait, la victime peut prétendre à démontrer devant le juge civil une autre faute qui n'a pas été envisagée par le juge criminel et qui peut former la base d'une condamnation civile.

§ 2. — LE DÉLIT D'ABORDAGE.

La jurisprudence relative au délit d'abordage a subi la même évolution que celle relative aux blessures et à l'homicide par imprudence. C'est pendant la période de 1912 à 1924 que le principe de l'unité des fautes est adopté par la Cour de Cassation.

Les fautes non intentionnelles de l'article 2 de la loi de 1891 une fois écartées par le juge de répression, ne peuvent plus être reprises comme de simples quasi-délits et motiver une condamnation civile.

Les termes employés par ce texte sont si compréhensifs, qu'ils contiennent tout fait quelconque non intentionnel ; la portée de ces expressions est aussi vaste que celle des termes employés par les articles 1382-1383 Code civil. Par conséquent, le tribunal maritime commercial, en acquittant un capitaine de navire accusé d'un abordage, en déclarant qu'aucune faute n'a été commise par lui, a par là même, écarté toute responsabilité à la charge du prévenu, même la responsabilité civile qui a à sa base les mêmes faits, par nature et gravité, que la faute pénale.

Un abordage s'était produit en 1909 au large de Marseille entre « La Ville d'Alger » capitaine Cazalis de la Compagnie générale Transatlantique et « L'Orléanais, » capitaine Sagols de la Société générale des transports maritimes à vapeur. Cet abordage causa des dégâts matériels aux deux bâtiments et « l'Orléanais » coula à son entrée au port de la Joliette.

Le capitaine Sagols fut condamné par le tribunal maritime commercial de Marseille, comme auteur de cet abordage, pour avoir contrevenu aux règles prescrites pour prévenir les abordages, alors que le capitaine Cazalis fut déclaré non coupable.

Deux instances distinctes furent ouvertes postérieurement : d'une part les deux Compagnies de navigation s'assignèrent réciproquement devant le tribunal commercial de Marseille pour la réparation des dommages résultant de l'abordage ; d'autre part le destinataire d'un colis postal transporté par « la ville d'Alger » assignait devant le tribunal civil de la Seine la Compagnie générale Transatlantique en paiement d'une indemnité pour la perte du colis.

Dans les deux procès, la Compagnie générale se retrancha derrière le jugement du tribunal maritime commercial, qui avait déclaré son capitaine non coupable de cet abordage.

La Cour d'Aix avait cependant trouvé des fautes à la charge

de Cazalis : excès de vitesse et manœuvre maladroite, fautes qu'elle estima suffisantes pour engager la responsabilité civile de la Société sa commettante. L'excès de vitesse fut également retenu par le tribunal civil de la Seine.

Recours en cassation. Les deux pourvois furent tranchés à la même audience et dans des termes identiques.

« Attendu — dit la Cour de cassation — d'une part, que les règles édictées par le règlement du 21 février 1897 ayant pour objet de prévenir les abordages en mer, annexé au décret du même jour, notamment celles concernant le ralentissement de vitesse et le changement de route de manœuvre au moment d'un danger immédiat de collision, sont prescrites sous les sanctions et pénalités de la loi du 10 mars 1894. »

« Que d'après ce règlement les capitaines doivent tenir compte de tous les dangers de la navigation, ainsi que des circonstances; et que l'article 29 dans les termes les plus généraux, les rend responsables « d'une négligence quelconque au sujet de toute précaution que commandent l'expérience et les nécessités du moment. »

« Attendu, d'autre part, que les prétendues fautes imputées au capitaine Cazalis constituaient des infractions au règlement précité; qu'elles ont été certainement comprises dans l'inculpation pénale et nécessairement examinées par le tribunal maritime commercial; que ce tribunal l'ayant acquitté et ayant en même temps décidé que seul le capitaine Sagols était l'auteur du délit, a par là même affranchi le capitaine Cazalis de toute responsabilité (1). »

C'est donc la consécration de la théorie de l'unité des fautes. Cependant un autre arrêt de la même Chambre de la Cour de cassation a tranché différemment une question analogue et cet arrêt fut considéré un moment comme un revivement de la jurisprudence.

Attendu dit cet arrêt que pour acquitter le patron du bateau Jean, le tribunal maritime commercial s'est borné à déclarer

1. Cass. Civ. 22 oct. 1919. S. 21.1.17 note Morel.

qu'il n'était pas coupable du défaut de *vigilance*, que d'une telle déclaration il n'en résulte pas nécessairement que ce patron n'ait absolument commis aucune faute ayant concouru à causer l'abordage et qu'il ait pris toutes les précautions propres à le prévenir, qu'elle n'exclut pas forcément le principe quasi-délit prévu par l'article 1382 du Code civil et donnant ouverture à une action en dommages-intérêts (1). »

La Cour de cassation casse l'arrêt qui a rejeté l'action en dommages intérêts contre le patron, intentée par l'armateur du bateau qui avait éprouvé des avaries par suite de l'abordage sous prétexte qu'il y avait chose jugée par le tribunal maritime commercial, mettant un obstacle invincible à ce qu'une autre juridiction puisse être saisie des mêmes faits envisagés dans les mêmes conditions et circonstances, mais autrement qualifiés.

Cet arrêt ne constituait pas un revirement : il n'admettait pas la dualité des fautes, mais appliquait simplement le principe d'après lequel, dans le cas où le juge de répression n'écarte par son acquittement qu'une faute déterminée, l'action civile peut-être basée sur une faute distincte; la chose jugée est ainsi respectée. La Cour de cassation a simplement affirmé que l'expression de « défaut de vigilance » n'a pas un sens assez large pour comprendre toute faute quelconque comme, le prétend M. Morel dans sa note. Que l'acquittement fondé sur ce que le capitaine n'est pas coupable du défaut de vigilance n'exclut pas nécessairement toute faute et ne signifie pas que ce capitaine ait pris toutes les précautions nécessaires. Il peut donc être condamné civilement à raison d'une faute non écartée par le jugement criminel sans que l'autorité de la chose jugée soit violée. (Voir dans le même sens Rouen 1 février 1921 D. P. 22.2.74).

La jurisprudence de Cour d'appel a suivi exactement la voie indiquée par la Cour de Cassation.

1. D. P. 20 1.25. S. 21.1.17 note Morel.

* * *

En regardant de plus près les divers arrêts qui sont intervenus au cours de cette deuxième période en matière d'abordage; on pourrait douter qu'il y ait eu un véritable revirement depuis 1912, au point de vue de la chose jugée.

Dans l'arrêt de la Chambre civile du 4 mars 1919 cette autorité a été écartée parce que la Cour de cassation a estimé que la déclaration du tribunal maritime commercial que « le capitaine n'était pas coupable du défaut de vigilance » n'exclut pas l'existence de toute autre faute susceptible d'engager, sa responsabilité, même pénale; à plus forte raison ne peut elle exclure un simple quasi-délit.

Dans les deux arrêts du 22 octobre 1919, l'exception de chose jugée fut accueillie; l'acquiescement était motivé sur ce que le capitaine était « non coupable d'avoir occasionné l'abordage, en contrevenant aux règles prescrites par les décrets en vigueur »; or, en matière de contravention il n'y a pas de degrés dans la faute, donc, toute faute possible a été écartée par le juge de répression. La situation du demandeur dans l'action civile, était aussi difficile: c'était justement le commettant du capitaine condamné comme coupable de l'abordage. A son égard, l'acquiescement avait sûrement autorité de chose jugée; il ne pouvait plus démontrer son innocence et prétendre que c'est l'autre capitaine qui était coupable du délit.

Dans une autre espèce, la Cour de cassation avait accueilli cette exception, parce que l'acquiescement était basé non seulement sur ce que les faits incriminés n'avaient pas le caractère délictueux, mais encore sur ce que l'abordage ne pouvait être imputé au prévenu.

Il dépendait donc des termes employés par les juges des tribunaux maritimes commerciaux pour motiver leurs jugements, pour savoir si une condamnation civile était encore possible.

La question de la forme dans laquelle ces jugements sont rendus, n'a été discutée dans aucun de ces arrêts.

C'est un arrêt de la Chambre des requêtes du 8 novembre

1921 qui décide que le capitaine ne peut, à raison des mêmes faits, être assigné devant la juridiction commerciale ordinaire, encore que la décision du tribunal maritime commercial *ne contienne aucun motif et ne soit pas exclusif de l'existence d'un quasi-délit*.

C'est en vérité trop d'autorité attachée à un jugement non motivé, émanant d'un tribunal dont les juges sont des pairs des accusés, trop souvent portés à être d'une indulgence excessive.

Ils ne prononcent un verdict affirmatif que si la faute leur semble assez grave pour mériter une peine. Ils établissent pratiquement une hiérarchie dans la faute, justement cette hiérarchie qui est exclue du moment qu'on adopte la doctrine de l'unité des fautes.

Heureusement, le revirement qui s'est produit en 1924 a mis fin à cet excès d'autorité attribué aux décisions des tribunaux maritimes commerciaux.

SECTION III

Jurisprudence actuelle.

§ 1. — JUGEMENTS NON MOTIVÉS.

Dans l'étude des deux phases antérieures de la jurisprudence, notre tâche était considérablement facilitée par ce que la Cour de cassation avait adopté franchement, soit le système de la dualité des fautes, soit celui de l'unité, et avait tiré d'ici les conséquences relatives à la question de la chose jugée. Indépendance très large du juge civil dans la première période, influence absolue des jugements criminels sur l'action civile dans la deuxième.

Dans les deux cas, la Cour de cassation affirmait catégoriquement son point de vue.

Toute autre est la situation de la jurisprudence actuelle.

Inaugurée par deux arrêts de 1924, elle a suscité de vives discussions et polémiques dans la doctrine et au jour où nous

sommes, la Cour de cassation est loin d'avoir pris une attitude qui nous permette de dire qu'elle est revenue à sa doctrine antérieure à 1912, celle de la dualité des fautes.

Un revirement général ne s'était pas produit en 1924, comme le croyaient voir M. Ripert et M. Essmein ; nous sommes aujourd'hui mieux placés que ces éminents juristes pour le constater.

La jurisprudence a fait d'importantes réserves en ce qui concerne l'influence de la chose jugée au criminel sur l'action civile, mais la brèche ainsi formée est loin de constituer un revirement général. Tant que la Cour de cassation n'adoptera pas de nouveau la théorie de la dualité des fautes, et c'est justement sur ce point qu'elle a évité de prendre une position nette, on ne pourra pas parler d'un revirement général. Dès qu'elle se trouvait en présence de ce problème, elle avait recours à diverses voies détournées pour aboutir au même résultat qu'avec le système de la dualité des fautes, mais elle évitait soigneusement de se prononcer à ce sujet.

Cette attitude de la Cour de cassation a eu comme premier résultat, une véritable anarchie qui régna parmi les juridictions inférieures, Cours et tribunaux, qui interprétèrent de manière différente l'attitude de la Cour de cassation et en tirèrent des conséquences diverses.

L'étude de la jurisprudence nous apprendra quelle est la véritable portée du prétendu revirement qui s'est produit en 1924 et quelles ont été les considérations juridiques qui ont exercé leur influence sur la Cour de cassation et sur notre question.

Le premier arrêt est intervenu en matière d'abordage.

Le 5 octobre 1917 le vapeur *Miguelon* capitaine Clapet a été coulé par le vapeur *Balkan* dans un chenal de sécurité au large de Marseille.

Le capitaine Clapet, déféré au tribunal maritime commercial du Havre sous prévention du délit d'abordage, fut déclaré à l'unanimité non coupable, le tribunal ayant répondu à l'unique question posée comme résultant des débats, que le fait ne constituait pas le délit prévu par l'article 6 de la loi de 1891.

Appelée à se prononcer sur une demande en dommages-intérêts, la Cour d'Aix [6 juin 1920], déclare que le capitaine Clapet a commis une faute en allumant des feux de navigation vert et rouge, sans munir de feu blanc le mât de misaine. Il avait donné à son vapeur *Miguelon* l'apparence trompeuse d'un voilier et provoqué ainsi la manœuvre qui a causé l'abordage. Elle condamne en conséquence Clapet et le sieur Levée, armateur, à payer des dommages-intérêts à fixer par état.

Pourvoi en Cassation motivé aussi sur la violation de la chose jugée, parce que les faits retenus par la Cour d'Aix étaient les mêmes que ceux écartés par le tribunal maritime commercial.

Le pourvoi fut rejeté dans les termes suivants :

« Attendu qu'en statuant ainsi, l'arrêt attaqué n'a point violé le principe qu'il n'est pas permis au juge civil de méconnaître ce qui a été jugé par le juge criminel. »

« Or, en effet, le jugement du tribunal maritime commercial, abstraction faite des motifs lesquels sont surabondants, *n'ayant statué qu'en ce qui concerne la culpabilité, il appartient à la Cour d'appel de rechercher si les faits ne constituaient pas un quasi-délit entraînant la responsabilité civile de l'auteur* » (1).

Ce revirement, en ce qui concerne le délit d'abordage, fut reçu avec des approbations unanimes et considéré comme très équitable.

En effet, c'est exagérer l'influence des jugements correctionnels sur l'action civile, que de l'attribuer aux décisions des tribunaux maritimes commerciaux et ceci pour plusieurs raisons.

Les jugements de ces tribunaux — en principe et en pratique — motivés, n'ont rien de commun avec les décisions des tribunaux correctionnels. Cette instance statue comme le jury, par réponses données à des questions posées. C'est seulement après la donnée des réponses que les motifs sont rédigés. Les motifs ne sont pas, à proprement parler, la cause de la réponse, mais plutôt sa justification.

1. Civ., 2 mai 1924. D. P. 25.1.12 note Ripert.

Il est donc évident que n'ayant pas la responsabilité de leurs décisions, les tribunaux maritimes commerciaux n'appliquent des sanctions que dans les cas où la faute reprochée au capitaine prévenu, leur semble assez lourde, et excusent souvent des fautes qui ne leur paraissent pas mériter une pénalité, quoique leur matérialité soit constante et le préjudice prouvé.

En répondant à des questions posées, le tribunal maritime ne juge et ne peut juger que sur la culpabilité morale du capitaine. A la question sur la culpabilité, il répond par *oui* ou *non* et ce qui est affirmé ou nié par sa réponse, ne peut être que la culpabilité morale, objet de la question posée.

Assez superficiel comme procédure, le tribunal maritime commercial est souvent privé aussi des preuves nécessaires pour pouvoir juger en entière connaissance de cause, parce que les preuves sont réunies au lieu de l'abordage, tandis que le capitaine prévenu est jugé au lieu de son quartier d'inscription. En outre, ce tribunal n'est pas compétent pour statuer sur l'action civile résultant de l'abordage. Seul le capitaine poursuivi est en cause ; l'armateur du navire abordé ne peut pas prendre part aux débats pour soutenir ses griefs contre l'accusé. Comment lui imposer les suites du procès dans lequel il n'avait pas la possibilité de défendre ses intérêts ?

Cette nouvelle interprétation fut confirmée par la Chambre des requêtes dans des termes identiques.

Le remorqueur *Audax* et le steamer *P. L. M. 8* étaient entrés en abordage le 1^{er} octobre 1918 au large de Saint-Pierre-en-Port ; leurs capitaines furent acquittés de la prévention du délit d'abordage par jugement du tribunal maritime commercial du Havre, passé en force de chose jugée.

A l'occasion d'une instance civile postérieure ouverte par la Société maritime nationale propriétaire du vapeur *Audax* contre les assureurs le « Comptoir maritime » et l'Etat français, la Cour de Paris, [13 juillet 1923] après avoir repris l'examen des circonstances de l'abordage, avait condamné le « Comptoir maritime » à payer l'indemnité d'assurance. Elle basait cette décision sur des constatations matérielles que le « Comptoir

maritime » prétendait, en contradiction avec le jugement du tribunal maritime commercial.

Pourvoi en cassation de la part du Comptoir maritime. Il fut rejeté par la Chambre des requêtes, qui reconnaît au juge civil le droit de reprendre les faits écartés en tant que constitutifs du délit d'abordage, par une déclaration de *non culpabilité*, pour lui accorder la qualification de quasi-délit (1).

La Chambre criminelle, par un arrêt du 17 février 1928 [D. H. 28.184] décide qu'il n'y a entre des poursuites exercées contre un capitaine de navire pour naufrage, devant le tribunal maritime commercial et celles intentées devant une juridiction correctionnelle pour homicide involontaire, aucune identité de cause ni d'objet et la décision de la première de ces juridictions ne saurait avoir autorité de chose jugée à l'égard de la seconde.

Comment donc accorder autorité au civil à une décision d'une instance correctionnelle qui n'a même pas autorité dans une autre instance correctionnelle ?

Les causes sur lesquelles est fondé ce refus d'autorité sont à plus forte raison évidentes, quand il s'agit de deux instances aussi différentes que le tribunal maritime commercial et le tribunal civil.

* * *

Le deuxième arrêt qui a marqué le revirement de la jurisprudence de la Cour de cassation est celui de la Chambre civile du 29 juillet 1924, relatif à une hypothèse d'acquittement prononcé par un Conseil de guerre en matière d'homicide par imprudence (2).

Pour mieux le comprendre il est nécessaire dès maintenant de donner quelques explications sommaires sur l'article 1384 et la présomption de faute que la jurisprudence en tire ; nous reviendrons amplement sur cette question dans le dernier chapitre.

La jurisprudence tire du texte de l'article 1384 1^{er} alinéa :

1. Req., 26 nov. 1924. D. H. 25.45.

2. Pandectes, 24.1.321 note Essmein ; D. P. 25.1.5 note Ripert ; D. H. 24.557.

« on est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde », une présomption de faute contre le gardien de la chose qui a causé le dommage.

Il ne suffit pas pour échapper à cette présomption de démontrer qu'on a commis aucune faute, mais seulement la démonstration d'un cas fortuit, d'une force majeure ou d'une cause étrangère qui ne soit pas imputable au gardien, peut la détruire.

La victime d'un accident causé par une chose inanimée qui nécessite une garde spéciale à raison de son caractère dangereux, n'a qu'à faire la preuve du dommage subi et du lien de causalité entre le fait de la chose et le préjudice, pour obtenir les dommages-intérêts demandés ; c'est au gardien de la chose de faire la preuve du cas fortuit, de la force majeure ou du fait étranger, qui ne lui soit pas imputable, pour détruire la présomption de faute et s'exonérer de toute responsabilité vis-à-vis de la victime.

Nous verrons la conséquence que la jurisprudence a tirée de cette présomption relativement à notre question.

Revenons à l'arrêt du 29 juillet 1924 [époux Bessières contre la Compagnie de voitures « L'Abeille »].

Le 11 juillet 1918 la dame Bessières, qui se trouvait dans sa boutique, fut renversée et gravement blessée par une voiture automobile appartenant à la Compagnie « L'Abeille » qui, par suite d'une embardée, était montée sur le trottoir, l'avait franchi, avait brisé la devanture et pénétré dans l'intérieur de la boutique.

Le chauffeur de la voiture, Saverne, mobilisé, alors en permission, fut acquitté par le Conseil de guerre de la prévention de blessures par imprudence.

Action en dommages-intérêts contre la Société l'Abeille, pour le motif qu'elle doit être responsable de l'accident, soit qu'elle ait eu tort de confier la voiture au chauffeur Saverne, soit qu'elle ait confié une voiture en mauvais état d'entretien ou sans examen préalable de son état.

La Cour d'appel de Paris, appelée par les époux Bessières à statuer sur cette demande, écarte le premier grief en se fondant sur ce que Saverne était porteur d'un permis de conduire, et commet des experts pour rechercher si l'accident n'était pas dû à un état défectueux de la voiture.

Il résulte du rapport des experts que l'accident ne pouvait être attribué au mauvais état de la voiture. L'article 1384, invoqué par la victime, fut écarté par la Cour de Paris, qui décida qu'aucune faute ne pouvant être reprochée à la Compagnie l'Abeille, la présomption de faute de l'article 1384 est détruite. Elle écarta également le quasi-délit de l'article 1382, puisqu'« il y a lieu d'observer que Saverne poursuivi devant le Conseil de guerre sous l'inculpation de blessures par imprudence, a été acquitté par jugement ayant acquis autorité de chose jugée ».

La Cour de Paris décide ainsi, que l'acquittement prononcé par le Conseil de guerre avait écarté toute maladresse, imprudence, négligence, inattention ou inobservation des règlements, bases communes de l'action pénale et de l'action civile ; qu'aucune condamnation civile à raison des mêmes faits n'est plus possible.

La Cour de cassation condamna cette opinion dans les termes suivants.

Vu l'article 1384 alinéa 1^{er} du Code civil.

« Attendu que la présomption de faute établie par cet article à l'encontre de celui qui a sous sa garde la chose inanimée qui a causé le dommage, ne peut être détruite que par la preuve d'un cas fortuit, d'une force majeure ou d'une cause étrangère qui ne lui soit pas imputable ; qu'il ne suffit pas de prouver qu'il n'a commis aucune faute ou que la cause du dommage est demeurée inconnue. »

« Attendu que l'arrêt attaqué décide que l'accident ne pouvant être attribué au mauvais état de la voiture automobile, aucune faute ne peut être retenue à la charge de la Compagnie « l'Abeille », qui détruit la présomption de faute pesant sur elle aux termes de l'article 1384 alinéa 1^{er} du Code civil ; qu'en statuant ainsi, il a violé l'article sus-visé. »

Au fond. Vu l'article 1351 du Code civil.

« Attendu que le principe d'après lequel les décisions de la justice criminelle ont au civil l'autorité de la chose jugée, doit être entendu en ce sens que le juge civil ne peut méconnaître ce qui a été jugé par le juge au criminel. »

« Attendu que l'arrêt attaqué déclare qu'il n'y a pas lieu de rechercher si l'accident est dû à la faute du chauffeur Saverne par le motif que celui-ci, poursuivi devant le Conseil de guerre sous l'inculpation de blessures par imprudence, a été acquitté par jugement passé en force de chose jugée. Mais attendu que le jugement du Conseil de guerre n'a statué qu'en ce qui concerne la culpabilité ; que dès lors il appartient à la Cour d'appel de rechercher si les faits ne constituaient pas un quasi-délit entraînant la responsabilité de l'auteur ; que dès lors l'arrêt attaqué a violé l'article ci-dessus visé. »

Pour ces motifs, casse.

Quelle est exactement la pensée de la Cour de Cassation exprimée par cet arrêt ?

Est-ce un retour à la théorie de la dualité des fautes, ou est-ce simplement la nature un peu spéciale de l'instance correctionnelle — conseil de guerre — qui a déterminé la Cour à prendre cette position ?

L'arrêt fut interprété par la doctrine ; une vive discussion s'engagea entre les auteurs qui prétendaient voir en lui un retour à la dualité des fautes, en lui attribuant une portée très large dans ce sens, et les autres auteurs qui se rattachaient à la nature spéciale de l'instance.

En vérité, en déclarant que la décision d'acquittement prononcée par une juridiction criminelle du chef de blessures involontaires, ne statue qu'en ce qui concerne la *culpabilité*, et qu'il appartient dès lors au juge civil saisi d'une demande en dommages-intérêts de rechercher si les faits ne constituent pas un quasi-délit entraînant la responsabilité de leur auteur, la Cour de cassation semblait revenir à l'ancienne distinction entre la faute pénale et la faute civile ; c'est cette formule que nous avons constamment trouvée dans les arrêts antérieurs en 1912.

Cette opinion était renforcée par ce, que dans l'espèce, la cassation du chef dont elle a eu lieu, n'était pas absolument nécessaire ; il y avait d'autres moyens susceptibles d'entraîner le même résultat.

L'influence de la chose jugée au criminel pouvait être écartée en vertu de la présomption de faute de l'article 1384 alinéa 1^{er} qui n'est pas détruite par la preuve de l'absence de faute, la seule qui pouvait résulter de l'acquiescement pénal. Or la Cour de Paris avait considéré la présomption de faute à la charge du gardien de la chose inanimée, comme susceptible d'être écartée par la preuve de l'absence de faute, ce qui était suffisant pour justifier la cassation de ce chef.

M. Ripert fait cette remarque dans la note au Dalloz, en disant que le conducteur du véhicule est responsable de ses fautes personnelles, par application de l'article 1382. Si une faute d'imprudence est relevée contre lui, la Compagnie encourt la responsabilité civile du commettant de l'article 1384 alinéa 3. Mais quand la Compagnie est poursuivie comme gardienne de l'automobile, il importe peu que le conducteur soit ou non en faute, puisque c'est une présomption de faute personnelle qui pèse sur le gardien. Il aurait dès lors été facile à la Cour de cassation d'écarter l'autorité de la chose jugée, puisque le jugement répressif avait eu à statuer sur la faute du conducteur et que la Cour d'appel avait statué sur la présomption de faute du gardien.

Il est donc remarquable, conclut M. Ripert, que la Cour de cassation n'ait pas simplement relevé pour écarter l'exception de chose jugée, le fait que la demande n'était pas entre les mêmes parties, ni fondée sur la même cause.

Si la Cour de cassation n'a pas cassé l'arrêt de ce chef, et a préféré employer l'ancienne formule — « attendu que le jugement du conseil de guerre n'a statué qu'en ce qui concerne la culpabilité ; que dès lors il appartient à la Cour d'appel de rechercher si les faits ne constituaient pas un quasi-délit entraînant la responsabilité de l'auteur... », c'est sûrement pour

marquer son intention de revenir au système de la distinction des fautes.

C'est de cette manière que fut interprété l'arrêt par M. Ripert et M. Essmein.

Il ne faut pas oublier que l'acquittement avait été prononcé par un Conseil de guerre qui ne motive pas ses décisions et que le pourvoi se fondait sur cette circonstance pour soutenir qu'il n'avait pas autorité de chose jugée. La doctrine admet généralement que les décisions d'acquittement de ce genre ne statuent que sur la culpabilité du prévenu, laissant entière liberté au juge civil de rechercher si les faits ne constituent pas un quasi délit entraînant la responsabilité de l'auteur ; c'est cette voie qui a été constamment suivie par la Cour de cassation en ce qui concerne les acquittements des Cours d'assises, même dans la période de 1912 à 1924, sous le règne de « l'unité ». M. Essmein prétend que le résultat visé n'est atteint, en ce qui concerne les jugements émanant du Conseil de guerre, qu'à condition qu'il n'y ait pas identité entre la faute pénale et la faute civile. Si on, en attribuant l'acquittement à l'absence de culpabilité, on se heurte encore à la chose jugée, empêchant l'action civile. C'est donc un retour à l'ancienne conception que marque cet arrêt.

M. Ripert va encore plus loin et attribue à la Cour de cassation une pensée qui ne résulte ni de l'arrêt du 29 juillet 1924, ni de sa jurisprudence postérieure.

M. Ripert dit dans sa note, que la Cour de cassation n'a même pas fait état du caractère particulier de la décision du tribunal répressif, acquittement non motivé prononcé par un Conseil de guerre. Elle a tenu à donner une formule susceptible de s'appliquer aux décisions de toutes les juridictions répressives et à affirmer que le jugement n'ayant statué que sur la culpabilité, il appartient au juge civil de rechercher si les faits ne constituent pas un quasi-délit, entraînant la responsabilité de l'auteur.

Cette formule abandonnée en 1912, conclut M. Ripert, est

donc reprise en 1924 ; la Cour de cassation revient donc à la doctrine des deux fautes.

Il suffit de lire l'arrêt pour voir qu'elle a fait état de cette circonstance particulière : — « attendu que le jugement du Conseil de guerre n'a statué qu'en ce qui concerne la culpabilité... » Cette affirmation est assez catégorique, c'est cette circonstance qui a déterminé sa décision.

Cette interprétation a été adoptée par M. Savatier, qui affirme encore que « les derniers arrêts (2 mai et 29 juillet 1924) n'ont pas manifesté une retraite ramenant la Cour de cassation à son point de départ » (1).

D'après M. Savatier, la Cour de cassation n'a établi aucune discrimination entre l'imprudence civile et l'imprudence pénale, elle a simplement refusé autorité au civil aux décisions émanant des juridictions qui ne les motivent pas, qui répondent seulement par un *oui* ou par un *non* à une question de culpabilité qui leur est posée.

Pourquoi attribuer à ces décisions plus d'autorité qu'aux verdicts du jury, qui sont obtenus par le même procédé ?

Peut-on savoir ce que le jury ou le Conseil de guerre a voulu écarter par sa réponse négative ? Est ce la négation du fait, la participation du prévenu, la criminalité de son intention, son manque de discernement etc... ?

En matière de Cour d'assises il y a un texte catégorique, l'article 338 du Code d'instruction criminelle qui permet à la Cour de prononcer une condamnation aux dommages-intérêts après l'acquittallement du prévenu, en considérant le fait imputé comme un simple quasi-délit.

Mais il y a une objection sérieuse à faire. La solution que nous venons d'indiquer et qui est légalement consacrée, s'applique au cas d'acquittallement à la suite d'une prévention pour un crime volontaire.

Si le jury écarte l'intention criminelle, il reste encore une faute non dolosive qui peut former la base d'une poursuite civile.

1. Note au D. P. 27. I. 145.

Mais en matière de délits non intentionnels, l'élément « dol ». « intention criminelle » n'existant pas, le juge criminel et le juge civil n'ont pas à statuer sur un fait dolosif, mais sur une faute non intentionnelle. Du moment que le juge criminel a acquitté le prévenu pour le motif qu'il n'a commis aucune faute, le juge civil ne peut reprendre le même fait et en former la base d'une condamnation civile, sauf en faisant appel à la doctrine de la dualité des fautes.

Une telle solution ne peut être justifiée par le fait que la décision émane d'un Conseil de guerre, ou d'un tribunal maritime commercial, et encore cette dernière juridiction motive ses décisions. c'est donc un retour à la doctrine des deux fautes, concluent MM. Ripert et Essmein.

Si ces deux arrêts que nous avons étudiés ne nous donnent pas un aperçu exact, précis, de la pensée de la Cour de cassation, peut-être en trouverons-nous un dans les arrêts plus récents. Vaine illusion ! Toutes les fois que la Cour de cassation a eu l'occasion de prendre une attitude nette, elle a évité de le faire.

Chaque fois, cependant qu'elle a eu à statuer sur l'influence au civil des acquittements des tribunaux maritimes commerciaux ou des Conseils de guerre, elle a employé la même formule : — « attendu que le jugement du Conseil de guerre ou du tribunal maritime, n'a statué qu'en ce qui concerne la culpabilité ; que dès lors il appartient à la Cour d'appel de rechercher si les faits ne constituaient pas un quasi-délit entraînant la responsabilité de l'auteur ». V. civ. 8 février 1926 [Gaz. Pal. 26.1.629] ; civ. 14 janv. 1925 et civ. 3 février 1925 [D. P. 26.1.189].

§ 2. — JUGEMENTS MOTIVÉS.

Voyons maintenant ce que la Cour de cassation a décidé en matière de jugements de relaxe émanant des tribunaux correctionnels ordinaires.

A la suite d'un accident d'automobile, le conducteur prévenu

de blessures involontaires, fut acquitté en raison de l'insuffisance de preuves. La victime intenta postérieurement une action en dommages-intérêts contre le commettant du chauffeur.

Le tribunal de commerce de Roanne admit cette prétention appuyée sur les articles 1382 et 1384 du Code civil ; mais la Cour de Lyon reforma ce jugement, jugeant que la relaxe en écartant la faute pénale, avait écarté également la faute civile des articles 1382 et 1383, qu'on ne saurait postérieurement admettre sans violer l'autorité de la chose jugée par le tribunal correctionnel. Elle déclara également l'article 1384 inapplicable en matière d'accident causé par une automobile qui se trouvait au moment de l'accident sous la conduite de l'homme.

La Chambre civile de la Cour de cassation cassa le 29 février 1928 l'arrêt de la Cour de Lyon dans les termes suivants (1) :

« Attendu que la Cour d'appel motive sa décision en ce qui concerne le chef de demande fondé sur l'article 1382 sur ce que le juge de première instance aurait méconnu l'autorité de la chose jugée attachée à la sentence d'acquiescement du préposé de Vignon. »

« Que relativement au chef de demande fondé sur l'article 1384 et à l'égard duquel le défendeur, n'était pas couvert par la précédente décision correctionnelle de relaxe, la Cour d'appel déclare que l'article 1384 du Code civil était sans application dans la cause... en quoi elle viole le texte de loi susvisé. »

« Et attendu que la cassation doit être totale par suite de l'indivisibilité du dispositif, par ces motifs et sans qu'il y ait lieu de statuer sur le deuxième moyen, casse. »

En déclarant que « relativement au chef de demande fondé sur l'article 1384, le défendeur n'était pas couvert par la précédente décision correctionnelle... » il semble que la Cour de cassation admet l'exception de chose jugée relativement au chef de demande fondé sur l'article 1382. C'est toujours le manque de précision dont la Cour de cassation donnait un nouvel exemple par cet arrêt, qui a permis à certains commentateurs de dire

que même dans ce cas il ne leur semble pas que le fondement de ce raisonnement soit le principe de l'unité des fautes, mais plutôt le fait que l'acquittement avait été prononcé « à raison de l'insuffisance des preuves » ; l'instance correctionnelle ayant en quelque sorte écarté l'existence même du fait, le juge civil était lié par cette constatation du juge criminel.

La majorité des délits non intentionnels étant produite par les automobilistes, la Cour de cassation applique, comme nous le verrons, l'article 1384 1^{er} alinéa. de sorte que nous ne trouvons plus d'arrêts qui puissent intéresser notre question.

Nous mentionnons, néanmoins, l'arrêt de la Chambre criminelle du 21 octobre 1926 qui intervint dans les circonstances suivantes (1) :

Un électricien, Fischer, s'étant introduit dans la salle d'un poste à transformation, avait touché des fils conducteurs d'énergie électrique et avait été grièvement brûlé au bras gauche.

Son chef de travail, le chef monteur électricien Wolf, ne lui avait pas donné l'ordre d'entrer dans cette salle, en outre Fischer n'avait rien à y faire et rien ne pouvait faire penser Wolf qu'il y entrerait ; de plus, il faut prendre en considération que la profession de Fischer ne lui permettait pas d'ignorer le danger auquel il s'exposait en touchant aux câbles électriques ;

Wolf fut poursuivi et condamné pour blessures par imprudence. Sa faute était de ne pas avoir interdit à Fischer, dont il n'ignorait pas la présence dans le voisinage immédiat, de monter au premier étage et de ne pas lui avoir donné les avertissements nécessaires à sa sécurité.

Le pourvoi de Wolf fut rejeté :

« Attendu — dit la Chambre criminelle — que la décision attaquée [Cour de Colmar] détermine le fait d'imprudence qui a motivé la déclaration de culpabilité et qu'il importe peu que Fischer fut placé ou non sous les ordres de Wolf, dès lors que ce dernier auquel incombait en qualité de chef monteur la direction d'un travail à effectuer dans un lieu d'accès dangereux,

avait l'obligation de mettre en garde les personnes qui se trouvaient à proximité, contre les périls auxquels elles pouvaient être exposées ou s'exposer elles-mêmes. »

« Attendu que, d'autre part, la constatation des faits d'imprudence, de négligence, d'inattention rentrent dans les attributions souveraines du juge du fait », etc.

La Cour de Colmar avait considéré une faute extrêmement légère et excusable, comme susceptible d'engager la responsabilité pénale de son auteur ; c'est un excès de sévérité qui ne peut provenir que de la doctrine de l'unité des fautes ; le juge criminel n'a pas à rechercher si la faute est grave ; du moment qu'elle existe, la responsabilité pénale de son auteur est en jeu.

Ce qui nous intéresse encore dans cet arrêt, c'est que la Cour de cassation, au lieu de déterminer la portée des articles 319 et 320 du Code pénal, parce qu'elle avait la possibilité et l'occasion de le faire et que tout le monde en sentait la nécessité ; s'interdit d'entrer dans l'analyse et l'appréciation du degré de la faute, en décidant qu'il appartient souverainement au juge du fait de constater les faits d'imprudence, de négligence, d'inattention.

Enfin, c'est un arrêt de la Chambre civile de la Cour de cassation, du 15 janvier 1929 qui vient justifier notre opinion, qu'aucun revirement ne s'était produit en 1924, ayant pour base un retour à la conception de la dualité des fautes.

C'est le principe de l'unité que la Cour de cassation continue à appliquer depuis 1912.

* * *

Le 15 avril 1923 une voiture de la Compagnie de tramways d'Annecy à Thônes, conduite par le mécanicien Derivaz, heurta un camion, appartenant à Serre et Mermillod ; ce dernier fut blessé et le camion avarié.

Dervivaz fut poursuivi par application de l'article 320 du Code pénal, comme responsable de cet accident, « pour n'avoir pas tenu compte des signaux qui lui étaient faits par les personnes

qui s'étaient portées au-devant du tramway et de n'avoir pas arrêté à temps sa voiture ».

La Compagnie des tramways étant appelée comme civilement responsable, fut renvoyée des fins de la plainte, par jugement du tribunal correctionnel en date du 30 mai 1923.

Derivaz et la Compagnie, assignés par Mermillod et Serre devant le tribunal d'Annecy en paiement d'indemnité à raison du préjudice causé par l'accident, ont opposé l'autorité de la chose jugée résultant du jugement d'acquittement du 30 mai 1923.

Le tribunal écarta ce moyen et ordonna l'enquête sollicitée par les demandeurs pour démontrer la faute de Derivaz. Sur l'appel de ce dernier et de la Compagnie, la Cour d'appel de Chambéry confirma la décision du tribunal par des motifs propres et en adoptant les motifs non contraires du tribunal.

Pourvoi en cassation pour violation de l'article 1351 du Code civil, de la chose jugée et des articles 319 et 320 du Code pénal, en ce que l'arrêt attaqué malgré la décision passée en force de chose jugée acquittant Derivaz, poursuivi pour blessures par imprudence, ordonne sur l'action civile de la victime de l'accident, la preuve des faits qui constitueraient des imprudences de la part de Derivaz et qui, s'ils étaient établis, iraient à l'encontre de l'acquittement précédemment prononcé.

La Chambre civile cassa l'arrêt de la Cour d'appel, le 15 janvier 1929, pour les motifs suivants (1) :

« Attendu que le principe, d'après lequel les décisions de la justice criminelle ont au civil l'autorité de la chose jugée, doit être entendu en ce sens, que le juge civil ne peut méconnaître ce qui a été jugé par le juge au criminel, que lorsque la juridiction correctionnelle a acquitté un prévenu de blessures involontaires, *la juridiction civile ne peut sans contredire la chose jugée, accueillir la demande en dommages-intérêts formée par la victime dans les termes des articles 1382 et 1383 du Code civil si celle-ci ne relève contre lui, en dehors des éléments cons-*

1. *Gaz. Pal.*, 29.298.

titutifs du délit prévu par l'article 320 du Code pénal, aucune autre circonstance de nature à engager sa responsabilité. »

« Attendu qu'il résulte du jugement confirmé et de l'arrêt attaqué, que les faits offerts en preuve tendaient à établir : 1^o la vitesse exagérée du tramway, supérieure à 20 kilomètres, et n'ayant permis à Derivaz de stopper qu'à 40 mètres du lieu de l'accident ; 2^o la position défectueuse du mécanicien assis sur un côté de sa machine, ce qui l'empêchait de surveiller la voie ; 3^o la faute de la Compagnie d'employer un mécanicien ne possédant plus la vision suffisante pour piloter une locomotive et qui a déjà causé de nombreux accidents ; 4^o le délabrement du matériel et le mauvais fonctionnement des freins ».

« Mais, attendu que, si le jugement de relaxe ne s'opposait pas à des poursuites civiles engagées contre la compagnie pour des faits dont le tribunal correctionnel n'avait point eu à connaître, il ne permettait pas d'engager une action civile contre Derivaz à raison de faits personnels constitutifs du délit, dont il avait été acquitté ; que notamment l'arrêt attaqué portant atteinte à l'autorité de la chose jugée, en admettant en preuve que l'accident était dû à une vitesse ne permettant pas l'arrêt à temps de la voiture, et aussi la position défectueuse du mécanicien sur sa machine, sans, de ce dernier chef, constater ou admettre en preuve que cette position n'était prise qu'en dehors de l'initiative de Derivaz ».

« Attendu qu'en ajoutant « qu'au surplus certains des faits cotés en preuve seraient, le cas échéant, de nature à entraîner la responsabilité découlant de l'article 1384 », ce motif imprécis de l'arrêt attaqué ne suffit point à justifier son dispositif à l'égard de Derivaz et de la compagnie, en tant que civilement responsable de son préposé, qu'ainsi l'arrêt attaqué, a dans son dispositif concernant Derivaz, violé l'article 1351. »

Par ces motifs,

« Casse et annule, mais seulement en ce qu'il a admis en preuve, des faits constitutifs du délit dont Derivaz a été acquitté. »

* * *

Les Cours d'appel et les tribunaux ont interprété de manière différente les arrêts de 1924, de sorte qu'on peut classer leurs arrêts en deux catégories : d'une part, ceux qui refusent à ces arrêts le caractère d'un revirement général fondé sur la dualité des fautes, et d'autre part, ceux qui les considèrent comme un retour à cette conception.

La Cour de Lyon affirme d'une manière explicite la portée qu'elle entend attribuer aux arrêts de la Cour de cassation.

« Attendu que les arrêts cités, 2 mai 1924, 29 juillet 1924, 14 janvier 1925, s'appliquent à des poursuites déferées à des juridictions appelées à se prononcer sur la seule question de culpabilité, sans avoir à motiver leur décision, ou encore devant lesquelles l'action civile n'était pas recevable ; que leur réponse négative sur la culpabilité n'avait point pour conséquence de faire écarter ou disparaître des faits constitutifs d'imprudence, d'infraction aux règlements, d'inattention ou de maladresse ayant causé l'accident dommageable ».

« Mais, attendu qu'un tribunal correctionnel, analysant dans ses motifs tout l'ensemble des fautes et n'admettant l'existence d'aucune d'elles, sa décision a ainsi une tout autre portée que le juge civil ne pourrait méconnaître sans porter atteinte à la décision » (1).

Nous faisons abstraction de ce que la Cour de Lyon refuse d'appliquer aux automobiles en marche, la présomption de faute de l'article 1384 ; ce qui nous intéresse c'est qu'elle décide qu'un conducteur d'une automobile, poursuivi et acquitté à la suite d'un accident, ne peut plus être condamné à des dommages-intérêts envers la victime. Une telle condamnation porterait atteinte au principe de la chose jugée, le tribunal correctionnel ayant analysé dans ses motifs tout l'ensemble des fautes reprochées au conducteur, sa décision s'impose au juge civil ; il y a une seule faute d'imprudence.

1. Lyon, 21 oct. 1926. *D. H.* 27.11.

H. Neiger

Dans le même sens la Cour d'Aix, qui décide qu'une juridiction correctionnelle « en absolvant X. du délit d'homicide involontaire qui lui était imputé et cela par une décision portant en termes aussi exprès que formels qu'il n'avait commis aucune des fautes notamment caractérisées ou énumérées dans l'article 319 du Code pénal, a donc irrévocablement purgé la poursuite dans tous les éléments qui pouvaient lui servir et lui servaient de base ; que cette décision a, dès lors, nécessairement détruit sans distinction, toutes les fautes quelles qu'elles fussent (1) ».

La chose jugée au criminel s'impose donc au juge civil qui ne peut, sans la contredire, condamner à des dommages-intérêts envers la patrie qui se prétend lésée, le prévenu acquitté.

Un autre arrêt de la Cour de Lyon déclare que « sur une poursuite dirigée en vertu de l'article 319 du Code pénal les juges en acquittant le prévenu, ont nécessairement entendu que la preuve de la faute, même la plus légère, n'était pas administrée et la rédaction plus ou moins explicite du jugement de relaxe importe peu si l'acquittement est certain.

« Dès lors, l'action formée par la victime devant la juridiction civile et fondée sur l'article 1382 est irrecevable, car elle tend à remettre en question un point qui a cessé d'être litigieux, puisqu'il a été définitivement tranché par la juridiction pénale (2). »

Dans le même sens Caen, 3 janvier 1929 (*Gaz. Pal.* 29.404); Trib. civ. Laval, 14 fév. 1928 (*Gaz. Pal.* 28.1.568) ; Caen, 23 juil. 1926 (*Rec. Caen* 27.141).

En sens contraire, le tribunal civil de la Seine, 14^e Chambre, qui décide « que le tribunal correctionnel, ayant acquitté l'auteur d'un accident mortel en motivant sa décision sur le doute, l'ayant droit de la victime est néanmoins recevable à introduire devant le tribunal civil une action en dommages intérêts » (3).

La Cour d'Amiens décide que le tribunal correctionnel, en

1. Aix, 14 mai 1927. *D. H.*, 27.374.

2. Lyon, 25 juin 1928, *Gaz. Pal.*, 29 som. 50.

3. 30 mai 1925. *D. H.*, 25.342.

déclarant que le chauffeur n'avait pas commis de négligence, d'inattention, d'inobservation des règlements, s'est uniquement placé au point de vue pénal, que les juges civils n'en conservent pas moins le droit d'apprécier s'il se dégage des éléments et circonstances de la cause, des faits qui, s'ils ne constituent pas un délit, peuvent tout ou moins constituer un quasi-délit (1).

* * *

Ces deux courants dans la jurisprudence des Cours et tribunaux, disparaîtront maintenant, parce que la Cour de cassation ayant affirmé son attachement à l'unité des fautes, les arrêts qui contrarieront cette doctrine encourront la cassation.

De l'étude de cette dernière phase de la jurisprudence, il résulte qu'aucun revirement général ne s'est produit par les arrêts du 2 mai et du 29 juillet 1924. La Cour de cassation continue à se tenir au principe de l'unité des fautes d'imprudence civiles et criminelles.

Si elle a écarté l'influence de certains jugements d'acquiescement sur l'action civile en dommages-intérêts, c'est à raison du caractère spécial et exceptionnel des juridictions dont ils émanent, juridictions qui ne motivent pas leurs décisions et qui décident, par voie de réponses à des questions posées, sur la culpabilité du prévenu.

Si la culpabilité, l'élément moral de criminalité du fait, a été écartée, il reste encore la matérialité du fait, et le tribunal civil peut rechercher s'il ne constitue pas un quasi-délit susceptible d'engager la responsabilité civile de son auteur.

Le Conseil de guerre ne révèle pas le motif de son acquiescement et par conséquent le juge civil ne peut rien contredire de ce qui a été jugé par cette juridiction répressive. Une seule condition lui est imposée : c'est de ne pas contredire ce qui a été certainement et nécessairement jugé. Or, la seule chose qui a été certainement jugée, c'est l'absence de criminalité dans l'acte

poursuivi. Tant qu'il envisagera le fait comme quasi-délit, le juge civil ne contredira en rien le jugement d'acquittement, émanant d'une juridiction répressive, qui ne motive pas son jugement.

D'après M. Essmein, ce résultat n'est atteint qu'à condition qu'il n'y ait pas identité entre la faute pénale et la faute civile. Sinon, en attribuant l'acquittement à l'absence de culpabilité, on se heurte encore à la chose jugée, empêchant l'action civile.

Ce n'est pas là que nous trouvons le fondement de la pensée de la Cour de cassation. Il faut qu'on fasse bien la distinction entre les jugements motivés et ceux qui ne le sont pas.

Le juge professionnel ne connaît pas — d'après la jurisprudence actuelle — des degrés dans la faute non intentionnelle. Ce qui donne à une faute de cette nature le caractère de criminalité, ce sont ses suites.

A la base de la faute pénale et de la faute civile, il y a le même fait et de quelque gravité ou légèreté qu'il soit, il tombe sous le coup de la loi pénale, si ses suites motivent une telle poursuite.

Du moment que le juge criminel constate qu'aucune imprudence n'a été commise, et a acquitté le prévenu, le juge civil ne peut plus prendre le même fait comme base d'une condamnation à des dommages-intérêts, parce que son existence même a été définitivement écarté par le juge répressif.

Mais quand il s'agit des sentences des tribunaux maritimes commerciaux, de Cours d'assises, ou de Conseils de guerre, les choses se présentent autrement.

Les citoyens ou militaires, improvisés en juges, font certainement la distinction entre l'imprudence civile et l'imprudence criminelle.

Ces juges exigent ordinairement que la faute soit d'un degré de gravité assez élevé pour prononcer une condamnation.

S'ils prononcent un acquittement, c'est parce que la faute commise ne leur semble pas assez grave pour mériter une peine, et en conséquence, ce qu'ils nient par leur verdict, ce n'est pas la faute elle-même, mais sa gravité relative.

La Cour de cassation ne refuse pas autorité au civil à ces juge-

ments parce qu'elle admet l'existence de deux fautes, mais parce que ces instances exceptionnelles font, en fait, cette distinction.

Si la Cour de cassation ne peut pas obliger ces juges d'adopter son point de vue et de condamner dès qu'ils rencontrent la faute la plus légère, elle s'est faite un sage devoir de dispenser le juge civil d'être lié par leurs décisions. Les intérêts des victimes sont ainsi sauvés et le sentiment de l'équité satisfait.

Nous verrons plus loin que la Cour de cassation fait appel à l'article 1384 alinéa 1^{er}, pour refuser autorité au civil aux jugements d'acquittalment émanant de tribunaux correctionnels ordinaires en matière d'homicide et blessures non intentionnels causés par les choses inanimées soumises à une garde spéciale, à cause de leur caractère dangereux.

Nous voyons cette situation curieuse : d'une part, la Cour de cassation proclame le principe de l'influence de la chose jugée au criminel sur l'action civile, et de l'autre, elle fait des efforts pour trouver des solutions qui permettent à la victime d'obtenir réparation du dommage, en cas d'acquittalment de l'auteur.

Ces exceptions sont si importantes, qu'elles laissent en dehors un nombre assez réduit de cas, où une condamnation civile est impossible après un acquittalment pénal.

Les difficultés de l'application du principe de l'unité des fautes sont assez éloquentes pour plaider en faveur d'un système plus souple.

Ne serait-il pas préférable que la Cour de cassation revienne à l'ancienne conception de la dualité des fautes ? C'est le seul moyen, et le plus sage, pour donner vraiment satisfaction au sentiment de l'équité et aux victimes malheureuses.

D'ailleurs, comme nous le verrons dans le chapitre dernier, presque la totalité de la doctrine, est favorable à la dualité des fautes non intentionnelles.

CHAPITRE III

L'acquittement pénal et l'article 1384 alinéa 1^{er} en matière d'accidents d'automobile.

SECTION I

Quelques sources de responsabilité autres que les articles 1382 et 1383 du Code civil.

Nous avons envisagé jusqu'à présent les rapports qui existent entre l'acquittement et la responsabilité civile qui résulte des articles 1382-1383 du Code civil et nous avons conclu, qu'après le relaxement du prévenu, la victime peut encore, sans contredire le chose jugée, actionner l'auteur en réparation des dommages causés, à condition de fournir la preuve qu'il a commis une faute quasi-délictuelle qui le rend responsable des suites dommageables de ses actes : la jurisprudence adopte cependant la solution contraire.

Mais la responsabilité des individus n'est pas régie dans tous les cas par ces deux textes. Elle est régie par l'article 1383 pour les dommages causés par les animaux : « Le propriétaire d'un animal ou celui qui s'en sert pendant qu'il est à son usage, est responsable du dommage que l'animal a causé, soit que l'animal fût sous sa garde, soit qu'il fût égaré ou échappé. »

Le fondement de cette responsabilité est une présomption de faute, ayant comme base un défaut de surveillance.

Certains auteurs ont voulu voir dans ce texte, la consécration de la théorie du risque de propriété, mais peut on sérieusement soutenir une telle opinion, quand cette présomption de faute ne pèse pas seulement sur le propriétaire mais aussi sur celui « qui se sert de l'animal » ?

Par quelle preuve peut-on écarter cette présomption ? Il ne suffit pas que le propriétaire ou celui qui se sert de l'animal prouve qu'il n'a commis aucune faute en démontrant qu'il a surveillé l'animal avec toute la diligence requise. La Cour de Cassation a maintes fois décidé, que la présomption de faute ne peut céder que devant la preuve positive et directe, soit d'un cas fortuit, soit d'un cas de force majeure, soit d'une faute commise par la victime elle-même. Nous montrerons plus loin quelle importance pratique présente cette question de preuve, au point de vue de la chose jugée.

Il est encore à remarquer que la responsabilité du fait des animaux pèse sur le gardien, non seulement pendant qu'ils sont sous sa garde, mais aussi s'ils sont égarés ou échappés.

Si l'animal s'est échappé, c'est justement parce que son gardien n'a pas pris toutes les précautions pour se conformer aux obligations qui lui incombent à raison de cette garde ; la présomption de faute est confirmée et le gardien fautif doit réparation pour tout dommage causé par son animal.

Un autre texte, l'article 1386, régit la responsabilité du fait des bâtiments : « Le propriétaire d'un bâtiment est responsable du dommage causé par sa ruine, lorsqu'elle est arrivée par suite du défaut d'entretien ou par le vice de la construction. »

Celui qui a subi un préjudice à la suite de la ruine survenue à un bâtiment, n'a qu'à faire l'une des deux preuves : défaut d'entretien ou vice de construction. Peu importe que ce défaut d'entretien ou ce vice de construction soit ou non imputable au propriétaire ; celui-ci ne peut se défendre en démontrant qu'il n'y a pas eu faute de sa part. La présomption qui pèse sur lui est irréfutable, sa responsabilité reste entière. Il n'aura qu'un recours contre l'auteur responsable du sinistre, mais dans ce cas, il devra prouver la faute de celui-ci.

On pourrait croire qu'ici, plus encore que dans l'article 1385, le législateur établit le risque d'une propriété ; mais comment concilier cette opinion avec l'obligation imposée à la victime, de faire la preuve du défaut d'entretien ou de vice de construction ?

Le texte qui nous intéresse au plus haut degré, et qui a donné lieu à des discussions très intéressantes en doctrine, c'est l'article 1384 : « On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde » ; tel est son premier alinéa. Les alinéas suivants énumèrent les personnes qui sont responsables à raison des dommages causés par les personnes qu'elles ont sous leur garde et il en résulte que si les pères et mères, les instituteurs et les artisans peuvent échapper à la responsabilité qui leur incombe à raison des dommages causés par leurs enfants mineurs, par leurs élèves et apprentis durant le temps qu'ils sont sous leur surveillance, en démontrant qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à leur responsabilité, démonstration qu'ils peuvent faire par tous les moyens possibles, une présomption de faute irréfragable pèse sur les maîtres et commettants à raison du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés.

Le maître ou le commettant est présumé d'avoir mal choisi son préposé ; d'avoir donné sa confiance à un homme maladroit, imprudent, méchant, ou bien l'avoir mal surveillé, *culpa in eligendo et culpa in vigilando*, voilà les deux fautes présumées.

Ce qui nous intéresse au point de vue de la chose jugée, c'est le premier et le troisième alinéa de l'art. 1384, dont nous aurons à nous occuper plus loin.

Pour le moment nous étudierons sommairement le premier alinéa, pour en dégager la nature juridique et ses conséquences civiles.

Un dommage a été causé par une chose mobilière, autre qu'un animal ; par exemple une explosion de chaudière ou d'une lampe, un incendie de matières facilement inflammables, une explosion de matériaux de guerre, une chute d'un pot de fleurs, etc. Le propriétaire de ces objets encourt une responsabilité, c'est évident, mais quel texte régit cette responsabilité ? Est-ce l'art. 1382-1383 ou l'art. 1384, 1^{er} alinéa du Code civil ?

Jusqu'à la fin du dernier siècle, la jurisprudence et la doctrine étaient d'accord, que c'est le droit commun qu'il y a lieu d'appliquer.

La victime d'un accident causé par une chose inanimée devait fournir la preuve d'une faute commise par le propriétaire, aux termes des articles 1382-1383 du Code civil.

On disait que si la présomption de faute est admise à l'encontre du gardien d'un animal ou d'un immeuble, c'est à raison du danger que peut présenter un animal mal gardé ou un immeuble mal entretenu ou mal construit ; mais une chose mobilière ne peut devenir dangereuse que par l'intervention de la main de l'homme et si cette chose a causé un dommage, c'est que son propriétaire a commis une faute ; c'est à raison de cette faute qu'il est responsable, donc les articles 1382-1383 lui sont seuls applicables.

Mais vers la fin du siècle dernier, un mouvement doctrinal en faveur de la responsabilité objective se produisit.

La cause qui détermina ce mouvement doctrinal est facile à deviner ; c'est le machinisme qui, produisant un changement important dans la vie industrielle, a eu des répercussions sur les mœurs juridiques de la nouvelle société.

« Les accidents se multiplièrent, et ce qui est plus curieux et plus essentiel, ils changèrent de caractère ; désormais ils eurent le plus souvent une origine obscure, une cause incertaine, qui ne permirent pas aux responsabilités de se dégager facilement : *en demeurant industriel et mécanique, l'accident devint aussi anonyme* (1). »

Ces doctrinaires éliminent la notion de faute de l'article 1384. Si un dommage est causé par une chose, son propriétaire est tenu à le réparer, même si aucun acte illicite ne peut lui être reproché, même s'il n'a commis aucune faute. La responsabilité du fait des choses, disent-ils, puise sa source non pas dans une faute délictuelle ou contractuelle, mais *dans la loi*.

La seule preuve que doit faire la victime, c'est celle du rap-

1. Jossierand, *De la resp. des choses inanimées*, p. 7.

port de cause à effet entre le fait de la chose et le préjudice souffert.

Laurent écrivait que l'article 1384, alinéa 1^{er} avait une portée générale et établissait une présomption absolue. Tous les accidents industriels causés par les machines, entraient dans l'article 1384 et la victime bénéficiait de la présomption absolue de faute qui pèse sur le propriétaire (1).

Après l'avoir combattue en 1871, Labbé accepta cette théorie en 1890 dans les termes suivants :

« Nous avons émis en 1871 une opinion contraire ; nous avons lié essentiellement la responsabilité à une faute. Mais, après une réflexion plus profonde, une étude plus attentive de la rédaction de la loi, plus touché que nous ne l'avons été de la corrélation entre les chances bonnes ou mauvaises d'une opération volontaire, entre les profits et les risques d'une entreprise, nous changeons de sentiment et nous accordons en équité adhésion au principe que celui qui perçoit les émoluments procurés par l'emploi d'une machine susceptible de nuire aux tiers, doit s'attendre à réparer les préjudices que cette machine causera (2). »

A son tour, M. Saleilles adhère à cette théorie : « Il n'y aurait plus à parler ni de responsabilité contractuelle ni d'obligation délictuelle, mais *d'obligation légale*. La responsabilité du chef d'industrie ne dériverait pas de son contrat ni même de son délit, mais de l'obligation que la loi lui impose, parce qu'il a la direction de l'exploitation et qu'il a les bonnes comme les mauvaises chances de prendre sur lui les risques de l'industrie. »

Ce sont d'excellents arguments économiques, la solution à laquelle ils aboutissent satisfait entièrement l'équité, mais ce ne sont pas des arguments juridiques.

Comme argument juridique, ils disent qu'on ne peut parler de responsabilité à base de faute, puisque le gardien est responsable de plein droit sans pouvoir s'exonérer, même en prouvant qu'il n'a commis aucune faute. N'est-ce pas justement

1. Laurent, t. XX, n° 639 s.

2. Labbé, note au Sirey 90.4.17.

le dommage causé qui démontre que le propriétaire a commis une faute en ne gardant pas suffisamment sa chose ?

Ils prétendent en outre, qu'on ne peut parler de faute du gardien puisqu'il est responsable, alors même qu'il a perdu la garde de la chose ; comment parler de faute commise quand il n'a plus la garde de la chose qui a causé le dommage ?

Mais, disons-nous, n'a-t-il pas commis la faute de ne pas garder sa chose ? C'est par sa faute uniquement qu'il l'a perdue et c'est cette faute qui est à la base de sa responsabilité et qui est présumée. On peut même dire que la perte de la garde est la preuve de la faute commise.

Les partisans de cette théorie de la responsabilité objective, MM Demogue, Savatier et Josserand reconnaissent explicitement ou implicitement que l'idée de profit économique ne résoud pas un problème juridique et que la notion de faute n'est pas entièrement éliminée de leur théorie ; il y a un mélange de faute et de profit.

La théorie de la responsabilité objective a été appliquée en législation par la loi du 9 avril 1898 sur les accidents de travail ; mais ici encore il y a une particularité à remarquer. La rançon de la responsabilité légale qui enlève au patron tout moyen de dégager sa responsabilité, est constituée par le système de l'indemnisation forfaitaire ; l'indemnité dans les accidents de travail ne représente qu'une partie du préjudice, et le préjudice c'est la perte de salaire subie.

En jurisprudence, la théorie du risque a pénétré un moment. Elle fut acceptée par la Chambre civile de la Cour de cassation, dans un arrêt du 16 juin 1896 (1).

« Attendu, dit elle, que l'arrêt attaqué constate souverainement que l'explosion de la machine du remorqueur à vapeur *Marie*, qui a causé la mort de Teffaine est due à un vice de construction ; qu'aux termes de l'article 1384 du Code civil cette constatation qui exclut le cas fortuit et la force majeure, établit vis-à-vis de la victime de l'accident la responsabilité du pro-

priétaire du remorqueur sans qu'il puisse s'y soustraire, en prouvant soit la faute du constructeur de la machine, soit le caractère occulte du vice incriminé » (Voir aussi Lyon. 18 janvier 1907. D. P. 909.2.345; Trib. civ. Seine, 23 janvier 1903. D. P. 1904.2.257).

Mais ce sont des arrêts isolés et par la suite nous ne retrouvons plus cette doctrine dans la jurisprudence.

Cette théorie a eu, néanmoins, une grande influence sur le développement de la jurisprudence du xx^e siècle.

Si la jurisprudence a repoussé l'idée de risque parce qu'elle était trop lourde pour le gardien et en outre trop peu juridique, elle a néanmoins tiré de l'article 1384 une présomption de faute contre le gardien d'une chose inanimée mobilière, analogue à celle qui pèse sur le gardien d'un animal.

Il est probablement vrai que ce n'était pas l'intention des auteurs du Code civil d'établir cette présomption à la charge du gardien d'une chose inanimée, mais on ne doit pas oublier qu'en 1804, seuls les animaux étaient considérés comme soumis à une garde spéciale à raison du danger qu'ils présentaient. L'article 1384 alinéa 1^{er} n'avait presque aucune application; il fut tiré de l'oubli par une nouvelle jurisprudence.

Combien a changé la face du monde depuis 1804! c'est maintenant l'article 1383 qui se meurt et l'article 1384 qui ressuscite.

D'abord les machines stables, ensuite toute une série d'engins mécaniques qui se meuvent sur la voie publique; des appareils que le génie des inventeurs crée chaque jour pour rendre la vie plus rapide et pratique, n'en constituent pas moins autant de menaces par la multiplication rapide des accidents qu'ils provoquent.

Les accidents deviennent anonymes, dit M. Josserand; c'est vrai. La victime se trouve, dans la plupart des cas, dans l'impossibilité de produire la preuve de la faute du gardien de la chose qui a causé l'accident; lui refuser en conséquence toute réparation, aurait été le comble de l'iniquité. C'est pour cela que la jurisprudence a cherché et trouvé la justification de cette réparation dans le premier alinéa de l'article 1384

qu'elle considère comme établissant une présomption de faute.

Cette solution est très sage. On serait arrivé par la théorie du risque à un résultat antisocial résultant de la lutte du droit contre le progrès économique de la société.

Faire peser une responsabilité trop lourde, absolue sur les gardiens de mille et mille choses mobilières, eût arrêté les hommes, devant les risques qu'ils encourent, à faire progresser la civilisation dans le domaine de la technique.

En quoi consiste la présomption de faute de l'article 1384 1^{er} alinéa ? C'est un simple renversement de la preuve. Sous l'empire des articles 1382-1383, c'était à la victime de faire les trois preuves : du dommage, de la faute du gardien et du lien de causalité.

Sous l'empire de l'article 1284 1^{er} alinéa, la preuve du dommage et du lien de causalité qui incombe toujours à la victime est toute faite, elle n'a qu'à la produire. Du moment qu'elle a fait ces preuves, c'est au gardien d'écarter la présomption de faute qui pèse sur lui.

Il ne lui suffit pas de prouver qu'il n'a commis aucune faute ; seulement la preuve d'un cas fortuit, d'un cas de force majeure ou d'une cause étrangère qui ne lui soit pas imputable peut écarter la présomption de faute.

Il a eu la garde de la chose ; si cette chose a causé un dommage, ceci prouve que son gardien ne s'est pas comporté en homme diligent. La preuve du contraire n'est pas admissible ; mais s'il peut se prévaloir d'un cas fortuit, d'une force majeure, ou d'une cause étrangère, c'est à lui d'en faire la preuve : *actori incumbit probatio*.

Le fondement de la présomption n'est pas l'idée de risque, mais bien l'idée de faute.

« La responsabilité est fondée à raison des choses comme à raison des personnes, sur une idée *de garde*, c'est-à-dire sur une faute personnelle de celui qui s'est mal acquitté de sa tâche de surveillant. On ne peut faire sortir de ce texte l'idée d'une responsabilité indépendante de toute faute (1). »

1. Planiol, *Traité de Dr. civil*, t. 2, n° 822.

* * *

Depuis le commencement de ce siècle, le nombre toujours croissant des *automobiles* et la multiplication vertigineuse des accidents qu'elles causent ont fortement ému l'opinion publique. Comment réagir contre un tel mal qui menace la sécurité de la circulation, et comment trouver dans la législation un texte qui soit assez efficace pour protéger la société contre ce nouveau péril ?

C'était aux juristes de résoudre ce problème, et il nous semble qu'ils s'y sont pris avec un tel empressement, qu'ils ont oublié d'observer, en partant en croisade contre l'automobile, le calme nécessaire et la notion de la réalité des choses.

Certes, ils étaient respectables, les intérêts que les juristes devaient défendre. Il s'agissait de trouver une solution pour rendre plus facile la situation des victimes des accidents causés par les automobiles.

L'accident devenu *anonyme*, comment demander à un citoyen ignorant tout ce qui concerne la mécanique et la conduite d'une automobile, de faire la preuve de la faute du conducteur ? La victime se trouvait presque dans l'impossibilité de faire cette preuve.

« Si disposés que puissent être les juges personnellement inquiets, comme tout le monde, de ce danger nouveau, à tenir compte de la faute la plus légère du conducteur, l'absence de témoins, l'incertitude due à la rapidité de l'événement surprenant les témoins comme la victime, les empêchaient de prononcer une condamnation » (1).

C'est pour ce motif que les auteurs désireux de trouver un moyen efficace pour défendre les piétons, proposèrent d'appliquer aux automobilistes, l'idée de *responsabilité pour risque créé*. On proposa plusieurs projets de loi et sur un rapport de M. Colin, un projet fut élaboré par la société d'études législatives (2).

1. Wahl, *La responsabilité civile relative aux accidents d'automobile*. *Revue trim. de Dr. civ.*, 1908, p. 5.

2. *Revue politique et parlementaire*, janv. 1908, p. 15.

Les projets comme les auteurs, demandaient tous que l'automobiliste soit déclaré responsable de l'accident, sans que la victime ait à prouver une faute de sa part.

Le projet de la Société d'études législatives n'admettait qu'une seule excuse susceptible d'exonérer l'automobiliste : c'était la faute grave de la victime. Nous trouvons la même idée dans l'étude précitée de M. Wahl.

« Si on permet (à l'automobiliste) de se dégager en invoquant le cas fortuit ou la force majeure, la responsabilité ne dérive plus que d'une présomption de faute. Ce serait, non pas le droit commun actuel, mais peut-être le droit commun de demain, si les tendances de la Cour de cassation à rendre chacun responsable en vertu d'une présomption de faute des choses qu'il a sous sa garde, se précisent. Mais ce système serait illogique ; ce n'est pas à une présomption de faute que se réfèrent les considérations qui nous ont amenés à désirer une législation spéciale ; du moment que la responsabilité du propriétaire se rattache au risque qu'il a créé, *le cas fortuit ou la force majeure ne doivent pas l'exonérer*, car ils n'empêchent pas que l'accident ne se fut pas produit si l'automobile n'était pas venue utiliser une voie qui n'était pas faite pour elle. »

Il serait donc juste, disait M. Wahl, que la responsabilité des automobilistes cédât uniquement devant la preuve d'une faute lourde commise par la victime. M. Wahl exclut même la faute d'un tiers, comme excuse en faveur de l'automobiliste. Il reste responsable envers la victime et n'aura qu'un recours contre ce tiers *« parce que la faute du tiers n'empêche pas que l'accident ne se serait pas produit si l'automobile n'avait pas circulé, et que l'automobiliste doit supporter les conséquences des dommages causés par les dangers nouveaux qu'il fait naître »*.

Heureusement aucun projet n'a été transformé en loi et ni la jurisprudence ne s'est laissée influencer par le courant créé.

En vérité, il s'agissait de chercher une solution qui permette à la victime un recours efficace contre l'automobiliste ; on devait trouver une formule juridique qui n'ait pas de conséquences anti-économiques, et non pas recourir dès le premier

moment à une solution tellement lourde pour les automobilistes, qu'elle ressemblait plutôt à une formule de lutte contre cette intruse de la voie publique : l'automobile.

C'est alors qu'on songea à l'article 1384 alinéa 1^{er} dont la doctrine tirait une présomption de faute à la charge de celui qui a sous sa garde une chose mobilière inanimée.

Une grande difficulté surgissait cependant quand on l'appliquait aux automobiles.

La jurisprudence faisait la distinction entre le fait de l'homme et le fait de la chose. Elle n'appliquait l'article 1384 que dans le cas où l'accident a été causé en dehors de tout fait de l'homme ; dans le cas le plus fréquent, celui d'un accident provoqué par une automobile en marche, c'étaient les articles 1382-1383 qu'elle appliquait, parce que c'était le fait de l'homme qui l'avait produit.

A partir de 1922, contrairement à la jurisprudence de la Chambre des requêtes, plusieurs Cours (Paris, 7 avril 1922 ; Lyon, 14 oct. 1922 ; Dijon, 4 juin 1923, etc.) ont abandonné cette différence entre le fait de l'homme et le fait de la chose et finalement la Chambre civile de la Cour de cassation, par un arrêt du 29 juillet 1924, a consacré cette jurisprudence. Dans tous les cas, c'est la présomption de faute de l'article 1384 qui est désormais applicable.

Un chauffeur conduisant une voiture automobile louée par lui à une Compagnie, était entré dans une boutique brisant la devanture et blessant la tenancière. Celle-ci poursuivit comme civilement responsable la compagnie propriétaire de la voiture, invoquant entre autres moyens l'article 1384 1^{er} alinéa.

Des boulons brisés avaient bloqué une roue, empêchant la voiture d'obéir à la direction. La Cour d'appel crut devoir nommer des experts pour rechercher si l'accident n'était pas dû à un état défectueux de la voiture. Ceux-ci ayant répondu négativement, la Cour débouta la demanderesse. A ses yeux l'article 1384 était bien applicable, mais la présomption de faute qu'établit ce texte à la charge du gardien est susceptible d'être

écartée par la preuve de l'absence de faute, laquelle était fournie par le rapport des experts.

Pourvoi en Cassation, et la Chambre civile, fidèle à sa jurisprudence inaugurée en 1919, par laquelle, précisant la théorie de la responsabilité du fait des choses inanimées, elle a décidé que le gardien doit être présumé responsable du dommage causé par cette chose, quand il ne rapporte pas la preuve que le dommage est dû à une cause qui lui est étrangère, à un cas fortuit ou force majeure, casse l'arrêt attaqué quoique dans l'espèce c'était la voiture en marche qui a causé l'accident ; elle était sous la conduite de l'homme (1).

La Cour de cassation a aussi consacré le principe que la présomption de faute établie par l'article 1384 1^{er} alinéa du Code civil à l'encontre de celui qui a sous sa garde une chose inanimée qui a causé un dommage, s'applique aux automobilistes sans faire aucune distinction entre le fait de l'homme et le fait de la chose ; sans distinguer entre l'accident causé par une voiture en marche ou une voiture qui ne l'est pas.

C'est la qualité de *gardien* qui engendre la responsabilité de l'automobiliste.

Néanmoins, les Cours et tribunaux ont continué à faire cette distinction, de sorte que saisissant une occasion, la Chambre civile décide en termes exprès par un arrêt du 21 février 1927 qu'il n'y a pas lieu de faire cette distinction :

« Attendu, dit l'arrêt, que la présomption de faute établie par l'article 1384, à l'encontre de celui qui a sous sa garde la chose mobilière inanimée qui a causé un dommage à autrui, ne peut être détruite que par la preuve d'un cas fortuit ou de force majeure, ou d'une cause étrangère qui ne lui soit pas imputable. »

« Attendu, que le 22 avril 1925, un camion automobile appartenant à la Société anonyme dite Maison Bumsel, a renversé et gravement blessé la mineure L. J. ; que l'arrêt attaqué a refusé d'appliquer le texte susvisé sous le prétexte qu'au moment de

1. Cass. civ., 29 juillet 1924. Pand. 24.1.321, note Essmein ; D. P., 25.1.5 note Ripert.

l'accident, le camion était actionné par S., chauffeur au service du propriétaire, et que dès lors, pour obtenir réparation du préjudice, la victime était tenue d'établir à la charge du conducteur une faute qui lui fut imputable dans les termes de l'article 1382 du Code civil. »

« *Mais attendu que la loi pour l'application de la présomption qu'elle établit ne distingue pas suivant que la chose qui a causé le dommage était ou non actionnée par la main de l'homme, etc.* D'où il suit, qu'en statuant comme il l'a fait, l'arrêt attaqué a interverti l'ordre légal de la preuve et violé le texte de loi susvisé (1384, 1^{er} alinéa du C. civ.) Casse (1).

Le même arrêt précise encore dans quel cas doit être appliqué l'article 1384 : « il suffit qu'il s'agisse d'une chose soumise à la nécessité d'une garde en raison des dangers qu'elle peut faire courir à autrui ».

Nous n'avons ni la mission, ni la prétention de faire une étude détaillée de la responsabilité des automobilistes, mais comme nous l'avons fait jusqu'à présent, nous croyons très utile d'en extraire l'essentiel dans un exposé bref; notre sujet le demande.

Peut-on parler du fait de la chose, abstraction faite de toute intervention de l'homme, spécialement en matière délictuelle? Non. On n'a pas besoin de faire un effort intellectuel pour s'apercevoir que même un accident produit par une chose inanimée, sans intervention apparente de son gardien, a, à l'origine, un fait de cet homme. Si ce n'est pas un fait positif, une action en vue de produire ce fait de la chose qui a eu des suites dommageables, c'est en tous cas une faute d'abstention, une négligence, une imprudence du gardien, qui est la cause initiale du fait de la chose.

Le pot de fleurs qui tombe et blesse un passant n'a pas eu une force propre pour le projeter dans la rue; c'est par la faute de son gardien qui l'a placé maladroitement sur la fenêtre qu'il a pu tomber. Même les choses inanimées qui ont une

1. Civ. 21 fév. 1927 D. P. 27.1.97 note Ripert.

force propre, comme une automobile, ne deviennent dangereuses que par l'action positive ou négative du gardien. Si une voiture arrêtée sur une voie en pente, part toute seule, accélère sa vitesse à cause de son poids et cause un accident, on ne peut exclure la faute du gardien.

C'est parce qu'il l'a placée dans une position périlleuse et n'a pas suffisamment serré les freins que la chose inanimée a pu créer « *son fait* » ; c'est parce qu'il n'a pas suffisamment surveillé la voiture que des enfants ont pu, en jouant, lâcher les freins, que la voiture a pu causer un accident par « *son fait* ». Dans tous les cas, on trouve à l'origine d'un accident causé par une chose inanimée la faute de son gardien.

« Une chose ne peut pas par elle-même être la cause d'un dommage ; elle n'en sera jamais que l'instrument (1). »

Où mène la conception du « fait de la chose » ? c'est M. Ripert qui l'exprime très clairement dans la note précitée. Elle supposerait en effet pour être exacte, qu'il peut y avoir un fait de la chose dans lequel l'homme n'interviendrait pas et elle conduirait à cette conception que ce fait matériel, séparé de l'activité humaine est une cause de responsabilité, c'est-à-dire *qu'elle serait au fond la négation du principe même de la responsabilité délictuelle*.

Le fondement de la responsabilité à raison des choses inanimées, c'est l'idée de garde ; si un dommage est causé c'est que le gardien a commis une faute dans la garde, dont il doit répondre.

La nécessité d'une garde spéciale est en raison du caractère dangereux de la chose inanimée et c'est à la Cour de cassation, à défaut de loi, de décider à mesure que les espèces se présenteront, quelles choses présentent ce caractère de danger.

Après avoir étudié la présomption de faute qui pèse sur les automobilistes, il nous reste à préciser son influence sur la question de la chose jugée.

1. Planiol, T. 2, n° 822 s. ; Mazeaud, *Revue trim.* 1925, p. 793 s.

SECTION II

La jurisprudence de la Cour de cassation

Un accident a eu lieu ; le conducteur poursuivi devant l'instance correctionnelle pour homicide ou blessures par imprudence est relaxé des fins de cette poursuite, parce qu'aucune faute n'a pu être retenue à sa charge. Est-ce que le juge civil sera lié par cet acquittement et devra rejeter la demande en dommages-intérêts de la victime ?

Sous le régime de l'unité des fautes, adopté par la Cour de cassation, le juge criminel constate avec autorité de chose jugée, qu'aucune imprudence ne peut être prouvée contre le prévenu. Cette constatation s'oppose certainement à une poursuite civile basée sur l'article 1383 du Code civil, mais elle n'écarte pas le jeu de l'article 1384 1^{er} alinéa. Le but que la jurisprudence a assigné à ce texte est justement de dispenser la victime de la preuve d'une faute.

La responsabilité du gardien reste entière malgré l'acquittement. Il ne suffit pas au gardien, pour détruire la présomption de faute qui pèse sur lui, de ne pas avoir commis une faute ; il doit prouver que la cause de l'accident provient d'une cause étrangère qui ne lui est pas imputable, d'un cas fortuit ou d'un cas de force majeure.

Tant qu'il n'a pas administré cette preuve, sa responsabilité reste entière malgré son acquittement pénal.

Tel est en grandes lignes le système suivi par la Cour de cassation et une partie des Cours d'appel et tribunaux.

Nous avons indiqué l'importance que présente en notre matière l'arrêt de la Chambre civile du 29 juillet 1924.

En posant le principe que la présomption de faute pèse sur le gardien d'une voiture automobile, elle a indiqué que désormais, la responsabilité du gardien peut être retenue sans qu'il soit besoin de faire intervenir la faute du conducteur de la voiture. L'acquittement du conducteur ne peut avoir aucune autorité en ce qui concerne la responsabilité du gardien.

Pris comme gardien, la responsabilité d'un individu ne peut être discutée que dans l'instance civile, et tout jugement correctionnel d'acquiescement à raison du même fait, ne peut pas mettre obstacle à ce que sa responsabilité civile soit mise en discussion.

Il n'y a pas chose jugée à son égard parce que si le juge criminel s'est occupé de la faute du conducteur, le juge civil envisage la responsabilité du gardien ; il n'y a pas identité de personnes.

La Cour de cassation a décidé par plusieurs arrêts que la loi ne distingue pas pour l'établissement de la présomption de faute, selon que la chose inanimée est ou non actionnée par la main de l'homme ; il suffit qu'il s'agisse d'une chose soumise à une nécessité d'une garde à raison des dangers qu'elle fait courir. Malgré cette affirmation catégorique, certaines Cours et tribunaux continuent à faire cette distinction et à n'appliquer l'article 1384 1^{er} alinéa que dans le cas où l'accident est causé par « le fait de la chose » en dehors de toute intervention de l'homme, contrariant ainsi la jurisprudence constante de la Cour de cassation.

* * *

Il faut que nous précisions qui doit être considéré comme ayant la garde de la voiture, puisque c'est sur lui que pèse la présomption de faute. La question se pose souvent dans le cas où la voiture qui a causé un accident était conduite par un chauffeur préposé du propriétaire.

Si on considère que la garde appartient au propriétaire, sa responsabilité ne sera pas déchargée par l'acquiescement du chauffeur ; il n'y a ni identité de personnes ni identité de cause ; si au contraire la garde appartient au chauffeur, l'acquiescement profitera au propriétaire qui sera envisagé comme commettant.

Par un arrêt du 12 janvier 1927, la Chambre des requêtes se prononce dans le sens de la non application, au propriétaire, de l'article 1384 alinéa 1^{er}, au cas où l'automobile qui a causé

l'accident était sous la conduite d'un préposé parce que dans ce cas, prétend-elle, le propriétaire a remis la garde de la chose à son chauffeur et n'est plus responsable qu'en qualité de commettant : l'acquittement de son préposé lui profite, il y a chose jugée à son égard et il est exonéré de toute responsabilité (1).

Un camion automobile de M. Goeman conduit par son chauffeur Vanhuysen renversa et blessa le 22 octobre 1923 à Turcoing M. Desmettre. Le chauffeur poursuivi devant le tribunal correctionnel pour coups et blessures par imprudence fut acquitté le 21 octobre 1924, aucune faute ne pouvant être relevée à sa charge ; le tribunal précise « qu'il apparaît que l'accident doit être attribué à l'imprudence commise par la victime elle-même, en traversant le boulevard sans se préoccuper de ce qui pouvait se passer à droite et à gauche ».

La victime qui ne s'est pas portée partie civile devant le tribunal correctionnel, assigna le propriétaire de la voiture M. Goeman devant le tribunal civil. Celui-ci débouta la victime de sa demande, et ce jugement fut confirmé par la Cour de Douai le 22 mai 1925 (2).

Elle oppose à la demande, l'exception de chose jugée ; le tribunal correctionnel ayant déclaré que le chauffeur n'a commis aucune faute, le propriétaire de l'automobile ne peut être condamné sur le terrain de l'article 1382 du Code civil ; or aucun autre texte ne peut être appliqué en la matière ; l'article 1384 1^{er} alinéa ne vise pas les accidents d'automobile où les mouvements propres du chauffeur sont seuls en cause, et où il y a « fait de l'homme » et non « fait de la chose ».

Pourvoi est formé contre cet arrêt et la Chambre des requêtes le rejette dans les termes suivants :

« Attendu d'après le pourvoi que l'arrêt attaqué déclarant à tort que l'article 1382 seul peut s'appliquer au cas où la chose qui a causé le dommage est actionnée et dirigée par la main de l'homme, aurait inexactement attribué l'autorité de la chose jugée à une décision de la juridiction répressive qui avait statué

1. Pand., 27.1.129 note Mazeaud. D. P., 27.1.145 note Savatier.

2. Gaz. Pal., 26.1.355.

uniquement sur la culpabilité du chauffeur et laissant entière la question de responsabilité personnelle de Goeman pris en tant que propriétaire de la voiture. »

« Mais attendu que la présomption de faute établie par l'article 1384 ne s'attache pas à la qualité de propriétaire mais à celle de gardien de la chose inanimée qui a causé le dommage ; que si en principe le propriétaire est réputé avoir la garde de sa chose, rien ne s'oppose à ce qu'il prépose un tiers à cette garde ; qu'en confiant à Vanhuysen la conduite du camion faisant le service de ses magasins, Goeman l'a nécessairement préposé à la garde comme à la conduite de ce véhicule ; que par suite ce qui a été définitivement jugé à l'égard de Vanhuysen l'a été également à l'égard de Goeman son commettant. »

« Or attendu que le jugement correctionnel dont l'arrêt attaqué reproduit les termes, déclare que l'accident doit être attribué à l'imprudence de la victime elle-même et qu'aucune faute ne peut être relevée à la charge du chauffeur. »

« Attendu qu'il est de principe que la présomption de faute établie par l'article 1384 à l'encontre de celui qui a sous sa garde la chose inanimée qui a causé le dommage est détruite par la preuve d'une cause étrangère qui ne lui est pas imputable ; que l'application de ce principe en droit aux faits définitivement jugés par la juridiction répressive justifie légalement le dispositif de l'arrêt attaqué. Rejette. »

Très habilement, la Chambre des requêtes a évité de prendre directement partie et de déclarer si oui ou non l'article 1384 *seul* est applicable à tous les accidents causés par les automobiles.

Si la Cour de Douai affirme catégoriquement que seul l'article 1382 est applicable dans l'espèce parce que l'accident est causé par une automobile en marche, toute autre est l'argumentation de la Chambre des requêtes, qui confirme l'arrêt de Douai par le même motif tiré de la chose jugée.

Voici l'augmentation habile de la Chambre des requêtes :

1^o Une condamnation à des dommages-intérêts sur le fondement de l'article 1382 est impossible, parce que le juge correc-

tionnel a décidé avec autorité de chose jugée que le chauffeur n'a commis aucune faute ;

2° L'article 1384 ne peut lui non plus former le fondement d'une condamnation civile, parce que même dans ce cas, la présomption de faute serait détruite par la constatation du juge criminel, que l'accident est dû à la faute de la victime.

D'une manière implicite, la Chambre des requêtes se rallie à la jurisprudence de la Chambre civile inaugurée par l'arrêt du 29 juillet 1924, aux termes de laquelle, la présomption de faute pèse sur les automobilistes.

Il y a une objection sérieuse à faire contre cet arrêt. La Chambre des requêtes, si elle admet la présomption de faute contre le gardien, elle considère comme tel celui qui se sert de la chose et non le propriétaire. Si le propriétaire est en principe présumé avoir la garde, il peut librement la confier à un préposé, comme c'était le cas dans l'espèce ; et dans ce cas il n'est responsable qu'à travers son préposé ; c'est l'application du 3^e alinéa du même article 1384.

Le pourvoi avait prévu cela et il l'a mentionné. Supposant qu'il y ait chose jugée à l'égard du chauffeur, il n'y a pas chose jugée à l'égard du propriétaire ; or, c'est le propriétaire qui est actionné.

Admettons — dit la victime — que le propriétaire ne puisse plus être poursuivi comme *civilement responsable* de son chauffeur, de son préposé ; que en tant que commettant, en vertu de l'article 1384, 3^e alinéa, sa responsabilité soit dégagée par le jugement correctionnel qui exonère son préposé.

Mais ce n'est pas en tant que commettant que je le poursuis ; ce n'est pas à travers son préposé que je prétends l'atteindre. Je le poursuis directement en tant que gardien de l'automobile ; c'est sur le propriétaire que pèse la présomption de l'article 1384, 1^{er} alinéa.

S'il y a chose jugée à l'égard de l'action civile contre le propriétaire pris en tant que commettant, il n'y a pas chose jugée à l'égard de l'action en responsabilité contre le propriétaire pris en tant que gardien ; il n'y a pas identité de personnes et qualités.

Tout l'intérêt de l'arrêt est compris dans la formule qui résoud ce problème :

« Attendu que la présomption de faute établie par l'article 1384 ne s'attache pas à la qualité de propriétaire mais à celle de gardien... ; que si en principe le propriétaire est réputé avoir la garde de sa chose, rien ne s'oppose à ce qu'il prépose un tiers à cette garde. »

C'est donc le chauffeur qu'elle considère comme gardien de l'automobile en marche ; donc la responsabilité du propriétaire n'est engagée qu'indirectement, à travers son préposé, en tant que commettant. La conclusion est, que ce qui a été jugé à l'égard du chauffeur l'a été à l'égard du propriétaire commettant. S'il est jugé que la responsabilité du chauffeur ne peut être engagée ni en vertu de l'article 1384, alinéa 1^{er}, ni en vertu de l'article 1382, aucun de ces textes ne peut être invoqué contre le propriétaire de la voiture, son commettant ; la demande en dommages-intérêts de la victime est irrecevable.

La Chambre des requêtes a confondu, croyons-nous, deux hypothèses ; il y a d'abord le cas où la garde de la chose est confiée à un préposé, à un ouvrier ou employé, c'était le cas de notre espèce et il y a le cas où cette garde est confiée à un gardien indépendant qui n'est ni préposé, ni propriétaire ; tel est le cas d'un locataire ou du vendeur en passe de livrer la chose.

Prenons le premier cas. Peut-on dire que le préposé auquel le propriétaire a remis la chose devient par là même son gardien et que si un accident est causé par cette chose, la responsabilité du propriétaire n'est engagée que par ricochet à travers son préposé ; que l'acquiescement de celui-ci à force de chose jugée à l'égard du propriétaire ; qu'il peut s'en prévaloir pour repousser la demande en dommages-intérêts de la victime ?

Non, pour plusieurs raisons :

Nous faisons appel à l'article 1385 qui désigne le gardien responsable du fait d'un animal, le fondement de la responsabilité du fait des choses inanimées étant le même que celui de la responsabilité du fait des animaux : la faute dans la garde.

D'après l'article 1385, est responsable « le propriétaire ou celui qui se sert de l'animal ». Il faut interpréter ce texte dans le sens que lui a donné M. Savatier dans sa note sous Req. 10 nov. 1924 (D. P. 25.1.49).

Le responsable du fait de l'animal est celui qui par lui-même ou *par ses préposés* en fait l'usage que comportent ses intérêts. C'est cette interprétation qui est consacrée par la jurisprudence ; nous la croyons aussi parfaitement applicable à la désignation du gardien d'une chose inanimée.

Si dans une entreprise, plusieurs personnes peuvent se servir de la même chose à divers titres, c'est incontestablement une seule qui correspond à la définition du gardien. C'est pour elle, pour ses intérêts, en son nom que les autres se servent de la chose. Ces soi-disant « gardiens » n'ont aucune initiative propre dans l'emploi de la chose, dans la direction à lui donner. Tout est fait par ordre et dans le développement qu'a pris l'industrie et le commerce, ces préposés sont devenus des annexes des machines ; on ne peut pas dire qu'ils en ont la garde. Si la garde matérielle leur est confiée, la garde juridique reste au patron. Libre de donner à sa chose l'emploi et la direction qui lui convient, il doit en supporter les conséquences.

D'ailleurs, une convention implicite intervenue entre les différentes personnes utilisant la chose, peut désigner le chargé de risques ; c'est au juge du fond dans ce cas de désigner le gardien en tenant compte de cette convention.

En outre « le préposé apparaît toujours comme le personnage que sa dépendance sociale et économique rend inapte à assumer aucun risque, et qui ne répond par suite, que de sa faute ; les risques de son activité se trouvent toujours à la charge d'autrui » (1).

Supposons que c'est comme le décide la Chambre des requêtes, et que le préposé devient gardien de la chose. Quelle sera sa situation envers le propriétaire, en cas d'accident causé par cette chose et dont il serait la victime ? Il n'aura aucun

1. Savatier, note précitée.

recours contre son commettant parce qu'il est devenu gardien responsable de la chose. C'est à lui de supporter les suites dommageables par elle causées.

De même ce préposé sera responsable envers les tiers victimes d'un accident ; c'est sur lui que pèsera la présomption de faute. L'intérêt pratique que la jurisprudence assigne à l'article 1384, 1^{er} alinéa est anéanti, parce que la victime se trouvera toujours en face d'un gardien insolvable.

Et si la chose confiée à un préposé cause un dommage à une autre chose qui appartient au même commettant ? Le préposé « gardien » est présumé en faute, le patron aura un recours en dommages-intérêts contre son préposé ouvrier ou employé sans avoir besoin de prouver sa faute.

Ces arguments sont, croyons-nous, suffisants pour réfuter le système de la Chambre des requêtes.

On ne doit pas confondre le cas où la garde est confiée à un préposé avec celui où elle est confiée à un gardien indépendant, avons-nous dit. Dans ce deuxième cas, la responsabilité lui incombe certainement ; il use de la chose comme il l'entend, dans son propre intérêt ; c'est lui qui en perçoit les bénéfices ; il n'y a *aucun lien de subordination* entre ce gardien et le propriétaire de la chose. Le critérium de la distinction entre le préposé et le gardien indépendant, réside dans ce lien de subordination.

Celui qui a loué une chose mobilière, une automobile par exemple, pour un temps déterminé, ou celui qui a vendu une automobile, mais qui ne l'a pas encore livrée, a la disposition absolue, discrétionnaire de cette chose. Le propriétaire ne peut exercer aucun contrôle sur l'utilisation à elle donnée ; il est donc juste que celui qui a la disposition et le profit de la chose, soit chargé de la responsabilité des dommages qu'elle peut causer.

Les conséquences au point de vue de la chose jugée sont les suivantes :

L'acquittallement du chauffeur préposé, n'a aucune autorité au civil si l'action en dommages-intérêts de la victime est intentée contre le propriétaire de la chose, en qualité de gardien.

Le juge correctionnel a statué sur la culpabilité du chauffeur, et le juge civil statue sur une présomption de faute qui pèse sur le gardien. Il n'y a pas identité de personnes et de qualités. Même si le patron a figuré comme civilement responsable dans l'instance correctionnelle, l'acquittement ne met pas obstacle à une demande en dommages-intérêts parce qu'il n'y a pas identité de qualités. Il était poursuivi comme commettant dans l'instance correctionnelle, il l'est comme gardien dans l'instance civile.

Il n'y a ni identité de cause ; dans une instance, le patron était poursuivi à raison d'une faute de son préposé, dans l'autre, pour une faute propre. Il est présumé avoir manqué à l'obligation de garde que lui imposait la loi.

La présomption de faute pèse donc toujours sur le propriétaire d'une automobile, soit qu'il la conduit lui-même, soit qu'elle est sous la conduite d'un chauffeur engagé, au moment de l'accident. Dans tous les cas, l'exception de chose jugée tirée de l'acquittement du chauffeur, ne peut pas être opposée par le patron à la demande en dommages-intérêts formée contre lui par la victime d'un accident en vertu de l'article 1384 1^{er} alinéa.

La présomption de faute qui pèse sur le gardien ne peut être détruite que par la preuve d'un cas fortuit, d'une force majeure ou d'une cause étrangère qui ne lui soit pas imputable.

Le jugement d'acquittement qui constate un de ces faits et en fait sa cause, aura certainement autorité au civil, la présomption de faute étant écartée par cette constatation du juge criminel.

Il peut y avoir faute commune et dans ce cas le partage de la responsabilité, fait par le juge correctionnel, aura également autorité au civil. Ce sera le cas où la victime aura par sa faute aggravé le dommage, dont la cause première était la faute du gardien. Voir. Req. 19 déc. 1927 (*D. H.* 28.17) ; Limoges, 31 janvier 1928 (*Gaz. Trib.*, 16 juin 1928).

Il convient de remarquer que même dans le cas où l'article 1384 est applicable, le juge de répression a la possibilité de fermer à la victime la voie d'un recours civil. Il n'a qu'à cons-

tater un fait qui exonère le gardien et d'en faire la cause nécessaire et immédiate de l'acquittalment et le juge civil sera lié par cette constatation.

* * *

La doctrine de la Cour de cassation fut suivie par quelques Cours et tribunaux.

La Cour de Paris, 7^e Chambre, décide par un arrêt du 26 juillet 1926, que bien qu'il ait un acquittalment du chef d'homicide par imprudence du conducteur d'une automobile qui a causé un accident, la chose jugée par la juridiction correctionnelle ne saurait faire obstacle à la recevabilité de l'action en dommages-intérêts fondée sur l'article 1384 1^{er} alinéa, dont la base juridique est toute différente ; c'est la faute dans la garde (1).

La présomption de faute à l'encontre de celui qui a une chose inanimée sous sa garde est générale et s'applique aussi bien dans les cas de dommages causés par une automobile en dehors de la participation directe de l'homme, que dans les cas où la chose se trouvait actionnée par l'homme au moment où elle a causé l'accident.

Il ne suffit donc pas d'établir que l'automobiliste n'a commis aucune imprudence ou que la cause de l'accident est restée inconnue ; il ne peut dégager sa responsabilité qu'en démontrant que l'accident est dû à une faute de la victime ou à un cas de force majeure.

Ce même arrêt décide encore que, juridiquement, la garde d'une voiture automobile conduite par un préposé, appartient au commettant ; le préposé qui cause un accident, ne saurait être appelé en cause dans l'action en dommages-intérêts formée par la victime sur le fondement de l'article 1384 alinéa 1^{er}, que s'il a engagé sa responsabilité personnelle.

L'acquittalment pénal écartant la faute des articles 319 et 320 du Code pénal, la faute des articles 1382-1383 du Code civil ne peut plus être relevée au civil contre le préposé qui conduisait la

voiture. Seul l'article 1384 1^{er} alinéa peut être invoqué et c'est seulement le commettant qui peut être condamné à une réparation civile.

C'est la même idée qu'exprime la Cour de Caen par un arrêt du 17 octobre 1927, qui décide qu'un jugement correctionnel relaxant un automobiliste poursuivi pour blessures involontaires, ne permet pas de reconnaître ultérieurement à la charge de celui-ci l'existence d'une faute quelconque tombant sous le coup de l'article 1382 du Code civil et par suite de l'article 320 du Code pénal.

Mais la chose jugée au criminel *ne dispense pas* le juge civil de rechercher si les faits de la cause ne constituent pas un quasi-délit entraînant aux termes de l'article 1384 du Code civil la responsabilité présumée de leur auteur, qui existe même si la cause de l'accident causé par la voiture automobile demeure inconnue et disparaît si le propriétaire de cette voiture fait la preuve d'un cas fortuit ou de force majeure, ou d'une faute de la victime ayant une relation directe de cause à effet avec celle-ci (1).

SECTION III

Les résistances à la jurisprudence de la Cour de cassation.

La doctrine nettement affirmée à plusieurs reprises par la Cour de cassation, pouvait faire croire qu'elle sera suivie par les instances subordonnées. Il n'en est rien. En fait, un grand nombre de Cours et tribunaux ont opposé une vive résistance à cette nouvelle orientation de la Cour de cassation en ce qui concerne l'application aux automobilistes, de l'article 1384 alinéa 1^{er}, et même celles qui l'admettent, n'attribuent pas à la présomption de faute un caractère aussi rigide ; elles estiment qu'elle peut être détruite avec beaucoup plus de facilité que ne le décide la Cour de cassation.

1. Rec. Caen, 1928, 45.

Elles considèrent l'article 1384 comme un prolongement des textes qui le précèdent et décident en conséquence qu'il suffit au défendeur de faire la preuve qu'il n'a commis aucune imprudence ou négligence pour faire tomber la présomption qui pèse sur lui ; il dégagera par là sa responsabilité civile.

La portée pratique attribuée à l'article 1384, est un simple renversement, une facilité de preuve, créée au profit des victimes des accidents.

La victime est simplement dispensée de prouver une faute à la charge de l'auteur de l'accident ; c'est à ce dernier de démontrer qu'aucune faute ne lui peut être reprochée. Il peut faire cette démonstration par tous les moyens, et non seulement en prouvant la cause étrangère, la force majeure ou le cas fortuit.

Le jugement de relaxe motivé sur ce qu'aucune faute ne peut être reprochée au prévenu poursuivi en vertu des articles 319 et 320 du Code pénal peut donc être opposé avec autorité de chose jugée, même à une demande civile fondée sur l'article 1384 1^{er} alinéa, décident certains tribunaux et Cours d'appel fidèles à la doctrine de l'unité des fautes ; le contraire sera décidé par ceux qui se sont orientés dans le sens de la dualité des fautes.

Nous étudierons successivement la jurisprudence qui refuse d'appliquer l'article 1384 1^{er} alinéa quand l'accident est causé par une automobile qui se trouvait sous la conduite de l'homme, et celle qui, adhérant à la jurisprudence de la Cour de Cassation, se montre moins exigeante quant à la destruction de la présomption de faute.

* * *

Un arrêt de la Cour d'Amiens du 13 janvier 1926 décide que l'article 1382 est applicable aux automobilistes et influencée par le prétendu revirement marqué par l'arrêt du 29 juillet 1924, la Cour déclare que l'acquittallement du conducteur ne met pas obstacle à une condamnation civile.

« Considérant, dit l'arrêt, que le tribunal correctionnel en déclarant que le chauffeur n'avait pas commis de négligence ou d'inattention, ni inobservation des règlements, s'est unique-

ment placé au point de vue pénal ; que les juges civils ne conservent pas moins le droit d'apprécier s'il se dégage des éléments et circonstances de la cause des faits qui, s'ils ne constituent pas un délit, peuvent tout au moins constituer un quasi-délit. »

Trouvant une « *distraction involontaire mais fautive* », à la charge du conducteur de l'automobile qui n'avait pas aperçu à sa droite à la lumière des phares la forme opaque que présentait la personne de la victime, la Cour décide que « la demande en dommages-intérêts basée sur l'article 1382 est, en principe, justifiée (1) ».

Cet arrêt aboutit au même résultat pratique que la nouvelle doctrine de la Cour de cassation mais il la contredit par deux fois; d'abord en déclarant l'article 1382 applicable aux automobilistes et ensuite en décidant qu'une condamnation civile en vertu de ce texte est encore possible après l'acquittement du conducteur ; c'est la théorie de la dualité des fautes.

Un jugement du tribunal civil de Bordeaux du 9 décembre 1924 nous montrera avec une remarquable clarté la pensée des instances hostiles à l'application de l'article 1384 en matière d'accidents d'automobile.

« Attendu qu'il n'apparaît pas que la décision invoquée (Civ. 29 juillet 1924) ait la portée que le demandeur lui attribue, la cassation de l'arrêt attaqué n'ayant été motivée que parce que ledit arrêt avait pour écarter l'article 1384 retenu une absence de faute inopérante en la cause. »

« Attendu qu'il n'est pas possible d'assimiler à une chose inanimée pouvant parfois causer un dommage par suite d'un vice intrinsèque et en dehors de toute participation humaine, une voiture automobile occasionnant un accident alors qu'elle est en marche et soumise constamment à l'impulsion et à la direction du conducteur. »

« Attendu que s'en tenir aux risques créés objectivement et faire abstraction des éléments intellectuels qui jouent pourtant un rôle prépondérant dans le fonctionnement normal de l'auto-

mobile, entraînerait cette conséquence regrettable au point de vue de la sécurité, de rendre inutiles pour les chauffeurs les précautions les plus élémentaires et de placer au cas de collision de deux automobiles leurs conducteurs respectifs dans la même situation juridique sans qu'il puisse être fait état de la prudence méritoire de l'un d'eux et de la témérité de l'autre. »

« Attendu que l'article 1384 du Code civil ne saurait trouver son application lorsque, comme dans l'espèce, il est allégué que l'accident est imputable au chauffeur au sens des articles 1382-1383, etc., etc. » (1)

Les articles 1382 et 1383 étant seuls applicables aux automobilistes, quelle sera la conséquence au point de vue de la chose jugée, quelle sera la situation de la victime après l'acquittement du conducteur ? Cela dépend encore de l'opinion de l'instance, parce que, nous l'avons dit, les instances n'étaient pas d'accord sur la portée de l'arrêt du 29 juillet 1924. Celles qui voyaient dans cet arrêt un retour à la doctrine de la dualité des fautes, admettaient un recours en dommages-intérêts après l'acquittement; les autres qui tenaient à l'unité des fautes le refusaient. (Voir Trib. civ. de la Seine, 14^e Ch., 30 mars 1925 (*D. H.* 25.342). En ce qui concerne la responsabilité : Nancy, 22 juillet 1925 ; Bourges, 27 oct. 1925 (*Gaz. Pal.* 26.1.335); Poitiers, 16 fév. 1925 (*Gaz. Pal.* 25.1.484); Nîmes, 9 janv. 1925 (*D. P.* 25.2.44), etc.)

* * *

Voyons maintenant quelques arrêts qui décident qu'après un acquittement pour homicide ou blessures par imprudence, la victime ne pourra obtenir des dommages-intérêts, même en basant sa demande sur l'article 1384 1^{er} alinéa.

Pour ces juridictions, le jugement de relaxe fondé sur l'inexistence d'une faute, détruit par son existence même la présomption de faute édictée par ce texte.

La Cour de Lyon décide que les jugements en matière correc-

1. *D. H.* 25.18.

tionnelle s'imposent à tous et ont d'une façon absolue l'autorité de la chose jugée.

Spécialement sur une poursuite dirigée en vertu de l'article 319 du Code pénal les juges en acquittant le prévenu, ont nécessairement entendu que la preuve de la faute, même la plus légère, n'était pas administrée, et la rédaction plus ou moins explicite du jugement de relaxe importe peu si l'acquittement est certain.

Lorsque l'action formée par la victime devant la juridiction civile est fondée sur l'article 1382 elle est irrecevable, car elle tend à remettre en question un point qui a cessé d'être litigieux puisqu'il a été définitivement tranché par la juridiction pénale.

Cette action ne peut davantage être fondée sur l'article 1384 car cet article présume sur la base du fait lésif, que le gardien ou surveillant de la chose n'a pas été d'une vigilance suffisante pour le prévenir et l'on ne peut juridiquement présumer une faute à sa charge, alors que le tribunal correctionnel a déjà déclaré par une décision irrévocable qu'aucune faute positive ne pouvait être retenue contre lui.

« D'ailleurs la théorie extensive de la présomption de faute établit une confusion entre la responsabilité provenant de la direction et celle dérivant de la garde de la chose, alors qu'il y a dans ces deux faits juridiques deux obligations distinctes et séparément appréciables(1). »

Les considérants de cet arrêt constituent la plus flagrante contradiction à la doctrine de la Cour de cassation.

Un autre arrêt, de la Cour d'Aix, du 24 mai 1925 est très intéressant.

Une dame Brun, qui venait de descendre d'un tramway, avait été heurtée et mortellement blessée par une automobile conduite par le sieur Grand-Dufay. Celui-ci poursuivi pour homicide par imprudence fut relaxé par le tribunal correctionnel de Grenoble le 17 octobre 1925, pour le motif que de la procédure et des témoignages recueillis, il ne résultait nullement la preuve

1. *Gaz. Pal.* 29 som. 56.

qu'il ait commis une des fautes nettement caractérisées et énumérées dans l'article 319 du Code pénal.

Les héritiers de la victime intentèrent une action en dommages-intérêts contre Grand-Dufay sur le fondement de l'article 1384.

La Cour d'Aix, devant laquelle ce texte fut invoqué, aurait pu l'écarter en se fondant sur ce qu'elle avait constaté une faute à la charge de la victime, faute qui aurait détruit la présomption qui pesait sur l'automobiliste. Elle s'attaque cependant à résoudre directement le principe et à préciser la portée qu'elle attribue à ce texte.

La faute de l'article 1384 est la même dit la Cour d'Aix, que celle prévue par les articles 319 et 320 du Code pénal. Le juge civil ayant nié la deuxième, a nécessairement exclu la première, et sous le système de l'unité des fautes que la Cour admet, aucune condamnation civile n'est plus possible.

« Attendu en effet — dit l'arrêt — qu'aux termes d'une doctrine et d'une jurisprudence concordantes la cause juridique de la présomption de responsabilité qui aux termes de l'article 1384 du Code civil pèse en principe sur le propriétaire de la chose mobilière inanimée réside non pas dans la qualité de propriétaire de cette chose mais uniquement dans la garde qu'il en a ; qu'elle puise donc en réalité sa source dans une faute commise par lui, ou présumée commise au cours de cette garde, ladite faute consistant en une omission ou une négligence soit dans la direction, soit dans la surveillance qui lui incombe ; *qu'elle ne présente donc pas en elle-même un caractère de gravité pouvant la singulariser au point de la faire considérer comme échappant à l'énumération, pourtant si large, des fautes prévues par les articles 319 et 320 du Code pénal et servant de base aux poursuites exercées devant le juge répressif en matière soit d'homicide, soit de blessures involontaires.* »

« Attendu que la responsabilité pouvant dériver pour Grand-Dufay d'une garde insuffisante dès lors fautive et dommageable, de la voiture automobile qui lui appartenait, et qu'il conduisait au moment de l'accident survenu à feu la dame Brun, se trouvait

donc indiscutablement comprise dans l'énumération des fautes qui étant donné l'extrême généralité des termes de l'article 319 du Code pénal par application duquel il était poursuivi étaient susceptibles d'être sanctionnées par la juridiction répressive, si elles venaient à être considérées par cette juridiction comme établies; qu'elle ne pouvait donc pas lui échapper, que rien ne permet de présumer dès lors qu'elle ait pu lui échapper. »

« Attendu que cette juridiction en absolvant Grand-Dufay du délit d'homicide involontaire qui lui était imputé, et cela par une décision portant en termes aussi exprès que formels qu'il n'avait commis aucune des fautes notamment caractérisées ou énumérées dans l'article 319 du Code pénal a donc irrévocablement purgé la poursuite dans tous les éléments qui pouvaient lui servir et lui servaient de base; que cette décision a dès lors nécessairement détruit sans distinction entre elles toutes les fautes quelles qu'elles fussent, qui se trouvaient relevées contre lui y compris celles qui pouvaient dériver de la garde insuffisante de la voiture automobile, d'où il suit qu'une telle décision avait pour conséquence inéluctable de rendre désormais irrecevable comme dépourvue de toute base juridique, une demande en dommages-intérêts fondée non seulement sur les articles 1382 et 1383 du Code civil, mais encore sur l'article 1384, alinéa 1^{er} de ce même Code, ce qui suffit d'ores et déjà pour faire rejeter comme telle l'action intentée par les appelants (1). »

Considérant ensuite qu'il résulte de l'enquête civile que la victime a commis une faute en demeurant sur la voie du tramway, et en surgissant ainsi inopinément devant l'automobile de Grand Dufay, à un moment où il était impossible à ce dernier de l'éviter à raison des circonstances de fait, la Cour décide que la responsabilité de Dufay est déchargée même au regard des dispositions de l'article 1384, s'il était applicable dans l'espèce.

Ces arrêts ne représentent pas l'opinion d'un nombre restreint de juridictions; au contraire le courant hostile à la jurisprudence de la Cour de cassation est très fort.

Ces juridictions considérant l'article 1384 comme un prolongement des articles 1382-1383, en tirent cette conséquence, que la présomption de faute ne vise que le quasi-délit ordinaire et sous le régime de « l'unité des fautes », la preuve de l'absence de faute résultant du jugement d'acquiescement, s'oppose à ce que le même fait soit repris par le juge civil, envisagé comme simple quasi-délit formant la base d'une condamnation à des dommages-intérêts.

Le seul moyen qui restait encore à la victime d'un accident pour obtenir réparation du dommage — la présomption de faute de l'article 1384 — est ainsi anéanti par ces juridictions.

Elles ont détruit non seulement la valeur réparatrice de ce texte mais même le renversement de la preuve qui en résulte.

Il suffit au défendeur de produire dans l'instance civile le jugement d'acquiescement ; est-ce là vraiment un renversement de preuve ? Non ; parce que dans l'instance correctionnelle le prévenu n'avait aucune preuve à fournir ; c'est au ministère public de le faire pour établir le bien fondé de la poursuite qu'il exerce.

On doit concéder un seul mérite à cette jurisprudence ; c'est de demeurer conséquente au principe de l'unité des fautes adopté par la Cour de cassation.

Comme nous venons de le voir, l'accord est loin de s'être établi en jurisprudence sur l'application et sur la portée de l'article 1384, 1^{er} alinéa. Seu' un arrêt des Chambres réunies pourra imposer le point de vue de la Cour de cassation.

Affirmant catégoriquement son attachement à la théorie de l'unité des fautes, la Cour de cassation s'est rendue néanmoins compte des résultats inéquitables auxquels avait abouti ce système. Les brèches qu'elle a faites dans ce système étaient nécessaires et légitimes.

Du moment que l'homogénéité règnera de nouveau en jurisprudence, toutes les instances seront amenées à décider :

Que la présomption de faute s'applique aux automobilistes dans tous les cas, soit que l'accident est causé par une voiture

en marche sous la conduite de l'homme ou sans cette intervention.

Que le fondement de cette responsabilité réside dans l'idée de garde.

Que la responsabilité du gardien est indépendante de la faute de son préposé qui a conduit la voiture.

Que l'acquittement du chauffeur en cas d'accident qui a causé la mort ou des blessures à un piéton, ne s'oppose pas avec autorité de chose jugée à ce que le gardien soit déclaré civilement responsable envers la victime, en vertu de l'article 1384, 1^{er} alinéa.

SECTION IV

Domage causé à une personne qui se sert de la voiture.

I. — Il n'y a pas grande difficulté dans le cas où la victime de l'accident était un passager qui occupait la voiture automobile en vertu d'un contrat de transport.

Dans ce cas les règles de la responsabilité contractuelle du voiturier, depuis longtemps consacrées par la jurisprudence, sont applicables.

Le transporteur ne prend pas seulement l'obligation de transporter son passager à la destination convenue, mais encore de l'y faire arriver sain et sauf.

Par conséquent si un accident survenant provoque la mort ou cause des blessures à la personne qui occupait l'automobile et que le conducteur poursuivi correctionnellement est relaxé des fins des poursuites pour homicide ou blessures par imprudence, les ayants-droit de la victime, ou la victime, suivant le cas, conservent néanmoins leur droit de demander au civil des dommages-intérêts au propriétaire de l'automobile.

L'autorité de la chose jugée au criminel ne peut pas être opposée à une telle demande, parce qu'elle a une autre cause que la poursuite correctionnelle.

La victime puise son droit non pas dans le délit du conducteur, mais dans le contrat de transport qu'elle a conclu avec le transporteur ; l'action criminelle a une base délictuelle, la demande civile, une base contractuelle.

L'acquiescement du chauffeur est parfaitement conciliable avec la condamnation civile de la Compagnie de transport ou du particulier propriétaire de la voiture. Il ne s'agit pas ici ni des articles 1382-1383, ni de l'article 1384, mais des articles 1147 et 1148 du Code civil.

En cas d'accident, c'est au transporteur de démontrer, s'il veut éviter une condamnation civile, l'action d'une cause étrangère, d'un cas fortuit ou d'un cas de force majeure.

On aboutit avec la responsabilité contractuelle au même résultat qu'avec la présomption de faute de l'article 1384 : à un renversement de la preuve. (V. Cass. req. 23 mars 1925 D. H. 25.330).

2. — Que décider si un dommage est causé à une personne que le propriétaire d'une automobile a amené gracieusement dans sa voiture?

La question est plus délicate dans cette situation.

Nous ne croyons pas, qu'on puisse dans ce cas faire jouer la présomption de faute de l'art. 1384 alinéa 1^{er}. La raison d'être de cette présomption est le danger que l'automobile présente pour les piétons, pour les personnes qui ne l'occupent pas et son fondement est dans l'idée de garde.

Toutes les personnes qui occupent l'automobile, assument une sorte de garde commune de la voiture et il est difficile de présumer en faute seulement l'une d'elles ; elles se servent toutes d'une même chose dangereuse.

D'autre part il est très difficile d'admettre qu'un automobiliste qui rend bénévolement et gratuitement un service à un ami ou connaissance soit responsable de plein droit du dommage causé à cette personne.

La personne gracieusement transportée accepte les risques du voyage et on ne doit pas faire peser une responsabilité sur le

conducteur qu'en cas de faute lourde ou imprudence grave de sa part.

La responsabilité du transporteur payé est plus lourde, elle peut être considérée comme un des éléments constitutifs de la contrepartie du prix payé. Une telle responsabilité ne peut peser sur une personne qui rend un service gratuit.

« Condamner à des dommages-intérêts une personne pour faute légère alors qu'elle rend un service gratuit, c'est sous des raisons scholastiques, arriver à détruire la moralité dans le droit. »

« La rendre responsable de son imprudence grave concrètement appréciée, voilà la formule de réparation équitable (1). »

Cette responsabilité de l'automobiliste bénévole a été diversement solutionnée en jurisprudence. L'accord est complet sur ce qu'aucun contrat de transport ne lie les parties. Il y a divergence sur le point de savoir si l'article 1384 1^{er} alinéa est applicable ou non.

C'est ainsi que la Cour d'Alger décide par un arrêt du 12 janvier 1927 que l'article 1384 1^{er} alinéa doit être appliqué même en cas d'accident survenu à une personne transportée en automobile, par complaisance (2). Dans le même sens Caen 26 nov. 1924 ; Paris 9 mai 1925 ; Lyon 10 juin 1925. Douai 30 nov. 1925 (D. P. 26.2.121 note Ricol).

La Cour de cassation décide au contraire que c'est à la victime de prouver une faute à la charge de conducteur ; c'est l'application du droit commun en matière délictuelle.

La chambre civile décide par un arrêt du 27 mars 1928 que ceux qui ont accepté ou sollicité de participer à titre gratuit à l'usage de la voiture en pleine connaissance des dangers auxquels ils s'exposaient eux-mêmes, ne peuvent obtenir des dommages-intérêts du gardien de l'automobile que s'ils établissent à sa charge ou à celle de son préposé une faute qui leur soit imputable dans les termes des articles 1382 et 1383 du Code civil (3).

1. Ricol note D. P. 26.2.121.

2. *Gaz. Pal.* 28.1.310.

3. D. P. 28.1.145.

Dans le même sens Civ. 7 janvier 1929. *Gaz. D. C.* 29.1.43 ; Douai, 14 janv. 1929. *Rec. pér. assurances* 29.170 ; Paris, 3 mai 1929. *Rec. pér. assurances* 29.172 ; Dijon, 2 mai 1929. *Gaz. Pal.* 29.2.60 ; Dijon, 9 oct. 1928. *Rec. pér. assurances* 29.65.

La conséquence que nous tirons de cette jurisprudence est que l'action civile est irrecevable après un acquittement du conducteur. La Cour de cassation se tient depuis 1912 au principe de l'unité des fautes considérant que les articles 1382-1383 du Code civil et 319 et 320 du Code pénal ont le même contenu, qu'ils contiennent la même énumération de faits et qu'en conséquence le jugement de relaxe écartant toute faute constitutive des délits prévus par les articles 319 et 320 du Code pénal, a par là même écarté tout fait susceptible d'engager la responsabilité civile de l'auteur d'un homicide ou coups et blessures involontaires.

C'est ce qu'a décidé la cour d'Amiens par un arrêt du 27 déc. 1928 (1).

SECTION V

Domage causé par une collision.

Il y a encore le cas, où un homicide ou des blessures sont causés par la collision de deux automobiles, ou d'une automobile avec un autre véhicule, dont le propriétaire est également soumis à la présomption de faute. Les conducteurs de ces voitures ou véhicules une fois acquittés en correctionnelle, quelle va être la situation des victimes ?

Nous excluons le cas d'un passager payant ; il y a dans cette hypothèse, responsabilité contractuelle du transporteur et son acquittement n'a aucune influence sur sa responsabilité civile.

Dans les autres cas, on revient au droit commun parce qu'en cas de rencontre de deux automobiles, les présomptions de faute qui pèsent sur chacun des gardiens s'annulent et c'est

1. *Gaz. Pal.* 29.509.

à l'article 1382 qu'on doit recourir pour obtenir réparation.

Le sort de la victime dépendra alors des motifs du jugement de relaxe de l'auteur de la collision. Si le juge correctionnel déclare qu'aucune faute n'a été trouvée à la charge du prévenu la doctrine de l'unité des fautes s'oppose à ce que le même fait soit discuté dans l'instance civile. Si au contraire le jugement de relaxe écarte un fait déterminé, constituant une faute susceptible d'engager la responsabilité pénale de son auteur, rien ne s'oppose à une demande en dommages-intérêts, fondée sur un autre fait considéré comme simple quasi-délit.

La question est plus délicate en cas de rencontre entre une automobile et une motocyclette, bicyclette, triporteur, etc. Faut-il appliquer la présomption de faute seulement à l'automobiliste parce que c'est sa voiture qui est la plus dangereuse, ou au contraire, s'agissant de deux choses dangereuses, les deux présomptions s'annulent.

M. Ripert (note sous civ., 21 fév. 1927. D. P. 27.1.97) soutient qu'il y a une hiérarchie dans la possibilité de nuire, à laquelle correspond une gradation dans l'obligation de garde.

La jurisprudence a cependant résolu la question en faisant abstraction du degré de caractère dangereux des deux engins.

C'est ainsi que la Cour du Drôme décide par un arrêt du 3 mai 1927, qu'en cas de collision entre une automobile et une bicyclette, les deux présomptions de responsabilité qu'engendre la garde de ces véhicules s'annulent et il incombe au cycliste, victime de l'accident de démontrer la faute de l'automobiliste, conformément à l'article 1382 du Code civil (1).

La Cour de Paris est plus catégorique : elle décide que la bicyclette, tout comme l'automobile lorsqu'elle est actionnée par l'homme, constitue une chose dangereuse soumise à la nécessité d'une garde en raison du danger qu'elle peut faire encourir à autrui. En cas de collision entre deux véhicules, on ne saurait faire l'application de l'article 1384 1^{er} alinéa du Code civil, c'est-à-dire prendre en considération la force respective et les différences de mécanisme des véhicules ; il appartient donc

1. D. P. 27.2.169.

à l'un comme à l'autre des conducteurs, d'établir la faute de l'adversaire (1).

Donc dans tous les cas de rencontre entre deux choses soumises à une garde les présomptions s'annulent. On revient au droit commun et la conséquence au point de vue de la chose jugée, est que la victime sera dans la majorité des cas, privée de tout recours en dommages-intérêts contre l'auteur de l'accident qui a été relaxé par le juge correctionnel, à raison d'une poursuite criminelle pour blessures par imprudence.

1. 2 nov. 1928. *Gaz. Pal.* 29.1.178: *Gaz. Trib.*, 29.2.173.

CONCLUSION

En suivant la jurisprudence, nous avons vu qu'en matière de délits non intentionnels, c'était la doctrine de l'unité ou de la dualité des fautes d'imprudence qui a déterminé la Cour de cassation à admettre ou à refuser à la chose jugée au criminel autorité au civil.

Si la faute constitutive des délits d'homicide et coups et blessures involontaires prévues par les articles 319-320 du Code pénal est la même que la faute quasi-délictuelle des articles 1382-1383 du Code civil ; il s'ensuit naturellement que le juge répressif ayant acquitté un prévenu des fins d'une poursuite pour homicide ou coups et blessures involontaires, a implicitement écarté la faute constitutive du quasi-délit civil et le juge civil ne peut plus connaître la demande en dommages-intérêts fondée sur le même fait. Si au contraire, la faute pénale d'imprudence diffère par sa nature ou par sa gravité de la faute civile, l'obstacle sus indiqué n'existe plus.

C'est cette question que nous allons aborder maintenant et des conclusions auxquelles nous arriverons, dépendra notre attitude envers la jurisprudence.

De la rédaction des textes du Code pénal et du Code civil, il pourrait paraître à première vue que le champ de la responsabilité civile est de beaucoup plus étendu que celui de la responsabilité pénale. C'est une simple illusion.

En vérité « tout fait quelconque de l'homme qui cause un dommage à autrui... » le rend civilement responsable des suites dommageables qui en peuvent résulter ; le texte pénal, procède par voie d'énumération, il faut une faute qualifiée d'imprudence, négligence, inattention, maladresse ou inobservation des règle-

ments pour motiver une punition de l'auteur d'un homicide ou de blessures involontaires.

Il est indiscutable, et toute la doctrine d'accord pour reconnaître, que l'énumération de l'article 319 du Code civil est limitative. Mais résulte-t-il d'ici qu'en dehors des faits énumérés par ce texte il y a encore d'autres faits qui sans tomber sous l'application de la loi pénale, constituent de simples quasi-délits pouvant motiver une action civile en réparation du dommage causé?

Nous ne le pensons pas. Quoique limitative, l'énumération de l'article 319 est tellement complète, et les termes qu'elle emploie si compréhensifs, qu'elle comprend en réalité toutes les fautes non intentionnelles. En dehors de cette énumération il n'y a que le fait casuel qui échappe tant à la poursuite pénale qu'à l'obligation civile de réparer. Dans ce sens voir : Garraud, *Traité théorique et pratique de droit pénal français*. 2^e éd., t. 5, p. 8, n^o 1781 ; Garçon, Code pénal annoté article 319-320, n^o 16 ; Morel note sous Cass., 18 déc. 1912. S. 14.1.249.

M. Morel pense que le législateur étant dans l'impossibilité de prévoir et d'énumérer d'une façon concrète tous les cas dans lesquels la responsabilité civile ou pénale d'un individu peut être engagée, a dû forcément recourir à des formules abstraites. C'est ainsi que dans l'article 1382 il emploie le mot faute, sorte d'expression passe-partout, représentant une notion à formes multiples, et dans l'article 319, sauf l'inobservation des règlements, les termes employés, maladresse, négligence, imprudence, inattention, quoique représentant un caractère plus concret n'en constituent pas moins des expressions très vagues auxquelles il est difficile d'assigner un sens nettement délimité, de sorte que dans le langage courant, on emploie ces expressions l'une pour l'autre et on se contente habituellement de la qualification d'*imprudence* pour les désigner toutes.

C'est d'autant plus vraisemblable, que dans l'article 320, les rédacteurs du Code pénal, pour ne pas répéter l'énumération du texte précédent, l'ont résumée dans la double qualification

de défaut d'adresse et de précaution, formule aussi compréhensive et vague que celle de l'article 319.

Si l'on se tenait à ses explications, la conclusion serait très simple. Il n'y aurait aucune différence entre la faute non intentionnelle pénale et civile ; ce sont toujours les mêmes faits à la base de ces deux responsabilités et ce qui les différencie et leur donne des sanctions distinctes, c'est seulement la nature des suites de cette faute. C'est l'homicide ou la blessure qui détermine la criminalité de la faute non intentionnelle, abstraction faite du degré de sa gravité qui n'influe en rien sur la sanction prononcée par le juge.

Dans cette théorie, l'individu en jugement n'est, comme le dit Enrico Ferri, qu'un mannequin vivant, sur lequel le juge colle le numéro d'un article du Code pénal.

En s'arrêtant ici, on doit nécessairement admettre qu'il y a unité des fautes et en tirer deux conséquences : l'une au point de vue de la prescription, l'action civile se prescrivant par le même laps de temps que l'action publique (1, 3 ou 10 ans), et l'autre relative à la chose jugée ; du moment qu'un acquittement a été prononcé par le motif qu'aucune négligence n'a été commise, le juge criminel a nécessairement écarté toute responsabilité civile, parce que ce sont les mêmes faits à la base du délit pénal et du quasi-délit civil.

Pour voir s'il y a une différence entre la faute non intentionnelle civile et pénale, il faut aller plus loin. Si on ne la trouve pas dans la nature de la faute, c'est-à-dire dans l'énumération des textes du Code pénal et du Code civil, si l'étendue des faits qui sont susceptibles d'engager ces deux responsabilités est exactement la même dans les deux codes, il y a encore lieu de rechercher si ces mêmes faits ne sont pas envisagés de deux points de vue différents par les juges criminels et par les juges civils, si ces deux juges considèrent la faute telle quelle et condamnent tous les deux, seulement parce qu'une imprudence a eu lieu, et qu'elle a créé un dommage, sans tenir compte de la gravité de la faute non intentionnelle.

Du moment qu'il y a faute, il y a nécessairement des degrés

dans cette faute. Est-ce que le juge criminel se contentera de la moindre faute d'imprudence pour prononcer une condamnation relativement grave contre son auteur, ou exigera-t-il que cette faute soit assez grave pour mériter un châtimement ?

Il faut rechercher s'il y a des degrés dans la gravité de la faute non intentionnelle et si les juges correctionnels et civils se contentent du même degré de gravité pour appliquer les sanctions respectives ; si le degré de gravité de la faute a une influence seulement sur l'importance de la peine ou au contraire, sur l'application même d'une sanction.

M. Morel conteste encore, que la faute des articles 319-320 du Code pénal diffère en degré de celle des articles 1382-1383 du Code civil.

« Du moment que les cinq faits énumérés en l'article 319 peuvent tous se ramener à un défaut de prévoyance ou de précaution, l'auteur de l'accident encourt une responsabilité pénale, par cela même, que l'accident aurait pu normalement être évité, si l'on avait eu affaire à un homme plus prévoyant.

Et immédiatement après :

« Sans doute, *les limites de l'imprévoyance punissable* étant difficiles à préciser, peuvent donner lieu à des divergences d'appréciation, mais une fois que les juges ont reconnu à la charge de l'auteur de l'homicide ou des blessures un défaut de prévoyance ou de précaution dont un homme normalement doué ne se serait pas rendu coupable, le fait tombe inéluctablement sous l'application de la loi pénale, alors même qu'il ne présenterait pas les caractères d'une faute lourde. »

Nous ne sommes pas convaincus par l'argumentation de l'éminent professeur ; nous croyons trouver chez M. Morel, une contradiction qui milite en faveur de la distinction des fautes.

M. Morel nous dit en effet, que les limites de l'imprévoyance *punissable* sont difficiles à trouver ; c'est donc qu'il y a une imprévoyance non punissable, quoiqu'elle ait comme résultat un homicide ou des blessures ; il y a des degrés dans l'imprudence. Mais, continue M. Morel, du moment que les juges ont reconnu à la charge de l'auteur de l'homicide ou des blessures

un défaut de prévoyance ou de précaution dont un homme normalement doué ne se serait pas rendu coupable, le fait tombe inéluctablement sous l'application de la loi pénale.

Mais si le juge criminel n'a pas reconnu ce défaut de prévoyance ou de précaution, doit-on dire que l'acquittement qu'il prononce met obstacle à ce que l'auteur soit poursuivi civilement ?

La faute ne lui a pas semblé assez grave pour motiver l'application d'une peine, *elle n'a pas dépassé les limites de l'imprévoyance punissable*, mais il ne s'agit pas de la gravité de la faute en matière civile où les articles 1382-1383 font jouer la responsabilité en vertu de *tout fait quelconque*.

Nous ne voyons pas comment la doctrine de l'unité des fautes peut se concilier avec une imprévoyance qui commence à être punissable seulement si elle dépasse une limite qui est laissée à l'appréciation souveraine du juge.

* * *

Si nous avons admis que la faute civile d'imprudence ne diffère pas de la même faute pénale par sa nature, nous croyons au contraire que ces deux fautes diffèrent par leur gravité. Nous n'apportons rien de nouveau avec cette opinion, parce qu'elle est à de très rares exceptions près, admise par les civilistes et les criminalistes.

Avant d'étudier la doctrine, disons quelques mots sur la façon dont doivent être interprétés les textes qui nous intéressent.

Trop souvent, des juristes éminents sont enclins à envisager les choses de manière abstraite ; ils se laissent conduire par l'analyse logique, très juridique, mais qui aboutit à des résultats n'étant pas toujours en concordance avec l'équité.

Le droit n'est pas une science de pure logique. Les règles de droit et les institutions ont un but et un esprit dont il convient de s'inspirer dans l'interprétation et dans l'application, dit très justement M. Essmein (1).

1. Note Pand, 24.1.321.

Du moment qu'un texte donne lieu à interprétation, seule est juste celle qui correspond à la réalité de la vie courante et par conséquent au sentiment public de l'équité. Ce ne sont ni les décisions de la justice, ni les opinions des auteurs qui créent la conception de l'équité.

Ce sentiment est créé par le commerce continu des individus, il naît et s'impose spontanément dans la grande masse. C'est lui qui doit guider le législateur, le doctrinaire et le juge. Tant qu'il est méconnu, la loi est défectueuse et la décision du juge, respectée pour le moment, en vertu de la loi qui lui donne cette autorité, succombera par la cause erronée qui l'a créée.

Le raisonnement abstrait, dit Ferri, en s'éloignant toujours davantage du monde réel, finit non seulement par perdre le sens de la réalité, mais aussi par créer des difficultés gratuites, là où il n'en existe pas (1).

L'analyse logique ne permet peut-être pas d'apercevoir une différence entre la faute civile et la faute pénale, lorsque celle-ci est constituée par une imprudence ou une négligence ; mais il ne faut pas perdre de vue que ce sont les juges qui appliquent les lois et qu'ils n'oublient pas toujours qu'ils sont des hommes. Lorsque le juge criminel a à envisager une peine, il se demande souvent quels effets cette condamnation peut avoir sur l'avenir du prévenu. Cette question intéresse très peu le juge civil.

Influencé par ces considérations, le juge criminel hésitera de jeter une tâche ineffaçable sur l'honneur d'un homme dont la faute ne lui paraît pas assez grave, d'autant plus qu'elle est non intentionnelle.

Si le prévenu est relaxé, c'est que le juge criminel n'a pas trouvé sa faute assez grave pour motiver une pénalité ; mais la faute existe et si infime soit-elle, le juge civil peut la considérer comme un quasi-délit et en former la base d'une condamnation à des dommages-intérêts.

Presque à l'unanimité, les auteurs admettent que la faute

1. *Sociologie criminelle*, p. 460.

prévue par les articles 319-320 du Code pénal doit avoir une certaine gravité et qu'elle se distingue par ceci de la faute civile ; le juge répressif n'examine le fait qu'au point de vue de la peine, la faute pénale peut être écartée et laisser cependant subsister une faute plus égère ayant le caractère de faute civile et ne donnant lieu qu'à des dommages-intérêts.

« Le juge criminel, écrit Griolet, a uniquement pour mission de rechercher le fait générateur du délit c'est-à-dire une imprudence assez grave pour motiver l'application de la loi pénale. S'il nie toute imprudence, il empiète sur le domaine du juge civil auquel il appartient de rechercher s'il n'a pas commis une imprudence trop légère pour qu'il y ait lieu d'appliquer une peine, mais assez grave pour que la responsabilité de son auteur soit engagée. *Il y a en quelque sorte une imprudence criminelle et une imprudence civile.* La négation de la première n'exclut pas la seconde et le juge criminel ne peut nier que la première et ne nie en réalité avec l'autorité du juge que la première quelles que soient les expressions dont il s'est servi (1). »

Marcadé à son tour dit « qu'il y a des degrés, qu'il y a du plus ou du moins dans l'imprudence ; on peut n'avoir pas été assez imprudent, négligent, ou inattentionné pour mériter une condamnation à l'emprisonnement, et l'avoir été assez pour être tenu de réparer le préjudice causé. Mais s'il en est ainsi, il n'y a donc pas contradiction entre le jugement qui nie l'imprudence constituant le délit d'homicide involontaire et le jugement qui affirme l'imprudence constituant le simple quasi-délit de l'article 1383 » (2).

« Il ne faut pas, en effet, perdre de vue qu'une faute, une négligence ou une imprudence, peut être assez grave pour engager la responsabilité civile, sans être de nature à motiver l'application d'une peine, et que, si les tribunaux répressifs sont chargés d'examiner un fait sous le dernier rapport, leur mis-

1. Griolet, note au D. P. 69.1.170, V. aussi *L'autorité de la chose jugée*, p. 358.

2. *Explication théorique et pratique du C. civ.*, 8^e éd., t. V, § 16.

sion n'est pas de l'apprécier sous le premier point de vue écrit Aubry et Rau (1). »

Dans le même sens Lacoste, *De la chose jugée*, 2^e éd., p. 378 s. ; Garçon, *C. pénal annoté*, art. 319-320, n^o 16 s. ; Garraud, *Traité théorique et pratique de droit pénal français*, 2^e éd., t. V, p. 41, n^o 1782 ; Fuzier-Hermann, *Rep. alph. chose jugée*, n^o 1124 ; Tarde, *Revue pénitentiaire*, 1896, p. 1243 ; Vidal, *Cours de droit criminel*, p. 194, note 3 ; Planiol, *Cour de droit civil*, t. II, n^o 822 ; Demogue, *Traité des obligations*, t. IV, n^o 586 ; Ortolan, *Eléments de droit pénal*, n^o 2142 ; Demolombe, t. XXX, n^o 410 ; Ripert, note D. P. 25.1.5 ; Essmein, note Pand. 24.1.324 ; Roux, note Pand. 27.1.33, *Cours de dr. pén. et de proc. pénale*, p. 15 ; Sauvard, Thèse Paris, 1899 ; Ditte, *Faute pén. et faute civ.*, p. 129 s. ; V. cependant Prins, *Science pénale et droit positif* ; Morel, note précitée.

En outre il ne faut pas négliger ce phénomène curieux, comme le dit M. Saleilles, que le droit pénal et le droit civil, prennent aujourd'hui deux directions absolument divergentes par une sorte de bifurcation, du reste tout à fait rationnelle.

« En droit pénal c'est de plus en plus le point de vue subjectif qui l'emporte, la matérialité du fait s'atténue et disparaît presque. C'est l'agent dans sa nature morale que l'on juge et que l'on apprécie. Ce qui domine la formule des articles 1382 s., c'est l'idée qu'il n'y a plus à distinguer parmi les faits dommageables ; tout fait dommageable quelconque implique le droit à une indemnité. Un dommage se produit, il s'agit de savoir qu'il doit en supporter le préjudice.

Agir c'est courir du risque, la vie n'est faite que de cela. Il s'agit de savoir comment le répartir. Ce n'est plus une question de faute, c'est une question d'équité sociale (2). »

Revenons aux deux fautes. Est-ce que tout fait non intentionnel qui cause un dommage a des suites au point de vue pénal et civil ? Non.

1. *Cours de droit civ. français*, 5^e éd., par Bartin, t. XII, § 769 bis, p. 470 note 18.

2. Saleilles, *Les accidents de travail et la responsabilité civile*.

Il y a d'abord le fait casuel, œuvre du hasard ; sa cause est impossible à prévoir, quelle que soit la diligence et la prévoyance de l'homme.

Il y a ensuite les faits non intentionnels où l'accident qui est arrivé, aurait pu être évité si on avait agi différemment en usant de la plus grande prudence ou attention. Dans cette catégorie de faits apparaît la responsabilité civile, et l'auteur doit réparer le dommage si minime que soit sa faute. Entre la victime innocente et l'auteur du fait, la loi doit préférer la première.

Un dernier groupe de faits est celui qui est constitué lorsque la faute commise est suffisamment grave, suffisamment précise et lourde pour qu'on inflige en dehors de la responsabilité civile les sanctions pénales.

Il y a donc faits casuels, faute civile, faute pénale.

Mais il y a autre chose encore ; une imprudence peut être volontaire ou involontaire. Elle est involontaire si son auteur n'a prévu ni cru qu'un résultat dommageable se produirait. Elle est au contraire volontaire s'il a prévu la possibilité d'un tel résultat, mais cru, qu'il ne se réaliserait pas en comptant sur la chance ou sur son habileté pour l'éviter. Il y a dans le premier cas un défaut de prévoyance, et dans le second un défaut de précaution. L'imprudence volontaire est plus lourde que celle involontaire et la faute qu'elle suppose est plus grave et sera plus sévèrement appréciée par le juge.

Le chasseur qui apercevant un gibier s'enfuir dans la direction de laboureurs qui travaillent dans un champ, se fie à son adresse et tire malgré le danger auquel il expose volontairement ceux-ci et blesse l'un d'eux, a certainement commis une imprudence grave. Il en sera autrement du chasseur qui voyant confusément quelque chose remuer dans un fourré et croyant à la présence d'un gibier, blesse une personne qui se trouvait à cet endroit.

De même le bûcheron qui émondant un arbre près d'un chemin, laisse choir la branche coupée sans avertir ; celui qui pour mettre un piège aux fauves, creuse des fosses sur un chemin, ont commis une faute grave parce que ce chemin était destiné

à la circulation et qu'avec le moindre souci de prévoyance ils auraient pu prévoir les résultats dommageables de leur acte. Ils se sont fiés au hasard ; ils ont prévu les résultats éventuels mais n'ont pris aucune précaution pour les éviter.

Si ce même bûcheron avait émondé un arbre dans la forêt, à un endroit où il n'y a pas habituellement de circulation, ou si le preneur de fauves avait creusé les fosses dans un terrain ou habituellement et normalement personne n'avait à faire, leur faute ne serait pas de la même gravité. Si néanmoins des résultats dommageables engageaient leur responsabilité civile, nous ne pensons pas qu'on puisse leur appliquer des sanctions pénales.

Le juge criminel qui acquitte l'auteur poursuivi pour homicide ou blessures involontaires, n'écarte que le défaut de précaution qui seul est susceptible d'engager sa responsabilité pénale et d'être envisagé par le juge correctionnel ; il ne résulte pas de cet acquittement que le prévenu s'est comporté comme un homme diligent ; il a encore commis une faute d'imprévoyance qui peut engager sa responsabilité civile et former la base d'une condamnation à des dommages-intérêts.

Nous croyons que ce que les auteurs du Code pénal ont voulu punir par les articles 319-320, était la faute lourde pénale. La loi pénale ne peut pas être aussi exigeante que la loi civile parce que les sanctions qu'elle prononce sont autrement sévères et autrement redoutables par leurs conséquences que celles du droit civil.

« Sous la menace, on n'impose que des devoirs qui soient faciles à tenir. Le droit pénal n'intervient que pour empêcher et prévenir de fortes injustices (1). »

On pourrait soutenir que par l'abaissement continu du minimum de la peine qui peut descendre jusqu'à une amende infime et avec la loi du sursis, la peine criminelle est très souvent de beaucoup plus modérée que la réparation civile due par l'auteur du fait dommageable. Mais on ne doit pas oublier

1. Roux, note Pand, 27.1.33.

qu'en 1910 il n'y avait pas de sursis et que le jeu des circonstances atténuantes qui permet au juge d'abaisser considérablement la peine s'est développé postérieurement au Code pénal. La peine dans la conception du législateur ne pouvait jouer qu'entre le minimum et le maximum légal, et si on pense que le minimum légal était assez élevé, il est facile à en déduire que ce qui était visé par les articles 319 et 320, était une faute d'une certaine gravité et non une négligence quelconque.

La différence entre la faute pénale et la faute civile involontaire existe. Si elles ne diffèrent pas par leur nature, elles diffèrent par leur degré de gravité. Cette différence est dictée par la raison et la logique, elle est même du domaine de l'intuition.

C'est l'opinion publique qui avec sa sagesse n'a jamais cessé de faire cette distinction ; des raisons tirées de la rédaction des textes ou des discussions abstraites de logique juridique ne pourront jamais la détruire. L'opinion publique s'indigne contre le « chauffard » qui traverse un endroit peuplé à une allure exagérée et qui peut à tout moment causer la mort aux paisibles piétons ; il commet consciemment une imprudence grave ; il n'a aucunement l'intention de faire du mal, mais il commet la faute d'oublier qu'il se trouve sur une voie publique, avec un engin dangereux à raison de sa vitesse. Cette imprudence est d'autant plus grave qu'elle se prolonge dans le temps ; elle n'est pas le résultat d'un geste, d'un mouvement, d'un instant ; c'est une négligence volontaire dans laquelle son auteur persiste sciemment.

L'opinion publique regarde avec la même commisération que la victime, l'auteur d'un accident malheureux qui dans « un mauvais moment » a causé par sa faute la mort de son camarade de travail ou de son ami.

La loi frappe, en principe, sans différence ces deux imprudences ; est-ce à dire que l'automobiliste acquitté parce qu'aucune imprudence ne peut être retenue à sa charge, n'encourt ni la responsabilité civile ? Nous ne le pensons pas. Si le juge criminel a écarté toute imprudence, c'est seulement en tant que ne lui paraissant pas assez grave pour motiver une pénalité. Le juge

criminel au point de vue où il se place ne peut envisager les faits qu'en tant que susceptibles de tomber sous le coup de la loi pénale, et quels que soient les termes de son jugement d'acquiescement, il n'a d'autorité qu'en ce qui concerne la criminalité qu'il écarte. La faute reste entière ; dépouillée de sa criminalité et envisagée comme un simple quasi-délit, elle peut servir au juge civil comme base à une condamnation à des dommages-intérêts.

Pour toutes ces considérations, nous sommes partisans de la dualité des fautes d'imprudence et en conséquence refusons aux jugements d'acquiescement influence au civil, d'autant plus que les jugements civils ne jouissent d'aucune autorité au criminel.

Le recours civil de la victime est toujours possible tant que l'acquiescement n'a pas nié ni la matérialité du fait, ni la participation du prévenu à ce fait.

* * *

Quelques auteurs sont allés plus loin encore et ont contesté l'utilité de la punition des crimes et délits non intentionnels ; ces crimes et délits, n'ont rien à chercher en correctionnelle disent-ils ; ils devraient être envisagés seulement par le juge civil.

« Si grave que soit un préjudice non intentionnel, dit Tarde, la peine qui le frappe si légère qu'elle soit, est aussi injuste qu'inutile : injuste parce qu'un acte non voulu émane bien de la personne physique de l'agent mais non de la personne psychologique et sociale de l'agent ; inutile parce que l'office de moyen mnémotechnique qu'on prête à la répression en cas pareil est purement illusoire. Les homicides accidentels par suite qualifiés homicides par imprudence pour donner une ombre de justification aux poursuites dont ils sont l'objet, devraient n'avoir rien à démêler avec les tribunaux correctionnels ou même de simple police. Il appartient aux seuls tribu-

naux civils de statuer sur leurs conséquences. » (1) (V. Enrico Ferri, *Sociologie criminelle*, p. 454 ; Garofalo, *Criminologie*, p. 399 ; Hugueney, *L'idée de peine privée*, p. 240).

Le sentiment conduit nécessairement à une telle conclusion, Alimena l'a si bien montré dans quelques phrases.

« J'ai souvenir du cas d'un homme qui, par sa propre négligence fit mourir sa mère Il la pleura amèrement et aurait donné cent fois sa vie pour ressusciter le cadavre et cependant il fut condamné pour homicide par imprudence. »

« Mais la peine prononcée par le tribunal pouvait-elle être comparée à la douleur de son cœur ? (2).

M. Sauvard, étudiant cet exemple d'Alimena, observe que « c'est en maniant par exemple un fusil chargé que le meurtrier a tué sa mère ; il encourt les rigueurs de l'article 319. Maintenant modifions un peu l'hypothèse : la balle a rencontré une médaille que la mère portait au cou et elle n'a même pas occasionné une blessure légère. Même acte initial, même fait, même imprudence, mais résultat différent ; la valeur pénale de l'acte va changer. Dans le premier cas le législateur frappe d'une répression relativement rigoureuse l'acte imprudent qui a eu une mort pour conséquence. Dans le second, il reste indifférent en présence d'un acte qui *aurait pu* avoir une mort pour conséquence ».

« Singulier délit en vérité que ce délit d'où l'intention est absente et dont l'existence dépend d'un résultat purement matériel (3). »

Faut-il conclure que l'intervention de la loi pénale est inutile ou superflue dans ce cas ?

Peut-on laisser l'imprudence sans sanction ? Non.

La Société ne peut exister sans que le besoin humain de sécurité individuelle soit satisfait. Cette sécurité absolument nécessaire est souvent troublée et c'est alors qu'intervient la

1. Tarde, *Rapport. Congrès internat. pénitentiaire de Paris, 1895*, t. II, p. 413.

2. *Limiti e i modificatori dell'Imputabilità*, 1894.

3. *Le délit d'imprudence*. Thèse Paris, 1899.

volonté sociale par l'intermède de la loi pénale, pour la sauvegarder.

Il est vrai de dire que ce qui nous menace plus que la volonté criminelle, c'est l'imprudence.

Seule la menace d'une peine peut tenir en éveil l'attention nécessaire à un individu dans son activité. Il sera plus prudent, plus diligent s'il a à craindre que les résultats même non intentionnels de son activité, seront susceptibles d'engager sa responsabilité pénale.

Laisser une faute dépourvue de sanction, c'est encourager à en commettre de nouvelles.

Tel est, dit l'exposé des motifs de l'article 319, le prix que la loi attache à la vie des hommes, qu'elle punit l'homicide qu'elle déclare involontaire, et qui n'est pas exempt de faute, quoique étranger au crime.

Quiconque par inobservation des règlements, maladresse, imprudence, inattention, méprise, négligence aura commis ou occasionné involontairement un homicide ou des blessures, ne sera pas coupable d'un meurtre ; il présentera à la justice une conscience pure du sang qu'il aura versé, mais ce sang répandu même involontairement, est celui d'un homme ; s'il ne crie pas vengeance, il demande, il obtiendra une expiation.

*
*
*

Se rattachant depuis 1912 à la théorie de l'unité des fautes non intentionnelles, la Cour de cassation vit comment, peu à peu, ses conséquences au point de vue de la chose jugée étouffaient l'équité.

Elle chercha à la sauver sans cependant renoncer à son principe. Elle eut recours à d'autres moyens pour aboutir au même résultat qu'avec la dualité des fautes.

Depuis 1924 elle refuse autorité au civil aux jugements émanant des juridictions qui ne motivent pas leurs décisions — conseils de guerre et tribunaux maritimes commerciaux — ; elle a recours à l'article 1384 1^{er} alinéa pour rendre possible l'action

civile à la victime des accidents causés par des choses inanimées. Ces exceptions au principe de l'unité, finiront par l'emporter et c'est le principe qui deviendra une exception.

Aujourd'hui, le juge criminel, qui pense souvent aux conséquences civiles de son jugement, est forcé de condamner un prévenu, même s'il n'estime pas sa faute assez grave pour mériter une peine, pour ne pas laisser la victime sans aucun recours en réparation du dommage subi.

Par un retour à la jurisprudence antérieure à 1912, la situation du prévenu serait également améliorée ; le juge de répression pourrait considérer avec une objectivité absolue le fait qui lui est soumis sans avoir à se préoccuper des suites civiles de sa décision du moment que l'acquiescement qu'il prononcerait ne mettrait plus obstacle à l'action civile de la victime.

Les raisons d'ordre public qui sont à la base de l'autorité de la chose jugée au criminel sur l'action civile, la justifient bien, mais il ne faut pas l'exagérer. La restreindre au minimum possible est la solution la plus sage. Le principe sera respecté et l'indépendance des juges de même. L'expérience est faite ; un siècle durant, la jurisprudence fut attachée à la théorie de la dualité des fautes non intentionnelles, et jamais l'équité ni les raisons d'ordre public ne furent contrariées, quand à la suite d'un acquiescement pénal le prévenu était condamné à des dommages-intérêts.

Le résultat inattendu de la jurisprudence actuelle, est que celui qui a eu un œil crevé par une canne maladroitement maniée par son propriétaire, envie celui qui a eu une jambe cassée à la suite d'un accident d'automobile, si les auteurs de ces faits sont acquittés en correctionnelle, parce que seule la dernière de ces victimes peut encore obtenir des dommages-intérêts au civil.

Ce que nous demandons à la jurisprudence, c'est de revenir à l'ancienne distinction des fautes. Le résultat au point de vue de la chose jugée sera que l'acquiescement pénal ne mettra plus obstacle à une poursuite civile.

La Cour de cassation est revenue en grande partie par des voies détournées ; par la présomption de faute de l'article 1384

pour les accidents causés par les choses inanimées et par le défaut de motifs des jugements émanant de certaines juridictions spéciales.

Ajoutant aux exceptions de la Cour de cassation les accidents de travail régis par la loi de 1898, il ne reste soumis au principe de l'unité que peu de crimes et délits non intentionnels. Pourquoi réserver à ce nombre restreint de victimes une situation défavorable ?

Espérons que dans un avenir très rapproché, la Cour de cassation réparera aussi cette dernière iniquité.

Vu : le Président de la thèse,
MAURICE PICARD

Vu : le Doyen,
BERTHÉLEMY

Vu et permis d'imprimer :
le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY

BIBLIOGRAPHIE

- Appleton (Paul)*. — L'abstention fautive en matière civile et pénale (Revue trimestrielle, 1912).
- Aubry et Rau*. — Cours de droit civil français, 5^e édition, par *Bartin*, t. 12, § 769 bis, p. 464 s. ; p. 470, note 18 ; § 750, p. 100 note 1 bis.
- Audinet*. — De l'autorité de la chose jugée au criminel. Paris, 1883, n^o 57, 68.
- Beudant*. — Influence du criminel sur le civil (Revue critique, 1864, p. 492 s.).
- Bidard*. — Etude sur l'autorité au civil de la chose jugée au criminel. Paris, 1865.
- Capitant*. — Droit civil, 4^e édition, t. 2, p. 233 s. ; p. 403, note 1.
- Responsabilité des accidents d'automobile (Gazette Dalloz, 31 mai 1923).
 - Les fluctuations de la théorie de la responsabilité du dommage causé par le fait des choses inanimées (D. H., 1927, n^o 21).
 - Chronique (D. H., 1927, p. 49 s.).
- Chauveau et Faustin-Hélie*. — Code pénal, t. 4, p. 118.
- Chauveau, Faustin-Hélie et Villey*. — Théorie du Code pénal, 6^e édition, t. 4, p. 116, n^o 1419.
- Colin (A.)*. — L'accident d'automobile et la loi (Revue politique et parlementaire, janvier 1908, p. 15 s.).
- Bulletin de la Société d'études législatives, 1907, p. 273.
- Demogue*. — De la réparation civile des délits. Paris, 1898.
- Traité des obligations, t. 4, p. 163 s., p. 264 s., n^o 586.
- Demolombe*. — Tome 30, n^o 408 s.
- Ditte*. — De la faute civile et de la faute pénale en matière d'homicide par imprudence. Thèse Paris, 1911.
- Hssmeim (P.)*. — Note au Sirey 1924. 1 321.
- Revue critique de législation et jurisprudence, 1924, p. 205.
- Faustin-Hélie*. — Instruction criminelle, 2^e éd., t. 2, n^o 1102 s.
- Rapport au crim., 7 mai 1864 D. P. 1864.1.313.
- Ferri Enrico*. — Sociologie criminelle, p. 399 ; p. 454 s. ; p. 506 s. ; p. 537 s. ; p. 567 s. ; p. 619.

- Fromageot.* — De la faute comme source de responsabilité en droit privé Paris, 1891.
- Fuzier-Hermann.* — Répertoire général alphabétique de droit français. Chose jugée.
- Garçon.* — Code pénal annoté, art. 319-320, n° 16, 18, 21.
- Garofalo.* — Criminologie, p. 399 s.
- Garsonnet et César Bru.* — Traité théorique et pratique de procédure civile et commerciale, 4^e édition, t. 3, n° 717 s.
- Garraud.* — Précis de droit criminel, 14^e édition, n° 37 ; n° 521 et s.
— Traité théorique et pratique, de Droit pénal français, 2^e édition, t. 1, p. 547 ; t. 5, n° 1781-1782 ; note 10, p. 9.
- Griolet.* — De l'autorité de la chose jugée, 1868, p. 342 s.
— Note D. P. 1869.1.169.
- Hubert.* — Note critique. Sirey 1926.1.129.
- Hugueney.* — L'idée de peine privée en droit contemporain, 1904, p. 27, p. 83, p. 240.
- Ihéring.* — De la faute en droit privé (Œuvres choisies, trad. Moelenare).
- Jousse.* — Justice criminelle, t. 3, p. 27.
- Josserand.* — De la responsabilité du fait des choses inanimées, 1897, p. 7, 14 s., 53 s.
— Rapport à l'Auto-club de Lyon. 1909.
- Labbé.* — Note Sirey 1890.4.17.
- Laborde.* — De l'élément moral dans les infractions non intentionnelles.
- Lacoste.* — Chose jugée, 5^e éd., par Bonnacarrère, n° 1302 s.
- Lalou.* — Note au Dalloz 1927.2.25.
— Note Gazette du Palais 1929.423.
- Larombière.* — Théorie et pratique des obligations. Paris, 1885, t. 1, art. 1351, n° 168 s.
- Laurent.* — T. XX, n° 639 s.
- L. S.* — Note au D. P. 1915.1.17.
- Mangin.* — Traité de l'action publique, t. 2, n° 427 s.
- Marcadé.* — Explication théorique et pratique du code civil, 8^e édition, t. 5, art. 1351, § 15 et 16.
- Mazeaud.* — La faute dans la garde (Rev. trim. de dr. civ., 1925, p. 793 s.
— Note aux Pandectes, 1927.1.129.
- Merlin.* — Répertoire. Chose jugée.
- Morel.* — Note au Sirey 1914.1.249.
— Note au Sirey 1921.1.17.
— Note au Sirey 1923.1.161.
- Ortolan.* — Acquiescement pénal, condamnation civile (Revue critique, 1864).

- Eléments de droit pénal, n° 430, n° 2139 s.
- Planiol.* — Etude sur la responsabilité civile (Revue critique, 1893, p. 545 s.).
- Droit civil, t. 2, n° 822 ; 931⁴.
- Note au Dalloz 1907.1.201.
- Picard.* — Le droit pur, p. 297 s.
- Prins.* — Science pénale et droit positif.
- Ricol.* — Note au Dalloz 1926.2.121.
- Rippert.* — Droit maritime, t. III, n° 2117 ; t. II, n° 1000.
- Revue critique, 1911, p. 139.
- Revue critique, 1912, p. 202.
- Revue critique, 1913, p. 206.
- Note au Dalloz 1922.1.25.
- Note au Dalloz 1925.1.12.
- Note au Dalloz 1925.1.5.
- Note au Dalloz 1927.1.97.
- Roux.* — Cours de droit pénal et de procédure pénale, p. 15, p. 110.
- Note aux Pandectes 1927.1.33.
- Saleilles.* — Les accidents du travail et la responsabilité civile, 1897.
- Sarraut.* — Note au Dalloz, 1899.1.74.
- Note au Dalloz, 1899.1.65.
- Sauvard (H.).* — Le délit d'imprudence. Thèse Paris, 1899.
- Savatier.* — Note au Dalloz, 1925.2.41.
- Note au Dalloz, 1927.1.145.
- Note au Dalloz, 1927.2.169.
- Sourdât.* — Traité général de la responsabilité, 6^e édition, t. I, n° 352 s.
- Tarde.* — Revue pénitentiaire, 1896, p. 1243 s.
- Rapport au Congrès international pénitentiaire de Paris, 1895, t. II, p. 413 s.
- Thaler et Ripert.* — Droit maritime, t. 2, n° 1907.
- Toullier.* — T. 8, n° 30 s. ; t. 10, n° 290 s.
- Vidal.* — Cours de droit criminel, p. 194, note 3 ; p. 839 ; p. 841, note 4.
- Villey.* — P. 421 s. ; p. 445 s.
- Wahl.* — Revue trimestrielle de droit civil, 1908, p. 5 s.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	7

CHAPITRE PREMIER

<i>Section I.</i> — Le principe et les limites de l'autorité de la chose jugée au criminel sur le civil	11
<i>Section II.</i> — Jugements de condamnation et jugements d'acquiescement	27

CHAPITRE II

La jurisprudence et les délits non intentionnels.

<i>Section I.</i> — La jurisprudence favorable à la dualité des fautes..	54
§ 1. — L'homicide et les blessures par imprudence.....	54
§ 2. — Le délit d'abordage	67
<i>Section II.</i> — La jurisprudence favorable à l'assimilation des fautes	70
§ 1. — L'homicide et les blessures par imprudence	70
§ 2. — Le délit d'abordage	83
<i>Section III.</i> — Jurisprudence actuelle.....	88
§ 1. — Jugements non motivés.....	88
§ 2. — Jugements motivés.....	99

CHAPITRE III

L'acquiescement pénal et l'article 1884, alinéa 1^{er} en matière d'accidents d'automobile.

<i>Section I.</i> — Quelques sources de responsabilités autres que les articles 1382-1383 du Code civil.....	110
<i>Section II.</i> — La jurisprudence de la Cour de cassation.....	124

<i>Section III. — Les résistances à la jurisprudence de la Cour de cassation.....</i>	134
<i>Section IV. — Dommage causé à une personne qui se sert de la voiture.....</i>	142
<i>Section V. — Dommage causé par une collision.....</i>	145
<i>CONCLUSION.....</i>	148
<i>BIBLIOGRAPHIE.....</i>	164

